DERNIÈRE ÉDITION

CLIARANTE-SIXIÈME ANNÉE Nº 13926 - 6 F

DIMANCHE 5-LUNDI 6 NOVEMBRE 1989

- FONDATEUR : HUBERT BELIVE-MÊRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAIRE

Après la « démission » de cinq membres du bureau politique

Des centaines de milliers de manifestants à Berlin-Est

ont pris part, samedi matin 4 novembre, à

Berlin-Est, à une imposante manifestation de

protestation. Le cortège devait s'arrêter,

notamment, devant la Chambre du peuple

pour réclamer des réformes et la « transpa-

rence ». Le nouveau chef du Parti commu-

niste et de l'Etat est-allemands, M. Egon

Course contre la montre

COMME le remarquait.
Vendredi à Bonn,
M. François Mitterrand, tout va décidément très vite. Tout va si vite qu'une question considérés semaines encore — celle de l'avenir des deux Etzts alle-mands — ne peut plus aujourd'hui être éludée par les dirigeants des puissances autrefois victorieuses de l'Alle-magne, qui jusqu'ici, se ren-voyaient la balle pour justifier leurs silences. Tout ve trop vite pour M. Egon Krenz, engage dans une course éperdue contre nt en RDA, mais ceux

Ldifficile à prendre. M. Egon Krenz doit savoir en effet qu'escune réforme n'est ible à court terme de ses concitoyens qui réclement tout de suite un niveau et un od. Combien s partir ? Le chiffre d'un million de demandes légales d'émigration circule.

Raffince

- 18 to 198

Reste à tenter de retenir ceux qui sont un peu moint impatients, et constient le faire sans leur accorder repidement la possibilité de s'exprimer par un vota réellement libre ? Si certains, à Moscou, semblent y avoir songé, M. Égon Krenz, pour sa part, n'a encore rien

l ceux qui manifestent en RDA ni ceux qui par-tent, ne sont obsédés par la réunification de l'Allemagne en réunification de l'Allemagne en un seul Etat, sujet qui est surtout débattu en République fédérale. Il est cependant clair pour tout le monde que la question du type de relations que doivent entretenir les deux Allemagnes finira très vite par se noser.

se poser.

Ni à l'Est si à l'Ouest, les Allemands ne supporteraient de se voir, ce jour-là, privés de leur droit à disposer librement d'eux-mêmes, et il importait dès maintenant de le leur gerantir, comme l'a fait vendredi M. Mitterrand à Bonsilaire. n'y a pas en effet de melleur moyen d'éviter qu'un sentiment national frustre ne mette en péril l'ancrege, Jusqu'à présent indubitable, de la République tédérale en Occident et dans la tédérale en Occident et dans la Communauté européenne. Reste à organiser la suité, c'est-à-dire le caure international qui devra accueillir les choix que teront les Allemends. C'est l'affaire de la Communauté européenne, et c'est l'affaire des Deux Grands. Nui doute que MM Ruels et Goristoheu ont MM. Bush et Gorbatchev ont mis le sujet au menu de jeur regcontre du début décembre.



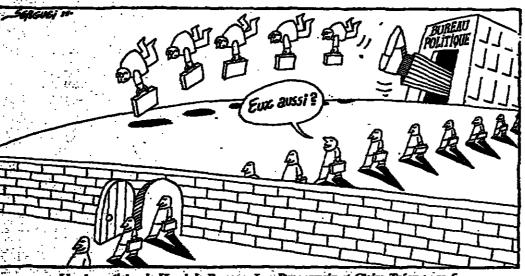
en faveur des réformes Des centaines de milliers de personnes Krenz, avait annoncé, vendredi soir, la démis-

> M. Erich Mielke. La Bulgarie à son tour...

Manifestations à Sofia - Page 4

sion de cinq membres du bureau politique du

SED, dont le patron de la police politique,



La dissolution du Parlement par le général Aoun

Epreuve de force au Liban au sein du camp chrétien

Le général Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien au Liban, a prononcé, samedi 4 novembre, contre l'avis de la majorité des députés chrétiens, la dissolution du Parlement. Cette décision, qui provoque une épreuve de force au sein du camp chrétien, rendait peu probable la tenue, samedi, de l'élection présidentielle. A Beyrouth-Est, quelque vingt mille personnes ont manifesté, samedi matin, leur appui au général Aoun devant le palais de Baabda.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Le Liban n'a jamais été aussi orès de la partition, et l'épreuve de force engagée entre le général Aoun et les députés chrétiens qu'il sommait de rentrer à Beyrouth pour se « concerter » avec lui avant l'élection présidentielle a tourné, samedi 4 novembre à l'aube, au coup de force.

C'est en effet à 5 heures du matin que le chef du gouvernement militaire chrétien a lu d'une voix ferme à la télévision le décret 420 de son gouvernement prononçant la dissolution du Parlement et annonçant la tenue, à partir du 7 janvier 1990,

ral Aoun a justifié cette décision par le fait que « les députés ont violé la Constitution en approuvant par vote public à Taëf, hors du territoire libanais, un accord qui porte atteinte à l'indépendance, la souveraineté du Liban et à l'unité de son territoire ». Le décret souligne en outre que le Parlement actuel « a perdu toute représentativité » et que les députés élus en 1972 ont prorogé à sept reprises leur mandat. «Les Libanais, poursuit-il, nés entre 1952 et 1968 et qui représentent la majorité des votants n'ont pas participé à leur désignation >

FRANÇOISE CHIPAUX

Les privatisations

du aouvernement Chirac

Selon le rapport de la commission d'enquête parlementaire, le manque à gagner a été de 8,3 à 19,6 milliards de francs

L'Ethiopie renoue avec Israël Satisfaction à Jérusalem

Colloque sur la sécurité intérieure La guerre est finie entre la majorité et l'opposition

« Grand jury RTL-le Monde » M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR,

invité dimenche à partir de 18 h 30

REGIONS

Le réveil du Sud aveyronnais

page 12 · ·

Le sommaire complet se trouve page 16

L'appel au droit de M. Jospin

Dans l'affaire des foulards islamiques, le ministre de l'éducation nationale demande l'avis du Conseil d'Etat

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, tente de calmer la polémique sur le port du foulard islamique dans les établissements scolaires.

Dans nn communiqué aux termes soigneusement pesés, publié samedi 4 novembre dans la matinée, il rappelle tout d'abord les principes déjà affirmés le 25 octobre à l'Assemblée nationale et sur lesquels un consensus très large s'est jusqu'à tion du prosélytisme, « c'est-à-

Pour la deuxième fois en dix dire de toute propagande qu'il se prononce e sur la situament des établissements ».

Mais le ministre de l'éducation, confronté au déclenchement de * passions * qu'il n'est pas loin de juger irrationnelles et incontrôlables, s'emploie surtout à proposer une démarche et un calendrier dont les objectifs sont extrêmement clairs : quitter le terrain explosif du débat idéologique, qui divise la communauté scolaire autant que le Parti socialiste, et tenter de s'arrimer soliprésent dégagé: principe de la liste, et tenter de s'arrimer soli-laïcité qui « implique la neutra-lité confessionnelle »; interdic-« Respect de l'Etat de droit » et appel au Conseil d'Etat, pour

jours, et à la veille de la rentrée politique ou religieuse»; ensin, tion, au regard du service public dans les collèges et les lycées « respect par les élèves et les d'enseignement, des jeunes qui à l'école », sont les deux gardefous grace auxquels M. Jospin espère canaliser une polémique imprévisible.

Autrement dit, il s'agit de faire préciser par la plus hante juridiction administrative. compte tenu de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires, s'il est possible, et dans queiles conditions, d'accueillir on non dans un établissement scolaire des élèves qui arboreraient des « insignes religieux ».

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 6

A New-York, la rage de séduire...

Pour conquérir la mairie le 7 novembre, démocrates et républicains s'affrontent sans ménagement

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

Ors, vieux cristaux et lunettes

de soleil : en plein cœur de Manhattan, campagne électorale en terre italo-américaine. Dans un coin du restaurant, deux on trois dottore venus de Rome en voyage d'affaires, qui out été réquisitionnés pour l'occasion, et, sur les tables, un espresso musclé, au lieu du café fadasse habituel. L'un des orateurs, plein de bonne volonté, s'est même ingénié à trouver un air de famille - « les yeux bouffis de fatique et la calvitie naissante » - entre eux, « Mario » (le gouverneur Caomo) et l'hôte d'hon- Américains de New-York?

crate David Dinkins. A tout hasard, ce dernier remercie et, saisissant la balle au bond, se lance, de sa voix monocorde, dans une apologie périlleuse de la « famille ». Démocrate s'entend, car, à l'approche du scrutin, quelle plus belle cosa nostra que de conserver la municipalité au parti de l'âne, qui veille jalousement sur elle depuis

Applandissements nourris. Le candidat est content : combien d'électeurs s'est-il gagné ce matin sur les 830 000 Italo-

neur de ce petit déjeuner électo- Ajoutés aux artistes libéraux de ral, le très discret candidat noir à la soirée d'hier soir au Pallala mairie de New-York, le démo- dium, aux lesbiennes du Village cet après-midi et aux ouvrières du textile de demain, le compte

> Depuis des mois d'une campagne sans passion où, candidat sans charisme, il a accumulé patiemment les motions de soutien avec des airs d'écureuils frileux de caisse d'épargne, David-Dinkins s'est constitué une beile cagnotte électorale. Avant tout. il a le label démocrate, ce qui, dans une ville à 80 % démocrate. est quasi obligatoire.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite page 4

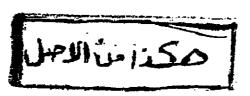
1939 · 1940 L'ANNÉE TERRIBLE

> LE FEUILLETON DE L'ÉTÉ **DISPONIBLE EN UN SEUL** NUMÉRO

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 40 p. 22 F EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A !-ETRANGER: Algéria, 4.50 DA; Maroc; 6 dir.; Timbele, 700 m.; Alternagou; 2.50 DM; Aurzicha, 20 uch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,95 \$; Amtiliae/Récusion, 7.20 F; Côte-d'hoire, 315 FCFA; Dansmark, 11 kr.; Espagos, 160 pos.; G-8., 50 p.; Gales, 100 dr.; Maroc; 6 dir.; Timbele, 2000 L.; Lipya, 0,400 DL; Lossenbourg, 40 fr.; Norvège, 13 kr.; Paye-Ben, 2,50 fl.; Portugal, 140 esc.; Sánágal, 336 F CFA; Subdé, 14 cs.; Sunae, 1,80 f.; USA (NV), 1,50 S; USA (others), 2 S.



Le Monde

7. RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la aociété :
Société civile
Les rédacteurs du Monde Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.



5, rue de Monttessny, 75007 PARS Tél : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F



9485 IVRY 1998
Reproduction interdite de tout article, auf accord avec l'administration

sauf accord avec l'administration
Commission peritaire des journaux

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395 - 2037 Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-89-61.

Ce Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE* Du 36-15 - Tapez *LM*

> ABONNEMENTS EP 507 09 75422 PARIS CEDEX 89 Tél.: (1) 42-47-98-72

Tesi	FRANCE		SUBSE	AUTRES PAYS role
3	365 F	399 F	594 F	799 F
6 mais	728 F	762 F	972 F	1 400 F
122	1 399 F	1 380 F	1 890 F	2650 F

ÉTRANGER : Par voic sérienne. Tarif sur demande

Pour vous abonner
RENVOYEZ CE BULLETIN
accompagné
de voure règlement
-à l'adresse ci-dessus
ou per MINITEL
3615 LEMONDE

PORTAGE:
Pour tous resseignements:
tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)
Changement d'adresse définitifs ou provisohns: nos abomps sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYÉ: PARIS RP

code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT DURÉE CHOISIE

3 mois	6 mois	1 am
Nom:		

Prénom : _____

Code postal : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les nons propres en capitales d'imprimerie. 921 MQN03

Le Monde

Edité per la SARL le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969;
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet
Cordacteur en chef :
Claude Sales
Administrateur général :

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-97-27 Telex MONDPAR 650572 F; Télécopieur: (1) 48-23-06-81

DATES

Il y a dix ans

Les Américains otages à Téhéran

NE seconde révolution a commencé. Noyés au milieu de mille autres formules plus ampoulées et excessives les unes que les autres, accompagnés d'un débordement de haine, ces quelques mots prêtaient plutôt à sourire. On y accordait certainement moins d'attention qu'à tons les autres slogans hurlés par des foules déchaînées, qu'aux drapeaux américains brûlés par dizaines, qu'aux pancartes promettant le sort le moins enviable à l'ex-chab d'Iran, déjà mourant, là-bas chez le « grand Satan». Et pourtant, placardés à l'intérieur de l'ambassade des Etats-Unis, ils donnaient tout simplement l'exacte signification de ce qui venait de se passer à Téhéran le 4 novembre 1979.

En cette matinée de dimanche, jour cordinaire ven terre d'islam, Bruce Lainen est, comme tout automobiliste à Téhéran, pris dans les légendaires embouteillages de la capitale américaine. Chargé d'affaires, il revient du ministère des affaires étrangères en compagnie de deux autres diplomates quand il apprend, par radio, que son ambassade vient d'être attaquée par quelque quatre cents manifestants. Il retourne immédiatement au ministère pour y réclamer des mesures de protection. A la même heure, le ministre des affaires étrangères, Ibrahim Yazdi, est, lui aussi, pris dans l'inextricable trafic de Téhéran, sur le trajet de l'aéroport à son bureau. Avec le chef du gouvernement, Mehdi Bazargan, il revient d'Alger, où tous deux ont rencontré Zbigniew Brzezinski, conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité.

A Washington, le jour n'est pas encore levé. Rassemblés dans une pièce du département d'Etat, un petit groupe d'experts tirés du lit suit, en direct, la progression des assaillants qui, à plusieurs milhers de kilo-mètres de là, forcent les bureaux de l'ambassade. Une à une, les lignes téléphoniques établies en continu sont coupées, les voix des diplomates se taisent abruptement, les unes après les autres. Et, un peu plus de deux heures après que le premier « étudiant dans la ligne de l'imam - cut sauté le mur d'enceinte de la mission diplomatique, la entièrement aux mains de ces fameux « étudiants », qui font complaisamment défiler dans les jardins de la mission quelque soixante Américains, les yeux bandes et les mains liées dans le dos. Ils assurent, aussitôt connu leur acte, vouloir « échanger » ces otages contre l'ex-chah, soigne dans un hôpital de New-York, où il est arrivé le 22 octobre, rongé par un cancer.

Au ministère des affaires étrangères, Bruce Laingen et ses deux collègues s'entendent dire qu'il ne s'agit là que d'un événement comparable aux sit-in en vogue dans les universités américaines et que toute l'affaire sera réglée « dans les quarante-huit heures ». En fait de « sit-in », c'est un cauchemar long de quarre cent quarante-quatre jours que viennent d'entanner cinquante-deux Américains tombés dans le piège des « étudiants dans la ligne de l'imam » (treize des Américains présents dans l'ambassade au moment de l'attaque — les femmes et les Noirs — seront libérès dans le courant du mois de novembre). Un « sit-in » qui contribuera, un an plus tard, à la chute du président Carter: Quatre cent quarante-quatre jours dont la société iranienne sortira profondément bouleversée, et le clergé chitte solidement installé à la tête du pays.

« Trahison

La « seconde révolution a commencé ». Et les premières têtes « tombent » deux jours plus tard : Mehdi Bazargan et son gouvernement démissionnent le 6 novembre. Non seulement surpris par la prise en otage du personnel diplomatique américain mais, surtout, opposés à cet acte, MM. Bazargan et Yazdi – impuissants à rétablir la situation en quarante-huit heures, comme ils l'escomptaient – sont violemment pris à partie pour ce que les radicaux de la révolution considérent comme une « trahison », à savoir leur rencontre, à Alger, avec Zbiguiew Brzezinski. Accusés de pactiser avec le diable et de vouloir brader la révolution (circonstance aggravante : l'imam khomeiny n'avait pas été mis préalablement au courant des entretiens d'Alger), Mehdi Bazargan et ses ministres doivent s'effacer devant le Conseil de la révolution, organe de direction parallèle au sein duquel les religieux sont largement représentés.



Cette première victoire sur les libéraux, les radicaux n'avaient, jusque-là, pu la remporter malgré tous leurs efforts pour déstabiliser ceux à qui khomeiny avait remis le pouvoir officiel au lendemain de son retour en Iran, le l'éfévrier précédent. Pouvoir tout théorique, tant le pays était, depuis la chute du chah, déchiré entre tendances, groupes politiques, milices armées, centres de décision multiples, dont aucan n'était en mesure de prendre un avantage décisif sur les autres et dont les éternels conflits avaient mené l'Iran au bord de la guerre civile.

Le cabinet Bazargan apparaissait totalement désarmé. « Il est vrai que mon gouvernement ressemble à un couteau sans lame »,
reconnaissait son ches lui-même lorsque,
quelques semaines avant la prise des otages
américains, il avait, une fois de plus, offert
— en vain — sa démission au « guide de la
révolution » C'est qu'à l'époque, et en dépit
de ses divergences répétées avec eux, l'imam
n'avait pas encore décidé que les modérés
(ces « libéraux » qu'il ne cessera, par la
suite, de vilipender), partisans de maintenir
une certaine distance entre le pouvoir et la
religion, avaient fait leur temps.

Autour du président Carter, la dimension intérieure à la politique iranienne de la prise d'otages apparaît rapidement aux yeux des analystes chargés de suivre la situation. Ceux-ci-se rendent compte que la présence de l'ex-chah sur le territoire américain — prétexte avancé par les « étudiants dans la ligne de l'imm » pour justifier leur action — est une aubaine que Khomeiny peut exploiter à ses fins, tout comme il s'est servi, au mois d'août précédent, de la révolte kurde pour tenter de resserrer les rangs au sein du régime. Cette prise en compte des conflits internes iraniens ne facilite pas pour autant la tâche des responsables américains, qui se heurtent non seulement aux difficultés inhérentes à toute situation de crise, mais aussi à un obstacle de taille : l'absence d'interlocuteur véritable en raison de la dispersion des centres de décision, doublée de l'inébranlable détermination de Khomeiny,

dont le seul mot d'ordre est : « non, c'est

un Khomeiny en qui l'administration Carter a vite reconnu le vrai et seal détenteur du pouvoir, mais avec qui elle ne parteint pas à établir de contact. Un imam qui dit non à tout, et, pour commencer, à l'envoi d'émissaires américains à Téhéran ainsi qu'à la moindre esquisse de négociation avec Washington. Un « guide de la révolution » qui paralyse ou court-circuite toute initiative susceptible de déboucher sur un dénonement. Un religieux qui accueille toute menace, toute pression comme un bienfait propre à rendre enfin indépendance et dignité à un Iran qu'il veut définitivement purger de toute influence occidentale.

Le piège

Pris dans un piège qui ne leur laisse pratiquement aucune marge de manœuvre, les Américains vont pourtant tenter de jouer sur plusieurs registres une fois affirmé leur refus d'extrader l'empereur déchn. S'engage alors une guerre diplomatique et économique entre Washington et Téhéran qui voit les Etats-Unis marquer tous les points sans, pour autant, obtenir le moindre résultat concret. Si l'Iran se retrouve bien vite isolé sur la scène internationale pour une violation aussi flagrante des règles les plus élémentaires, cet état de choses ne rend en rien la liberté aux cinquante-deux otages améri-

Mais, plus que sur le plan diplomatique, c'est sur le terrain économique que se déroule la principale bataille (l'option militaire – mise à part la malheureuse temative de libération qui échouera dans le désert de Tabas – reste à l'état de l'étude, pour le cas où un ou plusieurs des otages seraient tués). Et là, Washington garde constamment une longueur d'avance, commençant par suspendre toutes ses importations de pétrole en provenance d'Iran, soit sept cent mille barils par jour. Cette mesure prive les Iraniens d'un important débouché alors que le pétrole représente la quasi-totalité de leurs revenus.

Puis, c'est au tour des avoirs iraniens déposés dans des banques américaines — plusieurs milliards de dollars, dont une grande partie dans des filiales à l'étranger — de servir d'eujeu au conflit. Une fois de plus, les Américains remportent la bataille : queiques heares à peine après que Téhéran eut annoncé son intention de les retirer des établissements américains, le président Carter obtient le gel de quelque 12 milliards de dollars.

Or que se passe-t-il.? Rien, en dépit du fait qu'Abol Hassan Banisadr (très proche, pourtant, de l'imam Khomeiny), qui a pris la responsabilité des affaires étrangères ainsi que de l'économie, et « traite » l'affaire des otages, est partisan d'une libération immédiate de ces derniers. S'il faut futter contre les Etats-Unis, estime-t-il, c'est uniquement sur le terrain diplomatique et économique; garder les otages est une profonde erreur. Mais M. Banisadr n'a pas la moindre autorité sur les « étudiants » islamiques, qui rejettent toute autre tutelle que celle de Khomeiny. Quant à ce dernier, il refuse systématiquement toute proposition de son « fils spirituel » allant dans le sens d'un apaisement. Une fois constatée son impuissance à convaincre l'imam, il ne reste plus à M. Banisadr qu'à laisser, à son tour, la place. Celle-ci est reprise par Sadegh Ghotbeadeh, tout aussi opposé à la prise d'otages et dont les efforts (parmi lesquels ses multiples contacts clandestins avec l'entourage du président Carter) se révéleront aussi vains que ceux de ses prédé-

« Purification »

La raison de cette impasse est simple l'objet de la prise d'otages est moins de faire « chanter » les Américains que de les humi-lier et de « laver » ainsi la souillure que représentent, aux yeux de l'imam, des dizaines d'années de ce qu'il considère comme la « colonisation » de son pays par le grand Satan ». Seul, estime le « guide de la révolution », un affrontement avec une puissance du mal - de l'importance des Etats-Unis peut permettre la • purifica-tion » de l'Iran qu'apelle Khomeiny de ses vœux. Mais, surtout, rien n'est plus propice à la consolidation de son pouvoir — et de celui de ses partisans les plus extrémistes — qu'un tel affrontement. Devant ce qui est devenu « le nid d'espions », une foule bien encadrée donne le « la » face aux caméras du monde entier, qui peuvent enregistrer, tout à leur aise, le spectacle de la « colère » et de la « mobilisation » du peuple iranien, peuple déguenillé tenant dans ses filets la première puissance mondiale. A l'intérieur, les « étudiante » < étudiants » orchestrent l'humiliation des Etats-Unis, à coups de « révélations » savamment dosées à partir des innombrables documents qu'ils ont déconverts dans les bureaux de l'ambassade. Sans compter le suspense entretenn – lors de conférences de presse quasi quotidiennes – par les porte-parole des « étudiants » sur les intentions de ces derniers. Plus discrètement, le pays est le théâtre d'une épuration de grande envergure, grâce à ces fameux documents qui per-mettent d'envoyer devant le peloton d'execution nombre d'opposants - on beaucoup de ceux qui, plus simplement, ne montrent pas assez de sympathie pour le régime islami-que, Quelques mots anodins se transforment alors invariablement en sentence de mort : « Votre nom a été découvert à l'ambassade américaine >

Une question est restée sans réponse jusqu'à aujourd'hui: l'imam a-t-il été à l'origine de la prise d'otages, a-t-il été seulement mis an courant avant qu'elle ne se produise ou a-t-il « récupéré » l'action des « étudiants »? En tout état de canse, quatre cent quarante-quatre jours après ce 4 novembre 1979, lorsque les cinquante-deux otages reconveront la liberté (le jour de la prestation de serment de Ronald Reagan, vainqueur aux élections de Jimmy Carter), la scène politique iranienne aura été soigneusement vidée de tous ceux qui pouvaient porter ombrage au régime islamique, des libéraux aux mariistes.

Sur le plan extérieur, la prise de l'ambassade des États-Unis aura coûté aussi cher à la diplomatie qu'aux finances iraniennes, puisque Téhéran, longtempe muré dans son isolement, n'a toujours pas récupéré, dix ans plus tard, l'intégralité des milliards de dollars gelés par Jimmy Carter.

YVES HELLER

GRAND JURY" RTL- Le Illonde ALAN dimanche 18h30 animé par Henri MARQUE avec André PASSERON éi Didier POURQUERY (Le Monde) Dominique PENNEQUIN et Isabelle TORRE (RTL)

Suite de la première page

新水 三共和一大

Francisco di State di

Maria ...

罗数性 治治

Maria Caran

李连续

in frame .

the same and the

Mark States of Mark

- Butter

Service to the service of

He services

· nga:

M. Marinagar

CATTON OF THE STATE OF THE STAT

ب الاستانية

建學也

饰英一

يد بط

3. 32°

ب بيکيد

Berlin Comme

\$ 170%

ZPar Eur

State of the second

Alteria

grapher in the

7 1 0 0 B 3 1

F ...

L

₹ 1177

5-C - .

e - e

Aller de

Toute la nuit, des contacts s'étaient poursuivis entre des députés, en majorité musulmans, réunis autour de M. Husseini, les parlementaires présents à Paris, et le général Aoun en tête à tête pendant six heures avec le député maronite Pierre Daccache, qui avait regagné Beyrouth vendredi soir, venant de Paris, pour tenter d'arracher un accord de dernière minute entre le Parlement, toutes tendances confondues, et le chef du gouvernement militaire chrétien.

A sa sortie vers 5 heures du matin du Palais de Baabda, M. Daccache, qui était accom-pagné de M. Dany Chamoun, le chef du Parti national libéral, déclarait : « Je regrette profon-dément que les tentatives et les contacts que j'ai entrepris avec les députés à Paris, M. Husseini et le général Aoun n'aient pas eu de succès. Mon âme est triste jusqu'à la mort. >

Controversée par les juristes et rejetée comme « illégale, anti-constitutionnelle, nulle et non avenue » par M. Salim Hoss, chef du gouvernement à majorité musulmane soutenu par Damas, la dissolution du Parlement ne devrait pas empêcher la tenue du scrutin présidentiel. Celui-ci toutesois ne devrait pas intervenir samedi, les députés présents à Paris attendant la visite de M. Husseini, qui a quitté le Liban tôt samedi pour en fixer

Dans une conférence de presse convoquée, vendredi après-midi, le général Aoun avait réitéré sa menace de dissolution de la Chambre, précisant qu'il était prêt à le faire s'il avait des « indications précises » que les dégâts matériels importants ont

députés étaient résolus à se réu-

Le général Aoun, entouré des deux ministres de son gouvernement et de nombreux officiers, avait exhorté les députés à boycotter la séance de l'élection présidentielle; il les avait de nouveau appelés à participer à « des concertations à un moment où le Liban joue son destin », s'engageant à garantir leur sécurité et leur liberté de mouvement. Dans le même temps, tontesois, il exhortait « le peuple à manifester plus que jamais dans la rue », contre l'accord de Taëf. qui « vise à rayer le liban de la

Le chef militaire chrétien demandait aussi aux « Etats et gouvernements du monde entier de ne pas reconnaître et appuyer l'accord de TAEF », enjoignant ceux qui l'avaient déjà approuvé, « en premier lieu les Etats-Unis et les Etats européens, à reconsidérer leur posi-tion ». « Il est vrai, ajoutait-il, que les Etats ont des intérêts en jeu, mais ces intérêts dotvent trouver leur limite quand ils mettent en péril la survie d'un pays. » « L'accord de soumission de Taëf est pire que l'accord tripartite de Damas: (signé en décembre 1985 entre les trois milices chiite, chrétienne et druze et rejeté par l'ancien président Amine Gemayel), déclarait enfin le général Aoun, avant de conclure : « On ne peut pas nous enlever nos droits parce que certains ont peur et d'autres sont

C'est pen après cette conférence de presse que trois explo-sions faisant un blessé et des

visé les domiciles de députés résidant dans le « pays chré-tien », M. Elias Al Khazen (maronite), Salem Abdel Nour (grec catholique) et Auguste Bakhos (maronite), ajoutant à l'extrême tension ambiante. Le gouvernement du général Aoun dénonçait immédiatement ces attentats, les attribuant à des agents » et déclarant qu'ils visaient à *e torpiller l'appel du* général au resour des députés pour des concertations ».

Une critique voilée de M. İbrahimi

Le gouvernement militaire précisait qu'il avait pris « des mesures immédiates pour la protection des domiciles des éputés », ce qui était effectivement fait peu après.

Dans le même temps, l'émissaire du triumvirat arabe au Liban, M. Lakhdar Ibrahimi, nnonçait l'abandon de la villa Mansour, sur la ligne de démarcation qui sépare les deux Beyrouth, comme lien de la réunion prévue samedi.

M. Ibrahimi précisait que ce lieu était devenu « inadéquat », le représentant du général Aoun au comité de sécurité libanais chargé d'établir l'îlot de sécurité autour du siège provisoire du Parlement ayant demandé que « l'on arrête les préparatifs pour

l'aménagement d'un périmètre électoral sur jusqu'à ce que les députés (du camp chrétien) soient rentrés et qu'ils aient pris contact avec le général Aoun ».

Insistant sur la nécessité des élections, M. Ibrahimi déclarait : « Tout ce qui compte maintenant à nos yeux, c'est qu'il y a pour le peuple libanais une occasion de sortir de sa crise. Le peuple, nous le savons, ne voudrait en aucune manière rater cette occa-

A Beyrouth-Est (chrétien), les partisans du général Aoun appelaient pour leur part à une grève générale pour ce samedi et à des manifestations de soutien.

Jusqu'où peut aller mainte-nant le général Aoun? En prononçant la dissolution du Parlement, il a en quelque sorte franchi le Rubicon, et toutes les éventualités, y compris les plus extrêmes, comme la proclamation de l'état d'urgence, sont donc envisageables. Celui-ci ne pourrait toutefois s'appliquer qu'au . pays chretien . qu'il contrôle avec la milice des forces libanaises, qui n'a pas encore réagi à cette mesure. Cela signifierait la partition du pays, avec un réduit chrétien divisé et dans lequel les députés aujourd'hui à Paris ne pourraient plus revenir.

FRANÇOISE CHIPAUX

Les députés se trouvant à Paris sont décidés à élire un président de la République

Les vingt-six députés libanais réunis depuis près de trois jours à Paris à l'hôtel Royal-Monceau ont lance, dans la mit du vendredi 3 novembre, un appel au général Aoun lui demandant de se « joindre au processus de paix et de récupération de la souveraineté nationale avant qu'il ne soit trop tard ». On s'attendait qu'ils rencontrent dans la journée à Paris le président sortant du Parlement libanais, M. Hussein El Husseini, pour fixer les nouvelles modalités de l'élection présidentielle.

Répondant aux propos tenus vendredi par le chef du gouvernement chrétien lors de sa conférence de presse, les députés ont réaffirmé « l'engagement qu'ils ont pris (...) d'élire un président de la Républi-que qui soit le symbole de l'unité du pays (...) face aux complots visant à le morceler et à le rayer de la carte ».

Paris détiennent la clé des élections, car sans leur présence il est quarante-neuf députés nécessaire pour procéder à l'élection d'un nouveau président, sur les soixantetreize députés que compte encore le Parlement. Ils ont affirmé que s'ils ne se sont pas rendus an Liban jusqu'à présent, c'était pour « éviter des affrontements entre de petits groupes de manifestants manipulés », hostiles à l'accord de Taël, et « l'écrasante majorité des Libenais », qui sontiennent cet accord.

Les députés ont dénoncé les attentats à l'explosif qui ont visé les domiciles de trois parlementaires dans les régions contrôlées par le général Acun, et affirmé que ces « actes criminels » ne briseront pas leur détermination. Selon eux, l'accord de Taëf est « un méca nisme clair, garanti sur les plans arabe et international. (...) per-mettant de recouvrer la pleine souveraineté de l'Etat, conformément à un calendrier précis. Ils out rappelé que l'objectif ultime de cet accord est « le départ de toutes les forces non libanaises du territoire

L'ancien président libanais Amine Gemayel, à Paris depuis plusieurs mois, a, pour sa part, qua-lifié d'a inacceptable » l'accord de Taëf. Dans une interview à RMC, M. Gemayel a déclaré que l'accord de Tact « n'est pas acceptable dans sa forme actuelle, car il ne garan-tit pas la souveraineté du Liban. Il

BREF n FIDJI : décès de l'ancien premier ministre Timoci Bayadra. --L'ancien premier ministre fidjien Timoci Bavadra est décédé, vendredi 3 novembre, des suites d'un. cancer à l'âge de cinquante-cinq ans. Le premier ministre néo-zélandais, M. Geoffrey Palmer, et le ministre australien des affaires étrangères, M. Gareth Evans, ont exprimé leur « grande tristesse ». Le gouvernement éin de M. Bavadra avait été renversé par un coup

d'Etat militaire en mai 1987.

ne sera acceptable que le jour où il assurera l'indépendance du Liban, c'est-à-dire le jour où il permettra le retrait de toutes les forces non libanaises du Liban. » M. Gemayel a, en outre, estimé qu'il ne fallait pas précipiter les événements en élisant un président de la République dans a une atmosphère de confrontation », et a recommandé le report de l'élection.

ISRAËL

Jérusalem se félicite de la décision éthiopienne de renouer les relations diplomatiques

dredi 3 novembre, sa décision de reprendre immédiatement de pleines relations diplomatiques avec Israēl.

de notre correspondant

 C'est évidemment une conséquence de ce qui se passe à Mos-cou et en Europe de l'Est », disait-on à Jérusalem en commentant avec satisfaction la décision du régime marxiste d'Addis-Abeba.

L'Ethiopie n'est certes pas le premier pays africain à renouer avec l'Etat hébreu depuis que vingt-six dirigeants d'Afrique noire rompirent avec lui au lendemain de la guerre d'octobre 1973, par solidarité avec l'Egypte - à la demande du monde arabe et conformément à une consigne de l'Organisation de l'unité africaine. Le ZaIre, le Libéria, la Côted'Ivoire avaient ouvert la voie, suivis par d'autres et tout récemment encore par le Kenya. Mais, souligne-t-on dans les milieux officiels, - l'Ethiopie est le premier pays d'Afrique appartenant à l'autre camp – celui de la zone d'influence soviétique – à reprendre des relations avec nous . On y woit une évolution logique : dès lors que l'URSS et des pays comme la Pologne et la Hongrie changeaient d'attitude à l'égard d'Israel, l'Ethiopie - plus que jamais en quête d'assistance technique agricole - devait se sentir libre de

franchir le pas. Pour Israël, la décision est importante à plusieurs points de vue. C'est donc un des pays du tiers-monde dits révolutionnaires. l'un des plus attachés à la rhétorique anti-impérialiste des années 70, qui ose renouer publi-quement avec Jérusalem ; c'est aussi l'un des pays d'Afrique les plus importants par son poids

L'Ethiopie a annoncé, vendémographique – plus de trentetrois millions d'habitants – et par sa situation stratégique. Enfin. c'est l'un de ceux avec lesquels Israël avait tisse – du temps d l'empereur Haile Sélassié - les rela tions les plus étroites, notammen, au plan de la coopération militaire.

Opération

La décision a été annoncée, vendredi soir à Addis-Abeba; elle avait été préparée lors d'une rencontre des ministres des affaires étrangères des deux pays début octobre à New-York, à l'ONU. Les Israéliens out cru comprendre que le régime du colonel Mengistu avait un grand besoin de coopération technique et souhaitait peutêtre accomplir un geste qui ne pourra qu'améliorer son image à Washington.

A vrai dire, et comme ce fut souvent le cas avec nombre de pays africains, les « révolutionnaires » d'Addis-Abeba avaient, dès 1975, maintenu le contact avec Israël et, semble-il, notamment dans le domaine militaire. En janvier 1985, le New York Times affirmait qu'Israël venait de vendre nous près de 20 millions de dollars d'armes à l'Ethiopie.

Tout en restant très discrets, les milieux officiels espèrent que la reprise des relations diplomatiques avec Addis-Abeba facilitera les progrès dans l'affaire des Falachas. Depuis la fameuse opération « Moïse » qui permit, en 1984, à plusieurs milliers de ces juifs éthiopiens de se rendre en Israël, l'émigration est apparemment au point mort. Des familles ont été divisées, certains de leurs membres installés en Israel, d'autres bloqués dans des camps de transit au Sondan, d'autres encore emprisonnés ou déplacés en Ethiopie même.

ALAIN FRACHON

AFRIQUE

NAMIBIE

Le Conseil de sécurité de l'ONU reproche à Pretoria de faire courir de fausses rumeurs

il de sécurité des Windhoek les Nations unies a déploré, vendredi 3 novembre, la «fausse alerte» déclenchée par l'Afrique du Sud, qui avait prétendu que des forces de la SWAPO avaient traversé la frontière angolo-namibienne, en violation du plan d'indépendance de l'ONU. Le chef de la diplomatie sud-africaine, M. «Pik » Botha, avait, en effet, déclaré que, selon des messages des forces de main-tien de la paix de l'ONU en Namibie intercepté spar Pretoria, des magnisards de la SWAPO avaient franchi la frontière angolonamibienne. Il avait ensuite reconnu qu'il pouvait avoir été victime d'une mystification.

A l'issue de longues consultations à huis clos, le Conseil de sécurité s'est déciaré « profondément préoccupé par cet incident ainsi que par les répercussions que pourrait avoir, sur les élections, la réaction initiale de l'Afrique du Sud [Le Conseil] Il demande, par conséquent, à l'Afrique du Sud de s'abstenir désormais de tels actes ».

le Comité des parents (CP), mouvement namibien de défense des droits de l'homme, a de nonveau accusé, jeudi 2 novembre à

□ ETHIOPIE : début des pour-pariers avec les rebelles tigréens. - Le gouvernement éthiopien devait entamer, samedi 4 novembre à Rome, des pourparlers de paix avec les rebelles du Front opulaire de libération du Tigré (FPLT). L'Italie sera présente en tant qu'observateur indépendant. M. Ashagre Yigletu, responsable des relations extérieures du parti unique au pouvoir à Addis-Abeba, dirige la délégation du gouvernement éthiopien. Il était déjà à la tête de la délégation gouvernementale lors des négociations catro Addis-Abeba et la Front populaire de libération d'Erythrée (FPLE), en septembre à Atlanta. - (Reu-

complicité avec la SWAPO au sujet des prisonniers présumés de ce mouvement nationaliste. Le président de ce comité, M. Phil Ya 'Nangoloh, a réaffirmé qu'entre mille quatre cents et deux mille cinq cents anciens membres de la SWAPO sont encore détenus par ce mouvement et que des dizaines d'entre eux ont été transférés dans de nouveaux centres de détention en Angola afin de prévenir toute éventuelle mission d'inspection de

 M. Nangoloh affirme détenir des « informations sures » sur le transfert de ces prisonniers à l'université de Namibie », près du port angolais de Lobito, « à Kandjala », près de Huambo dans le sud-ouest de l'Angola, et à Kilimandjaro », à proximité de la frontière angolonamibienne. « Aucun de ces endroits n'a été visité par la mission envoyée par l'ONU » en sep-tembre, a-t-il précisé. Cette mission s'était rendue en Angola et en Zambie à la recherche de plus de mille cent personnes portées disparues. Dans son rapport, elle avait affirmé que tous les camps de la SWAPO qu'elle avait visités étaient vides. - (AFP, Reuter.)

n TCHAD: démenti Hoyen. - La Libye a démenti, vendredi 3 novembre, toute implication de ses forces de combat qui ont récemment opposé, au Soudan, les recemment oppose, an Soudan, les forces gouvernementales tcha-diennes à des groupes armés. Dans un communiqué diffusé par l'agence Jana, le ministère libyen des affaires étrangères affurne que « N'Djamena a recours à ces fourses allientement a chief. N'Djamena a recours à ces fausses allégations pour se défaire des engagements pacifiques signés entre les deux pays». Il appelle l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à envoyer sur place un commission d'enquête pour « véri-fier le non-fondé de ces allégations », avant de qualifier de légende et pure produit de l'ima-gination les affirmations sur l'existence d'une prétendue Légion islamique ». — (AFP.) TRAVERS LE MONDE

TUNISIE 1 354 remises de peine A l'occasion du deuxième anni-

versaire de son accession au pouvoir qui sera célébré, samedi 7 novembre, le président Ben Ali a pris diverses mesures de grâce. C'est ainsi que mille trois cent cinaccorder des remises de peine variant, selon leur condamnation, de trois mois à trois ans. Par ailleurs, la mise en liberté

conditionnelle de deux cent vingtsix autres condamnés a été décidée. Parmi les bénéficiaires figurent MM. Mahmoud Bel Hassine et Mansour Skhiri, respectivement ancien conseiller et ancien ministre du tourisme et de l'équipement de l'ex-président Bourguiba. Ce sont les deux seuls collaborateurs de ce dernier qui furent errêtés, puis condamnés pour détournement de deniers publics et malversations, après le 7 novembre 1987.

Enfin, M. Jelloul Azzouna, dinigeant du groupe dissident du Parti de l'unité populaire, qui purgeait, depuis le 17 août, une peine d'un an de prison pour « atteinte à la dignité du chef de l'Etat », devrait

PHILIPPINES La police a dispersé une importante

manifestation des partisans de Marcos

l'ancien dictateur.

Le police philipine a fait usage, samedi 4 novembre, de gaz lacrymogènes et de canons à eau, aux abords de deux camps militaires à Manille, contre les partisans de Ferdinand Marcos qui manifestaient depuis la veille pour réclamer le rapatriement du corps de

Un responsable de la polica, la général Edgardo Torres, a expliqué que vingt mille manifestants ont forcé les cordons de police et défilé pendant la nuit pour se défiger vers les camps militaires. Ils ont été dispersés à l'aube, après

s'être attaqués aux forces de l'ordre avec des pierres et des bouteilles vides, a-t-il ajouté. Les informations disponibles font état de quelques blessés mais d'aucune

La manifestation, qui avait débuté vendredi, est la plus importante iamais organisée par les partisans de Marcos depuis son renversement par Mes Corazon cinquante mille personnes étaient présentes, vendredi en fin de jour-

La présidente Aquino devait cependant quitter Manille samedi, comme prévu, pour un voyage officiel au Canada et aux Etats-Unis, qui devrait se terminer le 12 novembre et sera son plus long séjour à l'étranger depuis son amvée au pouvoir. -- (AFP.)

(Publicité) =

La voix d'un humanisme russe oublié...

Préoccupé par un nouveau génocide arménien qui s'annonce Mettant devant leurs responsabilités les dirigeants d'URSS et tous les autres gouvernements !

<u>A. SAKHAROV lance un « Appel à tous »</u>

Je m'adresse aux organisations arméniennes de tous les pays et à tous ceux qui se souviennent du destin du peuple arménien.

Je les appelle à s'adresser à leurs gouvernements respectifs pour entrer en contact avec le gouvernement d'URSS afin d'obtenir l'organisation d'un pont aérien : pour transporter en Arménie

et dans le Haut-Karabakh des produits alimentaires, carburants et autres objets de première nécessité. - pour sauver la vie des gens qui se trouvent dans le blocus.

Je les appelle à rassembler les moyens

pour réaliser cette action humanitaire.

Message envoyé au Centre d'études arméniennes qui organise la manifestation

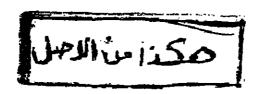
JUSTICE POUR L'ARMÉNIE

GRAND AUDITORIUM DU PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS

PORTE MAILLOT

LUNDI 6 NOVEMBRE 1989 à 20 H 30

Renseignements et soutien pour la région parisienne 12, avenue Carnot, 94230 CACHAN Tél.: 46-65-50-65



La rage de séduire

Suite de la première page Ensuite, lors de la primaire de son parti en septembre, où il a défait le vieux « roi » de New-York, le maire sortant Ed. Koch, David Dinkins a remporté 97 % du vote de la communanté noire, alors sous le choc du crime raciste commis l'encontre d'un jeune homme de couleur à Bensonhurst, en plein Brooklyn, cet été. Enfin il s'est adjugé un remarquable 33 % du vote blanc.

Coups bas

Un édifice bien fragile pourtant, même si un dernier sondage, vendredi 3 novembre, donne Dinkins gagnant contre son adversaire republicain, le pugnace Rudy Giu-liani, avec 50 % des intentions de vote contre 42 %. De l'aveu même des analystes, New-York n'ayant pas connu de véritable bataille électorale en douze ans de «règne Koch » toute prévision sur un élec-torat soudain confronté à un choix dont il n'a pas l'habitude, serait

D'où l'étonnante instabilité qui règne dans les deux camps, le républicain notamment qui, paradoxalement, ne se remet pas de la défaite de Koch. Il est vrai que, après s'être préparé depuis le printemps à affronter le maire sortant en l'attaquant sur le terrain de la corruption et du népotisme, Giuli<u>ani, cet ex-procureur, champiou</u> de la loi, qui se fait fort sur des affiches électorales à la Mad Max de « nettoyer la ville », se retrouve face à un Dinkins sexagénaire et irréprochable, comme un boxeur déséquilibré qui ne sait où frapper. Ce qui ne l'a pourtant pas empêché ces dernières semaines de décocher quelques coups bas.

D'abord en révélant certaines indélicatesses financières de Din-kins, qu aurait «oublié» de déclarer ses revenus pendant quatre ans dans les années 70, et cédé à son fils des actions à la moitié de leur valeur. Ensuite, en distillant dans cette fin de campagne un nouveau poison racial dont les New-Yorkais se seraient bien passès : les stra-tèges républicains out en effet dénoncé les propos antisémites et meme anti-Blancs de deux collaborateurs de Dinkins, dont l'un condamné autrefois pour kidnap-

Enfin et surtout, ils ont publié dans un journal en yiddish une photo du candidat democrate au côté de son ami Jesse Jackson « bête noire » des milieux juifs depuis qu'il a lancé en 1984 son Hymietown » (Youpin-

C'était assez pour que, oubliant l'élan intercommunautaire et conciliateur qui avait suivi l'incident de Bensonhurst, un climat de gêne et de méfiance s'installe de nonveau entre Juiss et Noirs. Tandis que David Dinkins se saisait prendre à partie il y a deux jours dans le Queens par des res-ponsables juifs qui la semaine pré-cédente vantaient sa modération et

PÉROU: paralysée par le Sentier lumineux

Lima a manifesté pour la paix

de notre correspondante

L'ordre de « grève armée » lancé à Lima par le Parti comuniste-Sentier lumineux (PCP-SL), vendredi 3 novembre, comme un préambule à son boycottage des élections municipales et régionales du 12 novembre prochain (le Monde du 4 novembre), a paralysé la ville de près de 8 millions d'habitants. Le débrayage des transports en commun et du commerce, motivé par la crainte de sabotages terroristes, a converti par la force ce vendredi en un jour férié. Il a démontré que la politique de ter-reur du PCP-SL, appliquée avec succès dans les Andes, gagne maintenant des points dans la capitale.

Cette « grève armée » 2, en réaction, permis de rassembler au cœur de la ville, derrière une même

consigne: « Paz » (« Paix »), toute la classe dirigeante du pays et des dizaines de milliers de manifestants. La « marche pour la paix et la justice sociale - convoquée le jour de la grève du PCP-SL par le sociologue Henri Pease, candidat à la présidence de la coalition marxiste Gauche unie (IU), - pour ne pas permettre que la neur naralyse pas permettre que la peur paralyse le pays », a reçu l'immédiate adhésion de l'écrivain Mario Vargas Llosa, candidat présidentiel de l'alliance de droite Front démocratique (Fredemo). Le candidat socialiste, M. Alfonso Barrantes. ex-maire de Lima, et celui de l'APRA, le parti social-démocrate au pouvoir, M. Luis Alva Castro, se sont également pliés à la mobilisation générale, ainsi que l'Eglise, le patronat et toutes les centrales syndicales. syndicales.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NICOLE BONNET

son « œcuménisme », Bill Tatum dans son hebdomadaire Amsterdam News — le plus vieux journal noir de la ville - rouvrait les hostilités contre la « presse blanche partiale », et dénonçait la vie privée de Giuliani qui a fait annuler son premier mariage en s'- apercevant » au bout de quátorze ans qu'il avait épousé sa proche cou-sine... Mais qui sème le vent...

Car le résultat le plus immédiat de cette peu glorieuse bataille de chiffonniers, oil l'on a cessé de s'intéresser aux problèmes urgents d'une ville à nouveau au bord de la banqueroute pour se perdre dans des querelles de personnes, aura été de décourager bon nombre d'électeurs qui sont allés grossir les rangs des indécis. Exaspérant du même coup la rage mise par les deux candidats à vouloir les

Dans un premier temps chacun a fait donner les ténors des partis et la cavalerie lourde – Edward Kennedy, venu vanter la « vision » du mollasson Dinkins, tandis que le président Bush lui-même parlait avec des frémissements d'émotion du *• kéros national* » Ginliani. Rien n'v fait, le baromètre des sondages n'a pas bougé ; il fallait fran-chir une étape supplémentaire.

Les braconniers

Ce fut chose faite cette semaine et les candidats se sont mis avec une frénésie particulière à jouer à contre-emploi, chacun braconnant sur le terrain de l'autre, avec, il faut le reconnaître, aussi peu de succès : c'est ainsi que l'on a vu successivement Dinkins en justicier bien élevé exhumant son passé de marine, pour clamer de sa voix douce qu'e il ne suffit pas de parler fort pour être fort »; tandis que le rigide Giuliani, se souvenant fort à propos qu'il porte aussi les couleurs du moribond Parti libéral, assouplissait sa position sur l'avortement, et visitait, compassé telle la statue de Saint-Louis guérissant sida à sa portéc.

Ironie du sort ou satisfaction « posthume » : le seul à sortir grandi de cette fin de campagne brouilloune, c'est le vieux roi déchu Edward Koch, qui apporte avec une certaine élégance son soution à Dinkins, mais regarde d'un œil amusé les deux candidats se disputer ces croustillants 23 % d'électeurs juifs qu'il laisse orphelins, et. dont chacun voudrait bien hériter.

Les New-Yorkais, eux, atten-dent, blasés, les deux débats télévisés du week-end, qui opposeront les deux champions pour savoir, à tout prendre, de ce républicain vin-dicatif ou de ce démocrateédredon, quel est le moins manvais pour remplacer le vieux bouffon grinçant qui avait su au moins les faire rire avant de les irriter.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

BULGARIE

Cinq mille écologistes ont défilé à Sofia aux cris de « Démocratie! »

La Bulgarie, à son tour. Pour la première fois depuis l'instauration du système communiste en Bulgarie, quatre mille à cinq mille personnes ont manifesté librement dans les rues de Sofia, vendredi cratie », « glasnost » et « référen-

Cette manifestation, organisée par le mouvement écologiste indé-pendant Ecoglassost, avait pour but de remettre au président du Parlement une pétition de ouze mille cinq cents signatures contre divers projets menaçant l'environnement. L'hymne national a été entonné, les slogans écologistes ont cependant rapidement pris un tour plus politique, sans que les policiers déployés autour de la place, dans le centre de Solia, n'interviennent. La manifestation, qui était autorisée, s'est déroulée sur 300 mètres et n'a guère duré plus de quinze à vingt minutes. Le secrétaire d'Ecoglasnost, M. Alexander Karakachanov, a annoncé, à l'issue de la manifes-

La veille, le Club pour le soutien à la glasnost et à la perestroika, mouvement d'intellectuels réfor mateur bulgares fondé il y a un an et en butte depuis à toutes sortes de tracasseries, avait été autorisé pour la première fois à tenir une rés publique dans un cinéma de Sofia.

La Roumanie fait êchec à la réunion de la CSCE

Ces signes d'ouverture au sein d'un des derniers bastions du communisme orthodoxe en Europe socialiste sont intervenus en marge de la réunion pendant trois semaines, dans la capitale bulgare, de la conférence écologique des trente-cinq pays de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, qui regroupe tous les pays d'Europe, moins l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada).

tation, que son organisation avait La conférence s'est toutefois elle-Pintention de créer des cellules à même soldée par un échec, travers tout le pays. même soldée par un échec, puisqu'elle s'est terminée vendredi sans l'adoption d'un document

> C'est la position de la Roumanie sur la question des droits de Phomme dans le domaine écologique qui a empêché le consensu ssaire. Les représentants ronmains se sont en particulier opposés aux propositions visant à donner aux individus et aux organiserions non gouvernementales le droit de participer à des discussions sur la protection de l'environne-ment. Selon des diplomates cités par l'agence UPI, la délégation soviétique a suggéré un compromis sur le document final, mais les Roumains l'ont rejeté.

> La Roumanie avait souscrit en janvier dernier an document final de la conférence de la CSCE à Vienne, mais avait ensuite fait savoir qu'elle ne l'appliquerait pas. — (AFP, Reuter, UPL.)

ROUMANIE

Remaniement ministériel à trois semaines du congrès du PC

Le numéro un roumain Nicolae Ceausescu a procédé, à trois semaines du quatorzième congrès du parti communiste roumain, à un important remaniement ministé-riel. La nomination la plus impor-tante est celle de l'actuel ministre des affaires étrangères. M. Ioan Tota, à la tête d'un nouveau « super-ministère » du plan et de l'approvisionnement 'technicocommercial. M. Totu, qui était chef de la diplomatie roumaine depuis l'été 1986, remplace l'actuel ministre chargé du plan, M. Radu Balan, qui a été envoyé comme pre-mier secrétaire du Parti dans le département de Timis, dans l'ouest

du pays.

M. Baian paie, selon les observateurs, les mauvais résultats dans plusieurs secteurs-clé, comme l'industrie lourde et l'industrie pétro-chimique. Le comité exécutif du PC roumain, réuni vendredi 3 novembre, a noté « une série de carences qui ont empêché la réalisation au mois d'octobre des prévisions du plan ».

Le nouveau ministre des affaires étrangères — la diplomatie rou-maine étant en fait dirigée personnellement par M. Ceausescu - est M. Ioan Stoian. Celui-ci occupait jusqu'à présent les fonctions de secrétaire du comité central chargé des problèmes internationaux Deux autres secrétaires du comité central sont nommés: MM. Ilie-Matei et Iosif Sas rempiacent MM. Ioan Stoian et Ion Sirbu. M. Matei s'occupera désormais de la presse et de la propagande an comité central. Enfain, l'ancien comite cemual caman, among ministre de l'approvisionnement technico-matériel, M. Ghéorghe Stoica, devient secrétaire d'Etat du nouveau super-ministère du plan et de l'approvisionnement.

Ce remaniement, estiment les experts, touche simplement des personnalités et ne signifie en aucun cas un changement de la ligne politique de M. Ceausescu. -

Protection de la milice contre paiement en dollars

URSS

La milice de Moscou offre désormais d'assurer la sécurité des étrangers contre paiement.... en dollars. Elle propose d'installer un

système d'alarme relié au qui envoie, en cas d'elerte, une patrouille. Il en coûte 240 à 800 dollars pour l'installation, plus un abonnement mensuel de 29 dollars s'il s'agit d'un appartement et de 240 dollars pour un bureau ou une mission publication de Radio-Moscou.

500 July 100

25 July 1

The same of

1844,4 gr. <u>1</u>

· __

12.

distribution of the second

...

The state of the s

Water Street

1.4

- 1

W.

ASSESSMENT OF THE PARTY OF THE

 $\mathbb{R}_{\mathbf{z}_{0}} \subset_{\mathbf{z}_{0} \times \{0,1\}^{n}}.$

Toutes les missions diplomatiques sont gardées en permanence par des unités spé-ciales du KGB portant des uniformes de la milice. Il en va de même des immeubles dits ghettos >; où habitent les étrangers, mais certains bureaux ou résidences particulières ne sont plus gardés depuis quelques mois. La sur-veillance reste en revanche toujours aussi stricte devant les principaux bureaux de se étrangère à Moscou. - (AFP.)

YOUGOSLAVIE

Poursuite de l'agitation au Kosovo

L'affrontement armé qui s'est produit jeudi 2 novembre à Pris-tina, capitale du Kosovo, entre des manifestants de souche albanaise et des unités anti-émentes de la police appuyées par des blindés, a fait officiellement deux morts. Selon un communiqué des auto-rités, publié vendredi, « deux des quatre membres d'un commando séparatiste illégal albanais - ont été tués dans une fusillade de plu-sieurs heures. Une mitraillette, des munitions, des explosifs et des devises ont été retrouvés près des corps des victimes. Le communique ne précise pas le sort des deux autres hommes. La veille, la télévision de Belgrade avait annoncé que les quatre « séparatistes » avaient été « liquidés » par la police (le Monde du 4 novembre).

Les autorités ont, par ailleurs, confirmé qu'un jeune Albanais de souche, âgé de vingt-sept ans, avait

été tué au cours des manifestations de metcredi par un policier « en état de légitime défense ». Selon le quotidien Politika Ekspres, la police a procédé à de nombr arrestations ces derniers jours sur l'ensemble du territoire du Kosovo, notamment à Urosevac et Podu jevo, l'un des bastions des « nationalistes » albanais, où des coups de fen ont de nouveau été échangés vendredi. De nombreux autocars et des voitures immatriculés en Ser-bie out été lapidés. A Pristina, un important dispositif policier avait été mis en place autour de la cité universitaire pour dissuader les étudiants de reprendre leur mouvement de protestation et les manifes tations de soutien à Azem-Vlasi l'ancien chef du Parti communiste du Kosovo, dont le procès pour activités « contre révolutionnaire » s'est ouvert au début de la semaine à Pristina, - (AFP.)

EN BREF

□ TCHÉCOSLOVAQUIE : plasienrs dizaines d'intellectuels empèchés de se rendre en Pologue. Plusieurs dizaines d'intellectuels et artistes tchécoslovaques ont été refoulés, dans la nuit du 2 au 3 novembre, par des gardes-frontièrs tchécoslovaques, et empêchés ainsi de participer à un suymposium sur l'Europe contrale organisé par «Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie », à l'initiative d'Adam Michnik, qui doit se tenir ce week-end à Wroclaw. — (AFP.)

D POLOGNE : le Parti comme niste ne sera plus subventionné par l'Etat. – Le gouvernement polonais a annoncé, le vendredi 3 novembre, la suppression de toutes les subventions versées aux formations politiques, y compris le POUP (Parti ouvrier unifié polonais, communiste). Selon le minis-tre chargé des relations avec les partis politiques, M. Aleksander Hall, «il s'agit s'instaurer le prin-cipe d'égalité des droits de tous les partis ». — (AFP.)

D HONGRIE: Budapest souhaite adhérer au Cousell de l'Europe. – La Hongrie « sera la bienvenue » au Couseil de l'Europe, mais le calendrièr de son adhésion dépen-dre des Hongrais en procésses. dra des Hongrois eux-mêmes, déclaré, vendredi 3 novembre. déclaré, vendredi 3 novembre, M. Anders Bjoerck, président de l'assemblée parlementaire de cette organisation. La Hongrie déposera le 16 novembre sa demande formelle d'adhésion (nos demières éditions du samedi 4 novembre). Elle serait le premier pays de l'Est à adhérer à cette organisation. (AFP.)

L'Égistation restrictive sur les allocations de devises. — Le ministère hongrois des finances appliquera à partir du 20 novembre une nouvelle législation, plus restrictive, sur les allocations de devises aux Hongrois souhaitant voyager à l'étranger, afin de réduire le déficit de la balance des paiements. Désormais, Pallocation en devises Désormais, l'allocation en devises est réduite à 50 dollars par an. Insqu'à présent, chaque Hongrois avait droit à une allocations globale de 300 dollars tous les trois aus. -

Offre Publique d'Echange Le Crédit Foncier propose une offre publique

fiscal des plus values.

Le Crédit Foncier a, consormément au contrat d'émission, d'échange à ses obligataires appelé au remboursement antidétenteurs du 16,40 % cipé l'emprunt 16,40 % novembre 1982, et propose de remettre, en **NOVEMBRE 1982** échange de ces titres, de nouvelles jusqu'au 13 novembre 1989

Cette opération, qui vise à assurer la continuisé du financement de la Société, comporte pour les obligatatres, par rapport au simple remboursement, un triple avantage. En premier lieu. la valeur des titres 16,40 %

resenue pour l'échange est supérieure au prix de remboursement contractuel: 6.290 F par obligation, contre 6.158 F (coupon net inclus). En second lieu, les titres remis en échange présentent des caractéristiques attractives :

- coupon 9 %; échéance octobre 1997 ; facilité de négociation grâce à la liquidité de la ligne de rattachement dont le montant atteint déjà 7 milliards de F. Enfin, les modalités de l'opération garantissent

aux obligataires, fusqu'à son dénouement, une protection de leur capital, dont la valeur restera au minimum égale à la valeur d'échange ini tiale. En effet:

- les termes de l'échange (prix d'émission des nouvelles obligations et montant de la soulte) seront arrêtés le 9 novembre en prenant pour référence le taux du marché

- le taux de rendement des obliga-

L'offre d'échange, préparée avec le concours du Crédit Lyounais, de lu Bunque Paribas et de la Caisse des Dépôts et Consignations, est décrue en détail dans une fiche d'infor-mation qui a reçu de la COB le vieu nº 89-477, en date du 2° octobre 1989 (BALO du 30 octobre 1989).

Les obligataires peuvent obtenir tout renseigne-ment et procéder aux formalités d'échenge auprès du Crédit Foncier, de leur hanque, des Causes d'Épargne, des PTT et des Compables du Trêsor.

tions 9 % octobre 1997, fixé le 9 novembre, cons-

titue un minimum susceptible d'être augmenté le 14 novembre 1989 s'il est constaté à cette date

une bausse des taux sur le marché obligataire.

L'opération d'échange est assujettie au régime

pour les particuliers: la plus-value résultant

de l'échange est seulement imposable en cas de

revente des titres nouveaux, dans le cadre des

plus values de cessions, si le seuil fixé actuelle-

pour les personnes morales soumises à l'impôt

sur les sociétés: imposition au titre des plus-

values qui peuvent être, selon le cas, à court

ment à 288.400 F pour l'année est dépassé;

IRLANDE DU NORD

« Il est difficile d'envisager une défaite militaire de l'IRA » déclare M. Peter Brooke à Londres

Le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, a déclaré, vendredi 3 novembre à Londres, qu'il était - difficile d'envisager une défaite militaire - d'un groupe « terroriste aussi bien organisé » que l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Les forces de sécurité, a-t-il ajouté dans une interview à l'agence de presse britannique Press Association, peuvent, en revanche, . contenir cette force et permettre aux habi-tants d'Irlande du Nord de mener

une « vie normale ». Selon le ministre, qui a pris ses fonctions il y a exactement cent jours, il faudrait que les membres de l'IRA réalisent enfin que « le jeu n'en vaud plus la chandelle », que le prix à payer par les personnes engagées dans des activités terroristes est trop important au regard des bénéfices qu'elles penvent en tirer.

« S'ils décidatent de cesser leurs actions terroristes », a poursuivi M. Brooke, j'espère, étant donné le soulagement provoqué dans la pro-vince par un retour à la paix, que le gouvernement ferait alors preuve d'imagination pour trouver

Selon Press Association, ces déclarations semblent indiquer que les discussions entre le gouverne-ment britannique et le Sinha Fein, la branche politique légale de l'IRA, pourraient reprendre si les actes terroristes cessaient. -(AFP.)



Manager and American
State of the state

The second secon

新·明·斯· (1)

A Section of the sect

Activities in the second

The second of th

Andrews Comments

Francisco de la

The state of the s

The second secon

要製 思可能

7.7 -

AND A THE LOCAL PROPERTY.

4.4

ger vå.

7.48×7

34.4

1.6

And the state of t

Time and

Company September 1

The second of th

ar gr

Englisher of the

State manufacture of the state
6 69

Contract of the second

Maria Guerra Company

1年

1779

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Dans un appel dramatique lancé à la télévision à la veille de la plus importante manifestation de ces dernières semaines, qui a com-mencé samedi matin 4 novembre à Berlin-Est, le nouveau secrétaire général du Parti communiste estallemand, M. Egon Krenz, a affirmé que l'ère du changement pour la RDA est « irréversible ». Vendredi soir, il a annoncé la démission de cinq nouveaux membres du la partie de la la leur de la leur de la leur de la leur de leur de la leur de leur bres du bureau politique, tous membres de la vicille garde de son prédécesseur, et la mise en place d'un programme d'action destiné à marquer sa volonté de réformes en profondeur dans tous les domaines.

Annoncée tout au long des émissions de radio et télévision du début de soirée, l'apparition du numéro un est-allemand sur le petitécran faisait suite à une réunion extraordinaire du bureau politique dirigeants à publier ses résultais tont serait fait du côté des forces sans attendre, comme il aurait été de l'ordre nous ons la contrait de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait d'aurait et de l'ordre nous ons la contrait de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait de l'aurait et de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait de l'aurait et de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait de l'aurait et de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait et de l'aurait et de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait et de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait et de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait et de l'aurait et de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait et de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait et de l'aurait et de l'aurait et de l'ordre nous ons la contrait et de l'aurait et de l d'usage, le piènum du comité cen-tral de mercredi prochain, en dit long sur le sentiment d'organes qui est anjourd'hui celui de tous les esables est-allemands. Bien responsables est-allemands. Hien loin de s'affémier, mitgré les promesses sons cesse répétées de décisions rapides, l'attente de la population devient de jour en jour plus pressante. Chaque soir, des milliers de personnes participent à des manifestations, à des rassemblements à des discussions d'un bont ments, à des discussions d'un bout à l'autre du pays. Dans les entreprises, l'atmosphère est décrite comme manyaise et la révolte contre le syndicat unique, qui s'est traduite cette semaine par la démission de son président, M. Harry Tisch, rend la situation

Dans ces conditions deià difficiles, le gouvernement estallemand se trouvait confronte à la veille du week-end d'une part à une mobilisation sans précédent pour la nt pour la manifestation en faveur des libertés convoquée à Berlin Est, d'autre part au risque d'an nonvezu mouvement de fuites mas-sives à la suite de la récuvertaire, le 1º novembre, de la frontière tché-coslovaque. Plus de quatre mille z, réfugiées à l'amba de RFA à Prague, out été autori-sées à gagner la RFA.

Appels ----

Cette fuite témoigne du peu de succès qu'ont en jusqu'à présent les promesses d'une RDA socialiste démocratisée et les premières mesures déjé annoncées. Une nouvelle vague massive de départs analogue à celle de la fin de l'été, aurait un effet psychologique néga-tif et accroîtrait, en outre, les problèmes que cet exode pose d'ores et déjà dans certains secteurs de l'éco-nomie. Dans les grandes villes du nomie. Dans les grandes villes du sud, la santé publique est en grande partie désorganisée, et le maire de Dresde. M. Wolfgang Berghofer, nous expliquait qu'il était obligé de recourir à des expé-dients d'urgen ce comme l'utilise. tion de personnels médicaux de

M. Egun Krenz s'est adressé directement, dans son allocation télévisée de vendredi soir, à « tous ceuc qui veulent partir - pour leur demander, presque de les supplier, de faire confiance à sa - politique de renouveau ». « Votre place est ici. On a besolu de vous, a-t-il lance, ajoutant, si vous fuites quand même un autre choix, alors adressez-vous aux organismes. compétents de la RDA. C'est le chemin le plus rapide et le meilleur. » Apparemment, des direc-tives ont été données pour accélétives ont été données pour accélé-rer les procédures. Il ne fandrait plus que quelques jour pour obtenir une autorisation d'émigration en n's pas peur de la réunification, et,

encore les filières tchécoslovaque on hongroise. La manifestation de samedi à

Berlin-Est promettait une mobilisa-tion sans précédent jusqu'ici dans la partie orientale de Berlin-revendiquée par la RDA comme cani-tale, Cette manifestation a été autorisée officiellement par la mai-rie. Organisée par l'Association des artistes de théâtre et des écrivains, artistes de théâtre et des écrivains, afin de réclamer les libertés de parole et de rassemblement, elle a reçu l'appai de tous les nouveaux mouvements d'opposition. Rendezvous avait été pris à 10 heures sur l'Alexandesplatz, la grand place de Berlin-Est, au bout de l'avenue Uniter des Linden qui conduit à la porte de Brandenbourg, point symbolique s'il en est du mur de Berlin. le cortège devait revenir easuite vers le centre et entendre des interventions d'écrivains et de personnaventions d'écrivains et de personna-lités de la culture est-allemande, plusieurs centaines de milliers de personnes étaient attendues.

Jusqu'à présent, Berlin-Est s'était tenu relativement à l'écart des grands mouvements de foule. Comme si le sentiment d'être directement confrontés au mar, d'être le point de contact symbolique entre les doux parties de l'Europe, avait jusqu'à présent retenu les habitants d'exprimer tout haut eux-aussi leur velonté de changements. Toute la journée de vendredi les responsa-bles de la police, en accord, avec les organisateurs, n'ont cesaé de l'ordre pour que la manifesta-tion se pusse bien. En cas d'inci-dents, la proximité du mur read bien évidenment la situation à Berlin très différente de celle des antres grandes villes.

Pris de vitesse par la rapidité de l'évolution de ces deux dernières sentaines, desservi per une réputation d'apparatchik, de « dur » dont il n'arrive pas à se débarrasser,

arrière », a-t-il solennellement affirmé dans son allocution de ven-dredi soir, appelant à la rescousse Mikha'i Gorbatchev — qu'il vient de rencontrer à Moscon - comme témoin de moralité et, en quelque sorte, garant de sa volonté de changoment. « Le travail pour le renouveau ne connaît aucune pause », a lancé Egon Krenz, qui s'est déclaré prêt à travailler avec tout le monde, y compris avec « ces nou-veinos mouvements apparus ».

Les décisions arrêtées par le bureau politique font réver quand on pense que le 9 octobre dernier, Honecker hésitait encore à employer les recettes chinoises pour mater les fortes têtes. Cinq membres de sa vieille garde sont

• Hermann Axen

en 1970.

• Kurt Hager

Sobrante-traize ans. Secrétaire

du comité central pour les

affaires internationales. Journa-liste de profession, il était entré

au Parti communiste en pleine

guerre, en 1942. Membre sup-pléant du burseu politique depuis 1953, il en était devenu titulaire

Sobtanta-dix-sept ans. Secré-

taire du comité centrel pour la science, la culture et l'éducation.

Entré au Parti en 1930 et au

bureau politique en 1963. Princi-

pai idéologue du régime sous Erich Honecker, il s'était notam-

ment rendu célèbre en déclarant

à propos de la perestrolità que personne n'était obligé de tapis-ser son appartement comme celui du voisin. Il aveit néammoins

reconnu, peu avant le démission de Honecker, que des réformes étalent nécessaires. Sous sa hou-

M. Egon Krenz essaye de prendre de taurean par les cornes. «Il n'y (voir encadré), dont l'idéologue aura pas plus de marche en arche en ar Mielke, quatre-vingt-deux ans, ministre de la sécurité d'Etat, responsable de la police politique.

> Ces démissions en série confirment la volonté des nouveaux maltres du Parti de procéder à un profond remaniement des cadres, qui doit toucher tous les échelons. On l'a vu cette semaine avec les départs de personnalités trop marquées, par leur temps ou leur incompétence, comme Mme Margot Honecker, ministre de l'éducation, les premiers secrétaires des districts de Gera et de Suhl, ou le président du syndicat de la métal-lurgie, accusé de corruption. Aucun niveau de l'administration ou du parti ne devraient y échap-

Les cinq partants du bureau politique du SED

Quatre-vingt-deux ans. Le

vétéran de l'équipe était entré au

parti en 1925 et au bureau politi-

que en 1976. Ministre de la

sécurité d'Etat depuis 1957, il

était à ce titre le grand patron de

la STASI, cetta police politique

de sinistre réputation. Il s'était opposé à la légalisation de Neues

Forum, qu'il aveit accusé, en

septembre, d'être un mouvement

Sociante-dix-neuf ans. Mem-

bre du Parti social-démocrate jusqu'en 1946. Suppléant au bureau politique en 1950, puis

membre à part entière en 1958,

il présidait jusqu'ici la commis-

sion centrale de contrôle du

Erich Mückenberger

Alfred Neumann

lette, les milieux intellectuels, en particulier, les écrivains, avaient Parti en 1929 et au bureau politi-

relative liberté de critique.

Erich Mielke

La réunion du comité central, mercredi prochain, devrait permettre de faire entrer dans l'instance suprême du Parti du sang nouveau. Le maire de Dresde espérait, vendredi, que ce renouvellement permettrait, notamment, d'intégrer à la direction des hommes - compétents - dans leur secteur d'activités

Grand nettoyage

réalités dans les régions.

Ce grand nettoyage d'antonne an niveau des cadres s'accompagne d'une volonté de prouver que les réformes sont prises réellement au sérieux. Le - programme d'action -, annoncé par M. Krenz comporte la création d'un tribunal constitutionnel, une réforme de l'administration une nouvelle loi

cercle étroit des proches d'Erich

Le départ de ces cinq vétérans

réduit le bureau politique à treize

membres contre vingt et un

avant les démissions d'Erich Honecker, de Günter Mittag, secrétaire du comité central,

et de Joschim Herrman, secré-taire du comité central chargé de

la propagande, le 18 octobre

dernier. Seuls restent deux sep-tuagénaires : MM. Horst Sinder-

mann, soixante-quatorze ans,

président du Parlement, et Willi

Stoph, soixante-quinze ans, chef

du gouvernement, dont les posi-

tions sont également menecées.

Un autre membre du bureau poli-

tique, M. Harry Tisch, qui vient

de démissionner de la présidence du syndicat, semble également

ministre du gouvernement.

lités de voyager, un service civil pour les objecteurs de conscience, une réforme en profondeur du système d'éducation, ainsi qu'une limitation de la durée des mandat

Selon M. Kranz, le renouveau signifie que les forces de l'ordre doivent agir conformément à la loi, que les privilèges doivent être bannis, que le citoyen doit avoir les moyens de participer démocratiquement à la vie de la société et de l'Etat. Il a souligné qu'il prenaît « très au sérieux l'insatisfaction provoquée par les manques d'approvisionnement, l'absence de continuité de la production et les fantes ». Il a annoncé des mesures immédiates pour améliorer le quoréforme économique.

Tout en estimant que l'impa-tience était compréhensible et pouvait même être benéfique, le numéro un est-allemand a plaidé pour qu'on lui accorde un peu de temps, arguant qu'il ne pouvait résoudre en un tour de main tous les problèmes. Il a demandé que l'on prenne en compte également l'importance particulière de la sta-bilité de la RDA - à cette place si notre continent ».

Ces promesses devraient être accueillies favorablement par les dirigeants des nouveaux mouvements d'opposition. Ils n'entendent pas pour autant relâcher la pres-sion, mais ont besoin, eux aussi, d'un peu de temps pour souffler et s'organiser, tant les événements les ont eux-mêmes pris de court. Suffiront-elles, en revanche, pour minimum de confiance sans lequel les plus beaux programmes restepromis que des réformes seraient également entreprises au niveau du parti communiste, dans ses structures et ses statuts, pour « créer les conditions d'un renouveau irréver-sible », mais il s'est bien gardé d'aborder la question cruciale du rôle dirigeant du PC. HENRI DE BRESSON

La conférence de presse de M. Mitterrand et le problème de la réunification de l'Allemagne

« Ecoutez bien la réponse du président elle est très importante »

S'il n'en a pas peur, il ne

M. François Mitterrand s'est si elle pose beaucoup de problèmes, appelle l'accélération de l'intégra-xorimé, vandradi 3 novembre. «ce n'est pas, précise-t-il, du côté tion communautaire. pour la première fois en Allemagne, sur la question de la réunification. C'était au cours de la conférence de presse donnée conjointement avec le chancelier Kohi à l'issue de cinquantequatrième sommet francoallemend à Bonn. BONN

de nos envoyés spéciaux

Cétait M. François Mitterrand qui pariait et c'était M. Helmut Kohl qui avait l'air de passer un examen difficile. D'emblée la question était venne: « Monsteur Mitterrand, êtes vons de ces dirigeants politiques qui parlent de la rétanfication mais qui, en fait, en ont peur? » Et le chancelier avait cru bon d'intervenir : « Ecoutez bien la réponse du président ; elle en très immportante » Si M. Mitterrand avait encore douté qu'on attendit de lui, en Ailemagne, qu'il C'était M. François Mitterrand de lui, en Allemagne, qu'il s'exprime sur le sujet, la conférence de presse conjointe par laquelle a pris fin, vendredi 3 novembre, le sommet franco-allemand de Bonn surait schevé de le convaincre : c'est à lui que furent adressées presque toutes les ques-tions, qui presque toutes portèrent sur le problème allemand.

Tandis que M. Mitterrand, serein, expliquait pourquoi il serein, expliquait pourquoi il n'avait pas peur, le chancelier écousit donc confiant certes, mais néanmoins extrêmement tendu, comme si l'épreuve imposée à son ami François» était périlleuse pour int même, puis carrement mal à l'aise locsque vint une autre question portant sur la frostière orientale de l'Allemagne.

M. Helmut Kohl n'aura pet à regretter l'exercice puisque tien ne fut dit qui puisse le gêner et que les carifications faites par le président de la République lèvent au

de la République lèvent au contraire fort opportunement les songons que pouvaient nouvir certains Allemands quant aux intentions secrètes de la France.

te ta France ».

l'annonce pas non plus comme iné-luctable sous une forme étatique. Ce qui va changer « dans les dix années qui viennent », co sont « les structures de l'Europe - ; ce à quoi aspirent à conp sûr les Allemands, c'est à leur unité en tant que peuple ; ce qu'on doit leur reconnaître, c'est le droit à la libre détermination. M. Mitterrand ne s'engage nas nius avant. Il ne se prononce pas sur la forme que prendra cette unité du peuple allemand (un seul Etat ou une autre forme « à déterminer » ?), car c'est aux Allemands enx-mêmes, à l'Est comme à l'Ouest, d'en décider. Il sait que, à l'Ouest, certains aspirent à la réu-nification, avec parfois une impa-tience qui n'est pas réaliste; il ne nence qui n'est pas reansie; n'ins sait pas, en revanche, si c'est là ce qu'ont dans la tôte les Allemands de la RDA. Ce qu'il garantit, c'est le respect par la France de la volonté populaire qui s'exprimera le jour venu, qu'elle aille ou non dans le sens d'une réunification festione des deux à l'expresses. étatique des deux Allemagnes.

Projet de royage en RDA

Bien sûr, il y a des conditions. La Bien sir, il y a des conditions. La démarche qui sera celle des Allemands ne doit pas mettre en jeu la paix ni non pius les intérêts de l'Europe qui coîncident avec ceux de la France et que M. Mitterrand entend bien défendre le moment venu. A ce stade de son raisonnement lui font écho les déclarations du chancelier Kohl, qui s'efforce, hui, de rassurer les Français: « Les hui, de rassurer les Français : « Les problèmes allemands ne peuvent être résolus que sous un toit européen »; « celui qui approuve le droit à l'autodétermination, celui qui approuve l'unité de la nation ici en Allemagne dott savoir que pour nous l'Europe est la condition préalable pour tout progrès réel dans ce domaine »; « nous ne sommes pas des promeneurs entre l'Est et l'Ouest ». Voilà qui rejoint le message que les deux hommes se sont efforces de répéter pendant cette rencontre de Bonn : l'accélération des changements à l'Est

Enfin. M. Mitterrand admet l'urgence avec laquelle se pose subitement la question de l'avenir des Allemagnes, qu'ancun diri-geant politique, dit-il, ne pent plus désormais ne pas avoir à l'esprit. Des bribes de discours émanant de certains membres du comité cen-tral du PCUS ont montré ces derniers jours qu'effectivement on y songe à Moscou, et de façon peut-être phis ouverte que prévue. Tout incite à penser aussi qu'il en sera question lors du prochain sommet entre MM. Bush et Gorbatchev. Pour toutes ces raisons, ajontées à l'attente des Allemands, il n'était plus temps pour la France de s'en tenir à la très diplomatique discrétion qui avait été la sienne jusque-C'est avec une grande sérénité

aussi que M. Mitterrand a évoqué son projet de voyage en RDA, pré-cisant que la date n'en était pas encore fixée, en raison des circons tances, mais qu'elle ne serait « pas tardive ». Enfin, c'est avec un calme total qu'il a évacué briève-ment, mais sans ambiguité sur le fond, la question, embarrassante pour le chancelier, de la ligne Oder-Neisse: « Il n'y a pas lieu de revenir sur le sujet. - Autrement dit, les revendications que formule anjourd'hui une partie de la droite onest-allemande sur les territoires. allemands jusqu'en 1937 et anjourd'hui polonais, situés à l'est de cette ligne sont hors de propos. « Les frontières doivent disposer d'un état de droit, d'une certaine forme d'intangibilité, pour autant que l'intangibilité ait présidé à l'histoire dans le monde. »

Cette frontière n'est donc pas achevée, il reste à la fixer dans le droit, mais elle n'est pas à remettre en question aux yeux du président français. Voilà qui rassurera Moscon et Varsovie, qui prennent extrêmement au sérieux les revendications irrédentistes des réfugiés originaires de Silésie. C'était une mise au point lapidaire, mais d'antant plus utile que M. Helmut Kohi, pour des raisons électorales, n'ose pas la faire lui-même.

LUC ROSENZWEIG et CLAIRE TRÉAN

«Ce qui compte, c'est la détermination du peuple allemand»

3 novembre en début d'après-midi par M. Mitterrand au cours de sa conférence de presse, à Bonn, à propos de la réunification.

« Etes-vous de ces hommes politiques qui ont peur de la réunification ?

- La réunification, il n'y a

pas que les hommes politiques qui en parlent. Les journalistes aussi, et c'est bien normal, puisqu'il s'agit d'un des faits dominants de cette fin de siècle. J'accorde à ce problème allemand une très grande importance. Mais la réunification ne doit pas se situer sur le plan des craintes ou de l'approbation. Ce qui compte avant tout, c'est la détermination et la volonté du peuple allemand. Si le déroulement des faits se produit, à une époque que j'ignore - peut-être tout de suite ou peut-être plus tard, - de telle manière que les Allemands pourront ne faire qu'un seul peuple dans un seuf Etat ou sous une forme à déterminer — je ne m'avance aucunement sur ce terrain-là, - c'est la volonté des citoyens allemends qui en décidera, personne ne doit s'y substituer.

Cela ne doit pas remettre en cause la paix : cela doit être une démarche pacifique et cels doit être une démarche démocratique, ce qui est présupposé puisque nous avons parlé de la détermination du peuple. Cala regarde aussi les autres pays, péens. Vous savez qu'il existe des accords, les accords de paraît évident. »

Voici le texte des l'après-guerre, mais aussi ceux vivons dans une communauté. Mais ce qui compte, c'est ce rate veulent et ce que neuvent faire les Allemands (...).

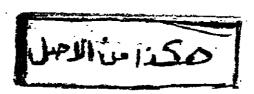
Je n'ai pas peur de la réunification

» Il y a des problèmes, sur lesqueis j'exposerai mon point de vue le jour venu. Où en est la RDA ? Quel sera le degré d'évolution ? Que veulent ceux qui la dirigent et ceux qui sont dirigés ? A quel rythme ? Est-il question même, dans ces milieux, de la réunification? J'attendrai que les faits soient là pour terminer mon exposé.

> Mais ie n'ai pas peur de la réunification. L'histoire avance, je ia prends comme elle est. Je pense que le souci de réunification est légitime veulent et s'ils le peuvent, la France adaptera sa politique de l'Europe et des siens.

- Quand in question se posera-t-elle ?

- Je ne saurais faire de pronostics, mais à l'allure où vont les choses je serais étonné que les dix années qui nous ayons à affronter une nouvelle structure de l'Europe. Mon pronostic, c'est que ça va vite. Ca ne va peut-être pas aussi vite que le désir de ceux qui parlent de réunification pour maintenent, mais pas un homme politique ne peut spécialement les pays euro- désormais raisonner sans intégrar cetta donnée, cela me



POLITIQUE

M. Jospin entre les milliards et les foulards

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, samedi 4 novembre au matin, le projet de budget de l'éducation pour 1990 quì avait été examiné par les députés durant toute la journée du 3 novembre. Comme l'an dernier, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a bénéficié du soutien du groupe socialiste et de l'abstention des élus communistes, tandis que les députés RPR, UDF et UDC votaient contre, au terme d'une discussion sans grande passion.

M. Lionel Jospin avait affirmé à plusieurs reprises, lors de son arri-vée à la tête du ministère de l'éducation sa volonté de « pacifier » le débat sur l'école et l'Université. Il vient de faire la démonstration, à deux reprises en vingt-quatre heures, qu'il est plus urgent que jamais de s'en tenir à cette ligne de conduite, en faisant tout d'abord adopter par l'Assemblée nationale son projet de budget pour 1990. Au nrix d'une écoute attentive des critiques des élus communistes, il a bénéficié de leur abstention lors du vote final des crédits de l'éducation nationale. Scénario en tous points conforme à celui de l'an dernier, à ceci près que les députés du PCF ont laissé planer jusqu'au terme du débat le doute sur leur attitude. M. Jacques Breakes (PCF, Hautsde-Seine) devait finalement expliouer qu'il ne fallait « pas voir dans de la politique » gouvernementale, mais que le groupe communiste - tient compte de tout ce qui va en avant, si minime soit-il ».

La deuxième opération de déminage, beaucoup plus périlleuse, a été entamée lors de la discussion budgétaire et poursuivie, dans la matinée du samedi 4 novembre, par la publication d'un long communiqué sur l'attitude du gouver-

Invité de France-Inter, vendredi

3 novembre, M. Anicet Le Pors,

ancien ministre et membre du

comité central du PCF, a souhaité

que son parti désavoue l'interven-

tion militaire soviétique en Afgha-

Le gouvernement soviétique

s'est grandi en reconnaissant sa faute, a déclaré M. Le Pors.

Comme nous-mêmes, nous avons

apporté une caution à cette inter-

vention, je crois qu'il faut aujourd'hui faire l'acte inverse. C'est une responsabilité collective

qui intéresse tous les communistes. Il y avait sans doute des justifica-

tions possibles à notre prise de

position initiale – l'ingérence des

Etats-Unis au Pakistan, l'inté-

grisme de certaines factions

asghanes – et nous nous sommes

prononcés pour un règlement poli-tique du conflit. Mais, a-t-il pour-

guivi, une erreur reste une erreur et

une faute est une faute. Une erreur

car nous avons comparé le traité

d'assistance URSS-Afghanistan

au traité France-Tchad, or, les

traités ne sauraient l'emporter sur

les volontés nationales. Un traité

nocif doit être dénoncé. Une faute

car nous avons, c'est clair mainte-

nant, apporté notre caution à une

intervention immorale. Il faut le

dire simplement mais le dire, car

C'est M. Georges Marchais qui

avait approuvé, en direct de Mos-

□ Les Sénateurs reponssent la réforme du système des cotisations

agricoles. - Le Sénat a adopté en

deuxième lecture, vendredi

3 novembre, le projet de loi relatif

à l'adaptation de l'exploitation

agricole à son environnement éco-

nomique et social, présenté par M. Henri Nallet. Ce texte a été

cependant amputé du dispositif

majeur que représentait la modifi-

cation du système de cotisations

sociales agricoles, à la suite d'un

c'est une exigence morale. »

M. Le Pors demande au PCF

de revenir sur son approbation

de l'intervention soviétique en Afghanistan

nement dans l'affaire de plus en plus volatile du port du foulard islamique dans les établissements scolaires (voir ci-contre).

Ces deux débats - budgétaire d'un côté, idéologique de l'autre menacaient pourtant de se télescoper. Bon nombre de députés sociaistes, en début de séance, le 3 novembre, ne cachaient pas leur crainte que les représentants de l'opposition ne profitent de la discussion sur la loi de finances pour ieter de l'huile sur le seu et pour tenter d'aiouter à la confusion qui règne parmi les socialistes depuis une dizaine de jours ; plus précisément, depuis que le ministre de l'éducation a adopté en la matière une position jugée dangereusement conciliante pour une bonne partie de ses amis.

Un terrain explosif

Certes, les foulards coraniques ont fait, à plusieurs reprises irruption au milieu de l'avalanche des chiffres du budget. Insistant sur les vertus de l'école laïque, M. Jean-Pierre Bequet (PS, Val-d'Oise) a souligné que « tout prosélytisme doit en être banni ». M. Jacques Brunhes (PCF) a plaidé dans le même sens : « Au moment où les principes modernes de laïcité, constitutifs de notre école publique, sont menacés, il ne faut pas céder sur leur validité ». M. Lequiller (UDF, Yvelines) est allé un peu plus loin en pointant la «triple erreur » commise, à ses yeux, par le ministre de l'éducation: « Vous avez porté atteinte aux principes de laïcité. Vous avez laissé aux chefs d'établissement le soin de décider, alors qu'ils attendaient de vous des instructions. Enfin, votre position risque de réveiller la guerre dans l'école publique française. - Enfin, M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne) est revenu à la charge en réclamant des précisions sur ce que

cou sur TF 1, le 11 janvier 1980.

Kaboul en invoquant le traité

d'assistance entre les deux pays et

en le comparant au traité qui lie la

France au Tchad. Le bureau politi-

que du PCF s'était rangé à l'avis du

secrétaire général. Devant les

doutes exprimés par certains com-munistes sur le bien-fondé de ces

explications, la direction du parti

avait alors fait signer une pétition

de soutien en sa faveur par les

M. Le Pors, qui s'est montré cri-

tique à l'égard de la direction, tout

comme M. Charles Fiterman, lors

du dernier comité central, a

affirmé aussi : « Il n'est au pouvoir

de personne d'empécher le débat

lorsque des questions se posent.

M. Marchais, lui, utilise dans

l'Humanité les tormes « combat »

Enfin. l'ancien ministre de la

fonction publique a assuré sur

France-Inter que . les commu-

nistes n'ont pas à rougir du travail

qui a été fait par les ministres communistes sur la demande de

leur parti - entre 1981 et 1984,

avant d'ajouter : • Nous n'evons

jamais manqué d'appeler l'atten-

tion de la direction du parti sur les

dissicultés que nous rencontrions

et sur le fait qu'il fallait se débar-

rasser de toute Illusion. Nous

avons joué un rôle d'avertissement

désaccord persistant entre le minis-

tre de l'agriculture et la majorité

sénatoriale, non sur le principe de

la réforme pour laquelle un net consensus s'était dégagé (le Monde

du 4 novembre mais sur ses moda-lités. Après que M.Henri Nallet

avait tenté, en vain, de faire adop-

ter l'article contesté en recourant

au vote bloqué, l'ensemble du

Sénat. à l'exception des commu-

nistes qui ont voté contre, a adopté

le texte privé de cette disposition.

le ministre « compte faire pour que la rentrée, dans deux jours, puisse se dérouler dans des conditions

En réalité, pourtant, personne n'a semblé très désireux de s'aventurer trop loin sur un terrain de plus en plus explosif. Et M. Lionel Jospin a pu esquisser, sous les applaudissements de ses amis socialistes, la façon dont il entend désormais poursuivre le débat :: « La seule possibilité pour nous est d'agir dans le respect de l'Etat de droit : c'est notre seule sauvegarde contre les fanatismes, les intégrismes et contre ceux qui veulent remettre en cause la laïcité de l'école et les fondements de la République. » M. Bernard Derosier (PS, Nord), rapporteur de la commission des affaires culturelles, sociales et familiales, pouvait conclure : - Comme l'arbre ne doit pas cacher la forêt, le foulard ne doit pas masquer l'importance de ce budget ».

A défaut d'une empoignade sur ce sujet brûlant, la discussion n'avait plus guère matière à s'animer. Difficile en effet, pour l'opposition comme pour le Parti communiste, d'attaquer de front un projet de budget de l'éducation nationale lorsque celui-ci est, comme cette année, en croissance globale de 8,7 % (227,4 milliards de francs contre 209,2 en 1989), c'est-à-dire, selon la formule de M. Jospin, « un bon budget, le meilleur depuis fort longtemps et aussi le meilleur possible compte tenu des contraintes ». Bref, un budget qui lui donne « les moyens d'une politique ambitieuse ». M. Jean-Paul chou (PS. Seine-et-Marne) rapporteur spécial de la commi sion des finances, avait au préalable exprimé son soutien à ce projet qui - représente un grand pas vers la réalisation de l'objectif central de la loi d'orientation qui est de conduire 80 % des classes d'âge au baccalauréat - et détaillé les mesures les plus significatives. Tout d'abord, une création nette de 11 183 emplois, dont 4 500 postes d'enseignants dans les lycées, ce qui devrait permettre « un commencement de rattrapage en matière d'encadrement ». En outre, une revalorisation de la condition enseignante qui va mobiliser 3.7 milliards de francs.

Un effort indéniable

M. Bernard Derosier devait exprimer son soutien à la « véritable nolitique de recrutement » mise en œuvre par le ministre de l'éducation, et qui se traduira par une augmentation en 1990 de 26 % du nombre de postes mis au concours M. Roland Carraz, ancien ministre (PS. Côte-d'Or) ne ménagea pas, pour sa part, son approbation des crédits de l'enseignement supérieur : « Même si tous les problèmes ne sont pas aujourd'hui réglés, vous avez su, devait-il déclarer au ministre de l'éducation, obtenir des moyens, dégager une méthode et redonner confiance à 'université. >

Mais, hormis ces approbations enant de ses amis, M. Jospin eut part des orateurs de l'opposition avaient peu ou prou été contraints de reconnaître l'effort consenti :

effort indéniable » pour M. Brune Bourg-Brec (RPR, Marne), - engagements quantitatifs respectés », selon la formule de M. Bayrou (UDC, Pyrénées-Atlantiques), qui devait également approuver > l'action engagée dans de nombreux domaines (revalorisation, créations de postes, mise en place d'un système d'allocation pour les candidats aux concours de l'éducation nationale notamment). Pour sa part, M. Yves Fréville (UDC, Ille-et-Vilaine), rapporteur à la commission des sinances, devait reconnaître que « l'enseignement supérieur est une priorité réeile » et que « le budget de moyens proposé est très correct ». Quant à M. Brunhes (PCF). « il a dit, devait souligner le ministre de l'éducation, que ce budget portait la marque des luttes en cours, ce qui me semble une façon de dire qu'il n'est pas mauvais. »

Chacun fut done contraint, pour souligner sa différence ou ses critiques, de s'attacher à des questions particulières. Ainsi, l'insuffisance des crédits en faveur des bourses scolaires. On encore la « situation dramatique » des personnels administratifa, qui a fait l'objet de nombreuses interventions sur les bancs communistes, mais également socialistes et de l'opposition. Le ministre de l'éducation devait d'ailleurs en cours de débat, annoncer le doublement du nombre de promotions pour les deux ans à venir (3 000 au lieu de 1 500) et annoacer le dégagement de 25 millions de francs avant la fin de l'exercice 89 pour verser des indemnités à ces personnels qui occupent « une place à part entière » dans la communauté scolaire.

Faute de critiques véritablement sérieuses sur le montant du budget, il restait aux orateurs de l'opposi-tion à s'interroger sur « l'absence d'ambitton - de la politique menée par le ministre de l'éducation. « La qualité d'une politique ne saurait se mesurer à la seule augmentotion des crédits, qui ne suffira pas à moderniser l'éducation nationale », expliquait ainsi M. Lequil-ler (UDF). «L'investissement dans l'éducation nécessite une programmation. On ne peut partir à l'aveuglette », soulignait de son côté M. Bruno Bourg-Broc (RPR), comme en écho aux mises en garde de M. Brunhes (PCF) : « S'il permet des avancées, ce budget ne programme pas l'avenir ». « Il no fait qu'accompagner le statu quo », complétait M. Fréville

Enfin, M. Bayrou (UDC), invitait le ministre à réaliser « un saut qualitatif, véritablement un pas de géant » pour transformer en profondeur le fonctionnement du système éducatif. A quoi M. Jospin pouvait répondre d'un mot : « Les pas de géant ont souvent fait trébucher ceux qui tentalent de les accomplir. Je préfère, quant à moi, marcher de mon pas d'homme. »

GÉRARD COURTOIS

Contradictions

Les prises de position contradictoires continuent de se multiplier à propos du port du foulard istamique. Tandis que l'organisation musulmane intégriste La voix de l'islam renonçait à manifester dimanche à Paris, après l'interdiction formulée par le ministre de l'intérieur, le Front national appeleit à une manifestation à Nice, samedi 4 novembre, acontra l'islamisation de la France et l'autorisation du port du foulard islamique accordée par Lionel Josoin ».

Le ministre de l'éducation nationale, qui devait recevoir, samedi matin, les proviseurs des établissements concernés par cette affaire, était invité par la « coordination des enseignants » du collège de Creil à venir à leurs côtés, lundi

matin, pour la rentrée des

Sept députés socialistes appartenant à divers courants du PS (MM. Jean-Christophe Cambadelis, Julien Dray, Francis Hollande, Jean-Marie Leguen, Jean-Pierre Michel, Patrick Sève et Mas Denise Cacheux) ont signé un texte commun demandant une « véritable politique d'Intégraexclusion des élèves de l'école. Alors que M. Jack Lang apporte son soutien à M. Jospin, M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, approuve la lettre des cinq intellectuels publiée dans le Nouvel Observateur et critiquent la ecapitulation > du ministre de l'éducation.

Le communiqué du ministre

Voici le texte intégral du communiqué de M. Lionel Jospin publié le samedi 4 novem-

Le refus de quelques jennes filles de retirer, au nom de leur reli-gion, leur foulard à l'intérieur ements scolaires a provoqué dans notre pays un débat très

 Dans ce contexte, j'ai été amené à indiquer devant l'Assem-blée nationale selon quels principes et par quelle méthode ce problème devait être abordé :

- Le principe de la lateité sur lequel est fondé l'école publique et qui implique la neutralité confes-sionnelle en vertu de la loi du 28 mars 1882.

- L'interdiction du prosélytisme, c'est à dire de toute propagande politique ou religieuse, ce que précise une circulaire du 15

- Le respect par les élèves et les parents des règles de fonctionrement et de vie collective des établissements et notamment l'assiduité aux enseignements obligatoires et l'application des règles de sécurité. C'est ce que prévoit l'article 10 de la loi d'orientation du 10 juillet 1989.

Je rappelle que le décret du 30 août 1985, dans son article 3 définissant les droits et devoirs des membres de la communauté scolaire, se réfère tout à la fois au res pect des principes de la cité et de pluralisme, au devoir de tolérance et de respect d'autrui dans sa personnalité et dans ses convictions. à l'obligation pour chaque élève de participer à toutes les activités cor-

La circulaire du 1º juillet 1936 qui interdit tout port d'insignes ne fait d'ailleurs précisément réfé-rence qu'aux insignes politiques et mesure du possible par la persuasion plutôt que par la contrainte.

Dans ces conditions, l'ai préconisé la démarche suivante : si le port du foulard doit être évité dans l'école laique, il convient que les chefs d'établissement y parviso-nent par le dialogne et la persa-tion. L'école publique fait ainsi prévaloir sa tradition d'accueil et de respect des consciences sur toute mesure systématique et pré-maturée d'exclusion. Elle doit, en outes circonstances, respecter l'état de droit.

garingan Garingan

And the same of th

A Property of the Parks of the

200 B

E 2 42 - Pr - F - F

The second second

and the same of the same of

No. of the last

A major to the

E STATE

A COLUMN TO A COLU

500

.

-**4**3

ead to the parties of the parties

gy lagger and the first

المعاديدة الموجور

سريفها البجلياء يتج

AND THE RESERVE

encent - ma

ers in

جاره الشام الأ

SCOUNTS OF

ها دا سيادي

47

Para di Salah da Sala

SECURITY OF SECURITY

and the second

Brain a Mari

435 CON 14

PER . WHERE

A BOY CARROLL

4 pg 98 B. ...

.

The state of

And the state of t

The second secon

A CONTROL OF THE PARTY OF THE P

Radio State

42 6 2 6

en - Ser

2. Pour mouer le dislogue, convaincre les jounes et les parents, là où des problèmes se pos fais confiance aux chefs d'établis sement et aux équipes éducatives pour agir selon les principes que j'ai rappelés. Je demande aux rocteurs et aux inspecteurs d'académie de leur apporter tout le soutien et l'aide nécessaire. Afin de ne pas prolonger à l'excès une situation d'incertitude, cè dialogue devra être mené à bien dans un délai dont le terme est la fin du trimestre.

3. Parallèlement, et pour que nul ne puisse contester l'application stricte du principe de lascité dans le respect des droits des enfants et des jeunes, je sollicite immédiatement au nom du gouvernement l'avis du Conseil d'État sur la situation au regard du service public d'enseignement des jeunes qui porteraient des signes religieux

Cet avis obtenu, il sera rendu public afin que soit assurée une large consultation sur l'ensemble des conséquences qu'il conviendra d'en tirer pour l'organisation de la vie scolaire dès le prochain trimes-

Cette procédure doit permettre, ques, de garantir par le dialogue et ques, de garants par le dialogue et par l'application des principes fos-damentaux recomnes par les lois de la République que la lateité de l'école publique est pleinement res-pectée conformément à la tradition de la nation.

L'appel au droit

Suite de la première page

Cet avis du Conseil d'Etat, qui pourrait être formulé d'ici à la fin du mois de novembre, devrait ~ escompte le ministre - servir de base incontestable au débat public et aux décisions éventuelles que le gouvernement pourrait être amend à prendre : instructions aux rec-teurs et aux chefs d'établissement. nouveaux textes réglementaires : roire, si besoin est, nouveau texte

En réalité, M. Jospin s'efforce, à chand, de procéder à une série correction de tir. L'école « dots accueillir » les enfants, soutenait-il la semaine dernière. Même si après dialogue entre les parents et les chefs d'établissement, les élèves persistent à arborer des insignes religieux dans les classes. Bon nombre d'enseignants et beaucoup de

ses amis politiques avaient ressenti cette attitude comme dangereuse-ment conciliante, voire comme un reniement à l'égard des principes de la laïcité. Le ministre de l'éducation veut trouver un terrain neutre et ferme pour dépassionner le

Déjà en 1984, dans une querelle aussi explosive — celle de l'école privée, — M. Jospin avait été parmi les premiers à conseiller le retrait en bon ordre. Et en 1984, déjà, le terrain du droit (le référendum sur le référendum proposé par le prési-dent de la République) avait servi d'échappatoire aux querelles idélo-giques. Même si les deux situations ne sont pas strictement compara-bles, and doute que ce précédent est présent dans l'esprit du ministre de l'éducation.

Selon le « baromètre » de la SOFRES

Baisse de la cote de popularité de MM. Mitterrand et Rocard

D'après le baromètre mensuel Figuro-Magazine-SOFRES (1), 55 % des personnes interrogées (contre 57 % le mois dernier) font confiance à M. François Mitter-rand « pour résoudre les pro-blèmes qui se posent en Françe actuellement ». Ils sont 42 % contre 37 % le mois dernier à ne pas faire confiance an président de la République. M. Michel Rocard subit une érosion comparable : 57 % de cote de confiance, contre 62 % en octobre : 38 % de cote de défiance, contre 32 % en octobre. confiance à M. François Mitter-53 % des personnes interrogées (contre 60 % en octobre) souhaitent voir M. Rocard jouer « un réle important au cours des mois et des années à venir ». Le premier ministre est talonné par M. Jacques Delors, qui, avec 52 %, gagne deux points.

Dans l'opposition de droite, MM. François Léotard, Alain Juppé et Philippe Séguin sont les scules personnalités à enregistrer, à propos de cette même question, une baisse. Toutes les autres caregistrent une hausse ou restent sta-bles. MM. Jacques Chirac et Valery Giscard d'Estaing gagnent

chacun quatre points, atteignant respectivement 40 % et 37 %.

55 % des personnes interrogées (contre 57 % en octobre) jugent que le gouvernement doit inter en priorité contre le chômage. Corrélativement, 65 % (contre 66 % le mois dernier) pensent que l'action du gouvernement dans ce domaine n'est « pas très efficace » ou « par efficace du tout ». 62 % des per-sonnes interrogées- (chiffre inchangé), s'attendent à beaucoup de coullits sociaux dans les deux ou trois à meira de la deux ou trois mois à venir.

(1) Sondage effectué du 23 au 5 octobre sur su échantillos national de 1 000 personnes

> Le Monde ÉCONOMIE



Marie Danger

Allertha and the state of the

The state of the s

The second secon

Service of the servic

A Carlo

The state of the s

The second secon

Agency of the second of the se

and the second

The second secon

The state of the s

See Branch See Control

Asset Lawrence Bank

A 1872 The second second second

A CONTRACT OF THE PARTY OF THE

Target on the factoring

Eggs Sund - All Com

AND THE RESERVE

The state of the s

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

AND THE RESERVE OF THE PARTY.

を表現しません。 こうさい はっちゅう

Manager a la propertie

The second secon

್ ಷ್ಟೇಷ್ ಪ್ರಮುಖ ಕೃತ್

Margin State of the State Stat

Particular of the second

Marie Care Control

AND THE .

軽塞 1 2 27 3

de paraletic

mi et Russi

The second secon

ATTACA TO THE REAL PROPERTY.

-

rage 💆 💆

in the table

Sec. 22. 2

2.8%

ALCONO.

M. Valery Giscard d'Estaing a annoncé, vendredi 3 novembre, qu'il démissionnait de son mandat de député à l'Assemblée nationale. Le président de la commission des affaires étrangères met donc ainsi un terme au faux-vrai suspense qui pesait sur le choix qu'il ferait entre ses trois mandata (député, parlementaire europeen, conseiller régional) pour se mettre en règie avec la loi sur le cumul des

> M. Valéry Giscard d'Estaing explique, dans un communiqué public le vendredi 3 novembre : « La fidélité me commande de ne pas abandonner la province, où j'al mes racines et qui m'a soutenu dans les moments difficiles. Je resteral donc président du conseil régional bre. Au delà du problème politique, d'Auvergne : Il évoque également se pose à l'Assemblée nationale un coulème entituée : le PS n'est d'Auvergne » Il évoque également « l'utilité » de ce choix » L'expé-« l'utilité » de ce choix : « L'expérience que f al vécue depuis trois
> mois in a permis de vérifier que je ne
> pouvois assumer complètement, et de
> mantère efficace, les deux fonctions
> que f'exerce à l'Assemblée nationale
> et au Parlement européen (...). Or,
> j'ai été candidat en dernier lieu au
> Parlement européen. J'ai pris des
> engagements précis devant l'opinion,
> je tiendrai donc parole. » Le président
> dent du conseil résinal d'Assemble à ce que cette présidence
> rettemb à un conseil résinal d'Assemble. fai été candidat en dernier tieu au Parlement escropéen. J'ai pris des engagements précis devant l'opinion, je tiendrai donc parole. > Le prési-dent du conseil régional d'Auvergne explique aussi qu'il déminionne avec regret de l'Aisemblée, mais qu'il se réjoint. « d'avoir assisté, avant d'en partir, à la mise en place de l'inter-ercente unique de l'opposition ».

groupe unique de l'apposition ».

Le président du groupe UDP,
M. Charles Millon, a salué, des ven-dredi, « la cohérence de la déman-che » de M. Giscard d'Estaing. Du côté de l'UDC, on trouvait que cette décision ne manquait pas de « con-

La anccession de M. Giscand d'Estaine à la présidence de la com-mission des affaires étrangères est donc anjourd'hui ouverte. Elle s'annonce complexe, tant est presti-gieuse la présidence de ce « clab » dedéputés (34 PS, 17 RPR, 12 UDF, 6 UDC, 4 PCF) qui offre un poste d'observation et de repré-sentation à l'étranger.

Elle faisait partie, à l'origine, du lot de deux présidences que, dans le

cadre de la politique d'ouverture, l'opposition s'était va offirir en début de cette législature. Au terme de pressions exercées par le RPR, les contristes avaient dis abandonner l'idée de confier à M. Jacques Barrot la présidence de la commission des affaires sociales, qui était finalement revenue à un socialiste, M. Giscard d'Estaing faisait donc exception.

M. Denisa candidat à la succession

Le groupe socialiste est il toujours dispost à offrir cette place à l'opposi-tion ? Certains députés PS soulaitent qu'elle revienne dans le giron de groupe, ne serait-ce que par solidarité avec leurs camarades du Sénat, qui se sout vu fermer toutes les portes des présidences de commission, après le renouvellement du mois de septemtion, à condition que celui-ci ait de

Du côté de l'opposition, le pro-blème est tout sussi embarrassant. Si biene est tout ausa embarrassant. Sa elle peut garder co poste, à qui le confiet? M. Jean-François Densau (UDF, Cher), à réagi le premier, ea publisust un communiqué, quelques heures à peine après l'annonce du retrait du député du Puy-de-Dôme. Il y rend, bien sir, hommage à M. Gis-card d'Estaing et il pose, dans sa fou-lée, sa propre candidature : « Cette démarche pour moi se justifie, non seulement par l'expérience et l'ancienneté, mais également par les engagements qui n'ont cessé d'être

Cette candidature se licurte toutefois à plusieurs difficultés. Elle ne devrait pas être bien accueillie an Quai d'Orsay, qui s'est trouvé embarrassé par les prises de position

de M. Deniau, jugées trop unilatéra-lement favorables an camp chrétien lors de la mission que le gouverne-ment français lui avait confiée il y a quelques mois au Liban. D'autre part, le groupe centriste ne devrait pas être favorable à cette candidatore. M. Bernard Stasi (UDC, Marno), estimo, en effet, avec ses amis, qu'en octobre 1986 M. Deniau svait torpillé sa candidature, ce qui avait permis à M. Roland Dumas de conquérir, à la surprise générale, la présidence de la commission des affaires étrangères. Aussi, le nom de M. Raymond Barre est également avancé, ou plutôt susurré, ici ou là. Le député de Lyon n'a encore fait

L'opposition pourrait trouver dans cette affaire manière, une nouvelle fois, à se quereller. Si querelle il y avait, M. Giscard d'Estaing se ferait d'autant plus regretter. L'ancien chef de l'Etat quitte en effet l'Assemblée après avoir porté sur les fonts baptismanx, avec les rénovateurs, l'inter-groupe de l'opposition. Son image d'unificateur de la droite, après son succès des élections européennes, s'en est trouvée renforcée.

Son départ de l'Assemblée lui permet d'ailleurs de renforcer cette image, en prenant encore un peu plus de hauteur. S'il perd son mandat de député, qui lui aurait sans doute permis de peser un peu plus au sein de l'intergroupe (il y conserve néan-moins de solides appuis), il n'abandonne pas pour autant son poste stratégique de président de l'UDF. L'opération présente donc, à tous points de vue pour lui, un solde positif : dans l'électorat de l'opposition, on pourra apprécier le geste de M. Gis-card d'Estaing, qui reste fidèle à ses promesses et à sa vocation europécane, alors que d'antres, comme M. Alain Madelin et Muse Michèle Barzach, qui l'ont annoncé vendredi, après MM. Alain Juppé et François Léotard, abandonnent Strasbourg pour rester à Paris ; au sein des partis de l'opposition, où il ne pourra que conforter sa position de recours, en prenant quelque distance avec un intergroupe qui devrait connaître, dans l'avenir, des jours pins difficiles.

PIERRE SERVENT

Rémie en congrès à Maré (îles Loyanté)

L'Union calédonienne en proie à de fortes turbulences internes

cipale composante du FLNKS, est réunie en congrès, sur l'ile de Maré jusqu'su dimanche 5 novembre. Ses quetre cents délégués fant le point sur le situation en Nouvelle-Calédonie dans une atmosphère empreinte d'une certaine

> NOUMÉA de notre correspondant dens le Pacifique sud :-

Il y eut d'abord l'affliction, puis un Il y en d'azord l'amecine, pais an immense désarroi. Orphelin de Jean-Marie Tjibaon et de Yeiwéné Yeiwéné, le mouvement indépendantiste canaque semblait frappé d'initibition, comme pris de vertige devant le vide abyssin laissé par les deux dirigeaux assassinés.

Six mois après l'attenunt d'Ouvéa, alors que l'Union calédonieune est réunie depuis vendredi en congrès, il faudrait pintôt parler de défiquescence pour qualifier l'atmosphère régnant dans les rangs indépendent tistes. Car il ne s'agit plus sculement, cette fois, de la tradition chronique des frictions opposent I'UC à ces parte-naires du FLNKS, la première étant sacusée d'« hégémonie » par les seconée Beaucoup plus préoccupant, pour les héritiens de Jean-Marie Tibacu, est le fait que le flottement gagne aujourd'hui la base même de l'UC.

C'est l'énreuve du pouvoir qui place l'actuelle direction de l'UC dans la zone de turbulences. Propulsés à la tête d'institutions dotées de larges compétences - un tiers des fonctionnaires territorisme dépendent désor-mais des provinces indépendentistes du nord et des lles Loyauté, - les lieutenants de Jean-Marie Tribaou et de Yeiwene Yeiwene se sont trouvés happes par une logique un pet folle, de nature à étourdir les moins bien armés. Il y eut une manne financière d'une générosité inégalée. Les élus provinciaux se sont octroyés des traitements ménancle de 25 000 F 2 nuxt, présidée par M. Léopold Joré-28 000 F, auxquels s'ajoutent indian-

L'Union calédonisame (UC), prin- nités de déplacement, voitures et loge- en recourant à la technique des vases virus buresucratique fait son œuvre.

Les trois vice-présidents du congrès du territoire et les quatre membres du - comié consultatif » affiliés au FLNKS se retrouvent ainsi entourés d'une noria d'environ vingi-cinq attafours dont l'utilité est loin de s'imposer dans en contexte de décentralisation qui déponille, précisément, ces insances territoriales de l'essentiel de lenganciennes attributions.

Les dirigeants de l'UC ne sont pas les derniers à souffrir du malaise créé per une telle dérive bureaucratique certains parlent même de piège, conscients que leur base leur récla-mera, tôt ou tard, des comptes et qu'ils devienment la cible facile de rumeurs

Le désenchantement de la brousse

Le visiteur ani sillanne les tribus de brousse ne peut être que frappé par l'ampleur du désenchantement à l'égard des chefs qui, se plaint-on « ne viennent jamais sur le terrain consulviennen jurians sur », « passent leur ter les militants », « passent leur temps dans les bureaux de Noumé à négocier avec les investisseurs et l'administration » et « prennent des décisions en petits comités ».

C'est aits les Loyauté que la grogne est la plus vive, à la suite de la ination de groupes de fonctionnaires européens de Nouméa à la direction administrative de la pro-vince. Si ces fonctionnaires caldoches et métropolit rial, - retenus pour leurs « compé-tences administratives » par quelques dirigeants de l'UC des lles Loyanté, n'entretiennent pas nécess des liens intimes avec le RPCR, ils des « camarades de lutte » par les militants de base.

ments de fonction. Mal du pays, le communicants. C'est l'appereil tout virus bureaucratique fait son œuvre, entier de l'UC de la Grande-Terre qui cette fois, s'est engouffré comme un seul homme dans les institutions provinciales afin d'épanter les étus. Mais ce faisant, il a laissé derrière lui un parti inerte, devenu une coquille vide. Il a suffi dernièrement d'un rythme de travail imposé au pas de course par l'administration, pressée de ficeler au plus tôt les « contrats de développement • Etat-provinces - impati parisienne oblige, - pour que le fossé entre les tribus et la direction indéniste prenne des allures de

Tels sont les griefs ouvertement exprimés. Mais il y a aussi le non-dit, ces ameriumes inavouées qui n'appa-raitront jamais dans les résolutions du congrès, mais qui ont toute leur importance dans le travail de structuration du mouvement canaque. Il s'agit des clivages régionanx. Le duo Jean-Marie Tjibaou (Grande-Terre) - Yeiwae Yeiwae (Mes Loyaute) incarnait à merveille la cominaité géo graphique du monde indépendantiste Déjà en proie à une mauvaîte conscience diffuse - c'est à Lifou, à Maré et à Ouvéa qu'a genné, en début d'année, le « comité anti-néo-colonialiste», opposé à Jean-Marie Tjibaon, – la région des îles Loyauté ne s'est guère sentie rassurée lorsqu PUC s'est choisi, en mai dernier, une direction provisoire - la viceprésidence du parti est revenue à M. Léopold Jorédié et non à un Loyaltien, comme le suggère la répar-

tition tacite des rôles. Depuis, l'absence totale de coordination entre les états-majors provincianx du nord et des îles Loyanté n'a

La Grande-Terre elle-même n'est s exempte de ce réveil des particularismes régioneux. Cela est surtout perceptible dans l'extrême nord, région natale de Jean-Marie Tubaon où l'on a queiques difficultés à nouer le contact avec l'actuelle direction de PUC, issue principalement des com-

FRÉDÉRIC BOBIN

Après la grève des impôts

Le premier ministre veut redresser son image sociale

Les amis de M. Michel Rocard et les clubs Convaincre, qui regroupent des sympathisants rocardiens, organisent un colloque à Paris, samedi 4 et dimanche 5 novembre, sur le thème « Pour un changement social ». Organisé dans la perspective du congrès socialiste de mars 1990 à Rennes, ce colloque doit être clôturé dimanche par M. Michel Rocard.

Selon son entourage, le premier ministre procédera dimanche à un « cadrage » pédagogique de sa politi-que sociale, afin de « redresser un certain nombre de perceptions - à ce propos. M. Rocard devrait rappeler les différents voiets de sa politique sociale, notamment le pacte de croissance, afin de répondre à l'accusation de « déficit social ». Toujours selon son entourage, en réponse aux « surenchères quantitatives », le pre-mier ministre devrait réaffirmer qu'il se refuse à « brader l'avenir au profit

du présent ». Pour la première fois depuis qu'il est chef du gouvernement, M. Rocard court-il le risque d'une détérioration de son image dans l'opinion publique? Après une baisse momentanée, la popularité du premier ministre

des fonctionnaires des finances pourrait, à elle scule, causer plus de dégâts.

Matignen juge que les répercus-sions définitives de cette longue grève sur la popularité du premier ministre ne seront vraiment connues qu'après Noël Pourtant, de tous les points de vue, ce conflit apparaît négatif pour M. Rocard.

La cohésion ministérielle ? Les cafouillages ont été nombreux et publics. Le dialogue social ? C'est une impression de non-dialogue qui a largement dominé. Lorsque les grèves de l'an dernier s'étaient calmées, M. Rocard n'était pas sorti perdant de l'affaire. Il avait pu faire valoir que sa méthode - bien que contestée - avait abouti à la signature d'accords sala-riaux dans la quasi-totalité du secteur public. Aujourd'hui, la détermination des agents des finances met en partie en échec sa tactique.

Si le premier ministre a adopté une attitude tellement ferme dans ce conflit c'est, notamment, parce qu'il voulait liquider les séquelles de sa méthode du « cas par cas ».

M. Rocard veut imposer l'idée que, désormais, le gouvernement s'en tiendra à la voie de la « revalorisation sélective ». Or les grévistes, en arra-chant des concessions financières, ont

n'avait guère été catamée par la mul-tiplication des conflits sociaux de l'automne 1988. Cette année, la grève qu'une partie des primes des agents qu'une partie des primes des agents des finances soit intégrée dans le cal-cui de leurs retraites, le gouvernement a pris le risque d'enclencher une réac-tion en chaîne, qu'il voulait justement

Politiquement, le conflit s'est joué. en quelque sorte, à l'intérieur de la famille socialiste. Une partie du PS a pris le relais des syndicats et du PCF pour marteler une argumentation dénonçant la politique sociale du premier ministre. A force d'être répétés sur tous les tons et de divers côtés, ces arguments ont bien dû impressionne une partie de la base sociale et électorale du gouvernement. D'autant qu'ils s'ajoutaient aux critiques suscitées par l'attitude de réserve de M. Rocard lors de la grève des ouvriers de Peugeot.

Jusqu'à maintenant, M. Rocard avait tiré profit de l'association de son nom au - réalisme économique ». Après ce « mauvais conflit », ne risque-t-il pas de passer, à la longue, pour l'homme de la rigueur, pour une sorte de « M. Niet » social ?

Le premier ministre, qui se veut avant tout « réformateur » 2, selon son cabinet, « le sentiment d'en avoir fait plus que ce qu'on en dit », sans que ces actions lui aient valu une véritable

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

OBERT BRASILLACH. écrivain et journaliste, considéré comme l'un des meilleurs critiques de sa génération, polémiste de fusillé le 6 février 1945, après avoir été condamné à mort pour intelligence avec l'ennemi pendant la seconde guerre mondiale, alors que le territoire francais était occupé par les troupes de l'Allemagne hitlérienne. Il

avait trente-cinq ans. S'il n'avait pas été exécuté, s'il ne s'était pas présenté devant ses juges - ce qu'il a fait pour protéger les siens, s'il avait su « se faire oublier vait François Mauriac en 1967. peut-être aujourd'hui ses amis lui offriraient-ils une belle épée d'académicien ». C'est dire combien cette exécution fut, sur le moment et aujourd'hui encore, déplorée par beaucoup. notamment par certains de ceux qui ne partageaient pas les idées de Brasillach et les combattaient. A l'inverse d'autres, qui n'éprouvent aucune haine pour compte tenu de ses engagements et des circonstances historiques, la condamnation qu'il encourait. Même si la sanction n'a pas été égale pour tous ceux qui en étaient passibles, parfois plus que lui.

Deux (ivres reviennent sur le cas Brasillach, sujet qui fut, longtemps après, difficile à traiter dans la sérénité, tant les cicatrices étaient restées douloureuses. Depuis, les historiens ont fait un travail considérable nour la compréhension de cette époque et de ses acteurs, parmi lesquels se détache le curieux visage de Robert Brasillach : il revient donc, dans la vitrine des libraires, en couverture des deux livres qui lui sont consacrés. Comme le temps passe, est-on tenté de dire, par référence au titre d'un de ses romans les plus connus! Pierre Pellissier ne cherche pas à rouvrir le procès ou à relancer la controverse. Ce qui l'intéresse, c'est la fulgurance de ce destin tracique traversant une époque troublée. Dans une approche toute de mesure et de subtilité, il parvient à rendre compte de la trajectoire nette de « Brasillach... le maudit » dans l'opacité de son

Le titre de la biographie soufigne la plus forte contradiction du personnage, qui en connaisseit bien d'autres. Il avait tout pour échapper à la malédiction : esprit brillant, fécondité littéraire, curiosité dévorante, amour de la vie. Il paraissait voué à une longue carrière d'écrivain, comme d'autres qui, avant ou après lui, ont considéré que seule la jeunesse valait la peine d'être vécue. Au lieu de cela, il s'est enfermé dans la logique d'un engagement idéologique quì l'a perdu, où, comme le sugdans une succession de pièges qui le condamnaient à terme.

L'engagement dans le fascisme pourrait surprendre de la part d'un intellectuel qui s'est, à ce point, abreuvé aux sources de l'humanisme classique. Il n'est pas le seul dans ce cas, et l'extrême droite maurrassienne. par où il avait commencé, ne l'a pas retenu d'alter si loin. Au reste, on sait bien que la culture la plus riche ne protège pas des pulsions les plus profondes et qu'au contraire loin d'en être tempérées celles-ci se nourrissent souvent de celle-lè. Pierre ier note, tout en s'interdisant de chercher systématiquement les clefs de l'écrivain dans son œuvre, que, dans Présence de Virgile, Brasillach peignait aux couleurs de son temos le poète latin : « Pour sauver ce pays et cet ordre, il savait que la force était nécessaire. Mais il ne craignait pas d'en appeler à la force, il l'aimait comme il est naturel à son âge. Par regret d'être ka-même trop faible de corps, trop rêveur encore d'esprit pour agir, il aimait les toutes les lois lusqu'au moment où ils en donnent aux autres. »

Le cas Brasillach

Notre biographe retient que ce jeune homme, qui se croyait anarchiste, est choqué par le désordre et l'« absence de direction » qu'il trouve en arrivant à l'Ecole normale supérieure. Ses inclinations et ses amitiés (Maurice Bardèche, Thierry Maulnier) l'attirent vers l'Action française, Maurras, Bainville, Massis, avant qu'il ne s'engage personnellement dans un fascisme pur et dur pour, écrit Pierre Pellissier, « échapper à ses propres contradictions ». Le voici donc à la recherche d'un « antisémitisme de raison » (!), de la même façon qu'il tentera de définir après la défaite, derrière Philippe Pétain, « un collaborationnisme de raison ».

La raison, en vérité, on sa demande où elle pourrait trouver sa place dans la fureur qui le pousse à la polémique la plus ordurière, ou qui lui fait réclamer la mort pour les hommes politi-ques de la Troisième qu'il rend responsables de la défaite. Ses articles dans l'hebdomadaire Je suis partout, dont il a été le rédecteur en chef, en témoi-gnent. Pierre Pellissier montre bien comment le « romantique fasciste » est devenu, peu à peu, prisonnier de son rêve, celui d'une Europe fasciste, en communion avec une Aliemagne à laquelle il s'attache d'amour, au fur et à mesure que, précisément, le rêve s'écroule. Cependant, Brasillach reste conscient de ses responsabilités en songère Pierre Pellissier, il s'est pris | geant à tous ceux qui, pour l'avoir lu et cru, se sont engagés dans la Lécion des volontaires français aux côtés des troupes nazies. e Je veux être jugé, peut-être fusillé, mais ils ne pourront pas dire : le salaud s'en est tiré », dira-t-il avant de se constituer prisonnier, au lieu de continuer à se cacher ou de fuir, comme il en avait la possibilité et comme bien d'autres l'ont

e II s'était choisi un rôle, il s'y tiendra », écrit Pierre Pellissier Brasillach ne s'en est donc pas tiré, malgré les démarches faites en sa faveur par des écrivains presticioux, malgré l'intervention de François Mauriac auprès du général de Gaulle oui, finalecontroversées, refusa la grâce.

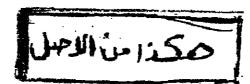
die ? C'est l'évidence. D'autres que lui furent bien plus coupables et ne furent pas point condamnés. Chacun le sait. Il reste que la mort restitue toute sa dignité à un combat. Au nom de quoi pourrait-il y avoir un privilège pour la protection de l'écrivain et un droit au peloton Griotteray, peu suspect de sympathie pour la gauche, en préfacant le travail d'un jeune historien. Pascal Louvrier, intitulé Brasillach, l'illusion fasciste.

Dans cet ouvrage, tiré d'une étude universitaire, l'auteur, ému par l'écrivain, intriqué par le polémiste engagé, cherche à comprendre l'opposition aussi deux facettes de la même personnalité. A cette fin il décrit, en s'abritant derrière le principe d'impersonnalité, qui n'exclut pas une attention empreinte de sympathie pour certains traits du personnage, le climat intellectuel des années 30, cette époque chamière qui produisit tant d'intellectuels non conformistes par réaction à l'ordre bourgeois. Il raconte comment Brasillach, e passéiste convaincu », nostalgique de la jeunesse avant de l'avoir tout à fait vécue, s'est plongé dans le siècle. Son anticonformisme à lui s'est incerné dans un « fascisme impressionniste » qui est devenu peu à peu systématique, jusqu'à la désillusion finale. Juscu'à l'absurde, puisoue cet écrivain, si chamellement attaché à sa patrie, a péri, exécuté comme traître, en criant : vive la

part de son mystère mais son histoire vaut d'être contée e connue pour rappeier que les mots sont des armes : que le talent, loin d'enrober d'innocence caux qui les manient, les rend plus responsables; que l'autorité intellectuelle ne saurait s'exercer en toute impunité,

▶ Brasilisch... le maudit, de Pierre Pellissier, Denoël, 454 p., 200 F.

▶ Brasillach, l'illusion fasciste. de Pascal Louvrier, Perrin, 278 p., 115 F.



Un langage commun pour la sécurité

« Que ne vous ai-je rencontré plus tôt ! », lançait, débonnaire, M. Philippe Séguin à un Bernard Décolors commité à un bernard Deleniace cramoisi de bonheur! La responsable de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) venait de se voir décerner un brevet de clairvoyance pour avoir souligné, au cours d'une intervention passionnée, les rapports qui lient exclusion et délinquance. « Il y a quinze aus, poursuivait le député et maire d'Epinal, même ceux qui n'avaient pas de formation parvenaient encore à trouver du travail, ce qui leur donnait un statut social en même temps qu'un salaire. » Et de conclure, avec le responsable syndical :
- Aujourd'hui, le nombre de ces

emplois se réduit comme peau de chagrin, excluant autant de gens. Or exclusion et insécurité sont des problèmes liés. Si l'on n'a pas de scrupules moraux face à l'exclusion, ayons au moins l'intelligence ou l'égoisme de lutter contre l'exclusion au nom de la sécu-

M. Séguin n'est certes pas le plus crispé des élus RPR, mais son discours, encore plus que se pré-sence au colloque de l'IHESI, n'en a pas moins valeur de symbole. En animant l'une des séances, M. Christian Blanc, président de la RATP, croquait ainsi la nouvelle mentalité, qui selon lui, s'était manifestée tont au long des débats : absence d'approche idéologique préalable, pragmatisme, concertation, humilité devant les faits, volonté de trouver des soiutions plutôt que d'en découdre avec l' adversaire ». • Très longtemps, constatait, in fine. M. Blanc, la sécurité, qui est pourtont au cœur de la démocratie et du civisme, n'a pas attiré les meilleurs esprits. » Regrets sans doute désormais ssés. Car, durant près de deux jours, les quelque trente orateurs qui ont pris la parole auront su, sans vaine polémique, prouver qu'il est possible d'avoir un langage commun. d'enrichir une réflexion et d'entrevoir des solutions.

« Les exclus de l'insertion >

Avec humour et précision. M. Jean Delumean, professeur an Collège de France, devait d'abord retracer la genèse d'un mot, la sécurité, qui, au quatorzième siè-cle, soulève la suspicion des clercs anxieux d'un concept qui apaise l'inquiétude mystique au risque d'endormir la foi. Six siècles plus tard, assure M. Eric Stemmelen, conseil en communication, le sentiment d'insécurité que mesurent les enquêtes spécialisées est important, mais en baisse régulière depuis 1984, année où il a atteint

L'étude des statistiques judiciaires et policières montre aussi, phénomène connu, que le senti-ment d'insécuriné n'est pas nourri que de connaissances objectives. La délinquance routière, qui, de toutes, est en France celle qui provoque le plus de perte humain est fort bien acceptée. Les vols de voitures, d'autoradios ou d'objets à la suite d'un cambriolage sont, en revanyhe, très mai supportés et suscitent un net sentiment d'insécu-

Pour M. François Dubet, sociologue, ce phénomène prend sa source dans un sentiment diffus où

Ouvert et clos par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, le premier colloque du nouvel Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) a réuni au centre de conférences de La Villette, à Paris, les 2 et 3 novembre, plus de mille cinq cents personnes, professionnels de la sécurité, mais aussi universitaires, travailleurs sociaux, juristes, urbanistes.

Durant deux jours, les participants ont discuté des défis et des enjeux de la sécurité intérieure. Ouvert aux fonctionnaires de sécurité (policiers, gendarmes, magistrats, etc.) comme aux auditeurs extérieurs (le Monde du 18 octobre), l'Institut aura pour mission d'analyser les menaces contre la sécurité intérieure, de cerner les objectifs à atteindre et de définir les moyens à mettre en œuvre pour s'opposer à l'insécurité (1).

l'incertitude domine : le jeune, délinquant d'occasion, est imprévisible ; le stéréotype du bandit, personnage bien identifié, a laissé la place à un être indéfinissable, échappé des quartiers reconnus comme « chauds » et au comportement aléatoire. « On ne se repère plus ., assure M. Dubet, qui met en garde contre toute politique visant, sous prétexte de faire la chasse à d'éventuels comportements déviants, à accentuer encore la déviance et la marginalité. Particulièrement vulnérables à ce processus sont ces « exclus de l'inser tion - que représentent les chômeurs sans qualification, les jeunes et les immigrés.

Dans un tel univers, les autres menaces objectives que sont la drogue, les incertitudes économiques, les fraudes informatiques aux équences aussi mystérieuses que discrètes, le terrorisme enfin, accroissent le sentiment d'insécurité et les comportements irrationnels. Aussi convient-il d'abord de restaurer les facteurs d'intégration et les régulations communautaires. Il s'agit là d'une politique conteuse qui mobilise des acteurs divers rité, telle est notre formule », note les victimes de l'insécurité finis- 46-37-20-49.

saient par aboutir, l'empêchant de répondre à nombre d'autres demandes. « Oue pouvous-nous faire, nous magistrats, contre l'insécurité? Peu sans d'autres », conclusit-il

Car l'un des principaux mérites de ce premier colloque de l'IHESI aura été de montrer qu'une politique suivie de sécurité est irréalisasans la participation coordonnée de nombreux acteurs sociatix on administratifs any actions diversifiées et complémentaires. « Chaque élément, chaque sousensemble a conçu ses normes sans souci d'ensemble avec les éléments voisins, note le président de la RATP. Tout se passe comme si la somme des politiques sectorielles équivalait à une politique globale, qui est saux. M. Jean-Marc Lamère, expert en sécurité des sys-tèmes informatiques, étendra le raisonnement à sa partie en constatant que « les sinistres informatiques ne sont jamais dus au manque de moyens de sécurité, mais à leur cohérence, elle-même liée à une mauvaise évaluation des

Cette nécessité de coordination ne peut être satisfaite que par l'Etat-chef d'orchestre, qui, selon M- Yvette Chassagne, présidente de la prévention routière, est le seul à pouvoir arbitrer entre des exinces contraires, à pouvoir coordonner des politiques sectorielles. Cette demande d'Etat, d'autant plus forte que les solidarités communautaires se relachent, sura été exprimée par tous les grateurs. Une évolution inverse à celle du mouvement constaté ces dernières années dans l'économie.

(1) IHESI, 15 rue de l'Hôtel-de-

La guerre est finie

M^{ca} Christine Lazerges, adjointe au maire de Montpellier, – dont les collectivités locales, l'Etat, mais

aussi les entreprises devront sur-

porter la charge. Ancien membre

du Conseil constitutionnel, le

doyen Vedel renchérira en assurant

qu'une justice et une police qui

veulent respecter les droits de

l'homme coutent plus cher qu'une

justice et une police qui n'en tien-

L'Etat-

chef d'orchestre

subi de profondes transformations

au cours des dernières années, jus-

que dans le choix des termes

qu'utilisent ses responsables pour décrire, aujourd'hui, son action.

· Le service public policier n'a pas le choix, assure M. François Rous-

sely, directeur général de la police

nationale. Service public qui ne

peut exister que s'il rend service, et

pour cela se modernise. . Encore

plus humble, M. Pierre Truche.

procureur général de Paris. a

constaté que la justice, engorgée

Acteur de première ligne sur la

nent pas compte.

par Georges Marion

E sourire goguenard de l'Histoire n'aura pas épargné le débat sur la sécurité qui, depuis près de quinze ans, suscite commentaires abondants et, parfois, aiones polémicues.

Voici qualques lustres, le besoin

de sécurité était une arme brandie par les uns pour justifier leurs réformes législatives et un pré-texte dénoncé par les autres comme un calcul liberticide. A cette époque, pour suivre M. Rocard vanu saluer les congressistes, on opposeit « vaint > la droite, ∢ parti de l'ordre », à la gauche, « parti de la justice ». Quinze ans plus tard, un colloque, dont l'importance tient autant au nombre des participants qu'à la qualité des contributions. témoigne que la guerre civile sur la sécurité est sans doute terminée. Non pas que les divergences aient disparu, loin s'en faut, Mais il apparaît que les protagonistes sont, désormais, décidés à fuir la démagogie et à discuter de la question avec sérieux, méthode et

Certes, plusieurs cénacles scientifiques dépendant de minis-tères ou d'instituts universitaires s'y consecraient déjà. Mais leurs traveux étalent, par la force des choses, confidentiels, dispersés, et de peu d'influence sur le monde politique qui, sans prudence, don-nait le la en la matière. La création de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) devrait marquer un tournant en développant, sinon une théorie complète et unique, du moins les principaux chapitres d'une doctrine pour l'action. Telle est, d'ailleurs, l'intention de M. Pierre Joxe qui a évoqué Léon Blum créant, en 1936. l'Institut des hautes études de défense nationale pour susciter « l'esprit de défense » et ouvrir la voie à un consensus en matière de sécurité extérieure.

La comparaison, pourtant, s'arrête là. L'institut pour la sécu-rité intérieure ne précède pas le consensus mais vient couronner un lent cheminement entamé depuis plusieurs années par des élus, des professionnels et des chercheurs. Il a fallu le poids des réalités et son accession aux affaires pour que la gauche accepte de parler de sécunté sans voir, dans ce seul mot, l'incarnation du diable. Et il a fallu l'échec des politiques étroitement quantitatives (plus de policiers, plus de places de prisons, mais, curieusement, pas beaucoup plus de magistrats) pour que la droite consente à se tourner vers d'autres solutions que la dénoncia-tion du laxisme de l'adversaire.

Sans doute, comme le rappelait opportunément M. Philipps Séguin, la décentralisation, qui a poussé les maires, de droite comme de gauche, en première ligne, y est-elle pour beaucoup. Il n'est pas certain que Gaston Def-ferre, concepteur de la décentralisation, ait envisagé que son œuvre aurait ces conséquences-là. Mais on peut concéder à sa mémoire qu'en améliorant le formation des policiers il a aussi favorisé, dans leurs rangs, une nouvelle approche des choses. De même faut-il donner acte à M. Gilbert Bonnemai-son, député socialiste de Seine-Saint-Denis, d'avoir su symboliser une dynamique alternative de la prévention en proposant des démarches neuves, aujourd'hui reconnues de tous. Et que dire de la décision de créer, en 1981, un dont l'importance ne fut pas tou-jours comprise à sa juste valeur, mais qui eut, au moins, le mérite d'indiquer un chemin ?

De tout cela, l'IHESI est un peu l'héritier. Pourtant, plus que la naissance d'une institution, il faut saluer, ici, la fin d'une bataille et le début d'un voyage à la rencontre des vrais problèmes. Et des

authentiques solutions. demandé aux entreprises de

formellement », dans un comun-

réduire de moitié leur consomma-tion de fuel. Selon l'Agence pour le contrôle de la pollution, le taux de dioxyde d'azote, qui avait atteint jeudi 631 mg/mètres cubes, est retombé à 356 mg/mètres cubes à la suite des mesures d'urgence. Le cote d'alerte est à 500 mg/mètres cubes. - (AP, Reuter.)

l'incendie de la veiture de M. Garetta. – L'association fran-çaise des hémophiles a condamné niqué, l'incendie criminel perpétré dans la nuit du 31 octobre au dans la nuit du 31 octobre au 1st novembre contre la voiture du docteur Michel Garetta, directeur du Centre national de transfinion sanguine. «Un acte de violence, déclare le président de l'association, M. Bruno Delangre, ne fera pas progresser le difficile débat sur le rôle des divers partenaires du système transfusionnel dans les contaminations d'hémophiles par le HIV. » Selon M. Delangre, cet acte «constitue une injustice dans acte - constitue une injustice dans un Etat de droit ».

TENNIS: Open de Paris-Bercy

L'honneur de McEnroe

La série victoriouse de Michael Chang dans la capitale française en 1989 a été interrompue à dix, vendredi 3 novembre, par l'ancien champion du monde John McEnroe. En demi-finale de l'Open de tennis de Paris-Bercy, l'Américain devait affronter, samedi 4 novembre, l'Allemand de l'Ouest Boris Becker, tandis œe l'Américain Aaron Krickstein devait en découdre avec le Suédois Stefan Edberg.

· Il y a dix ans, je n'aurais sûrement pas levé les bras comme je l'ai fait ce soir après avoir gugné le match. - John McEnroe était conscient de la vanité du geste qu'il a fait, vendredi soir 3 novembre, après avoir battu Michael Chang en quart de finale de l'Open de Paris-Bercy. Mais ce geste de triomphe, pour un match gagné sans être pour autant une victoire finale, était peut-être aussi révélateur qu'un lapsus pour un lacanien.

John McEnroe savait pertinemment que se qualifier pour les demi-finales de ce tournoi ne constituait pas un exploit, même si l'opposition était particulièrement relevée cette année sous les tubulutes du POPB et si la dotation était équivalente à celle d'un tournoi du grand chelem. Mais l'enjeu de son quart de finale contre la ieune coqueluche des derniers Internationaux de France n'était pas, dans son inconscient, une simple qualification pour les matches du weck-end. Cétait une affaire d'honneur, de celles que, jadis, les hommes réglaient à l'aube, pistolet au poing.

LI Jesse du mioche

McEnroe l'entendait du moiss comme cela. Car, bizarrement, il a pris comme un manque de respect personnel la victoire de Michael Chang à Roland-Garros en juin dernier. A-t-il été affusqué par le fameux service «à la cuillère» de son jeune compatriote face à Ivan Leudl? A-t-il été offensé par le succès d'un gamin tout juste âgé de dix-sept ans, là où il avait cruellement échoué en 1984, au faîte de sa gloire? « Big Mac » n'a jamais été très clair sur les raisons profondes de cette animosité à l'égard de son cadet : « C'est une question de respect. Les joueurs savent de quoi je veux parler», s'est-il tou-jours contenté de répondre, à quelque nuance près, quand il a été interrogé sur le sujet. L'explication est tellement fumeuse que Michael Chang a demandé : « John woudrait peut-être que j'aille lui cirer les pompes à doi nicile pour lui prouver mon respect ? »

En tout cas, vendredi soir, John McEnroe voulait manifestement avoir le jeune prodige à sa botte. Ilvoulait lui faire sentir, autant physiquement que psychologiques la détresse que peut procurer la défaite. Il cherchait à faire mal comme un boxeur aurait cherché le KO. Et ce fut une sorte de fessée qu'il administra au mioche : deux sets cinglants!

« La victoire de Chang à Roland-Garros a été la plus grande surprise dans le tennis depuis dix ou quinze ans. Il n'a aucune pression sur les épaules. Il

de Côte-d'Ivoire. - Le Français Alain Oreille (Renault 5 GT turbo) a remporté, jeudi 2 novem-ire, le Rallye de Côte-d'Ivoire avec 3 h 3 ma 56 s d'avance sour Patrick Tanziac (Mitsubishi Starion). Cette victoire hi assure la pre-mière place dans la Coupe du monde des pilotes du groupe N.

d'Europe. — Limoges s'est qualifié pour la poule finale de la Coupe d'Europe des clubs champions en battant les Suisses de Pully (127-102), jeudi 2 novembre. Les Limougeauds avaient: déjà gagné au match aller (115-95). Dans l'épreuve féminine, Mirande s'est également qualifié en battant Athènes (92-64) après s'être imposé en Grèce (58-56).

D PLONGÉE : record de monde. Le Cubain Francisco Ferrera a battu, jeudi 2 novembre, le record mondial de plongée en apaée en atteignant 112 mètres de profon-deur dans les eaux de Cayo Largo, au sud de Cuba. Le record apparte-mait, avec 107 mètres, à l'Islienne Morie Raldini con event aforem-Maria Baldini, qui avait récem-ment battu d'un mêtre le précédent record du Français Jacques Mayol. | joueurs.)

se bat beaucoup, il est régulier, il est rapide et il est jeune. Si je joue comme Leconte face à lui au densième tour - une balle dedans, dens balles dehors, - ce sera diffi-cile, Il fant que je joue bien. Dans ce cas je ne devrais pas perdre contre lui. - John McEnroe avait · annoucé la couleur », comme disent les joneurs de bridge, jeudi 2 novembre, après sa victoire jendi 2 novembre, après sa victoire sur Horst Skoff. Mais vendredi 3, il a fait mieux que remplir son contrat, il a joué comme aurait fait le - Big Mac - souverain à Wimbledon et à Flushing Meadow au début des années 80.

Tout était réuni comme naguère - comme avant le comp de fatigue, jamais vraiment « épongé », res-senti un soir de janvier 1986 au Madison Square Garden de New-York après une délaite au premier tour contre Brad Gilbert : ce puzzle éparpilié du génie, service, lée, vitesse, précision, enchaînoment, qui retrouvait sa cohérence irrésistible, implacable. John McEntoe voulait gagner ver soir, comme il n'avait sans doute pins: vonhe gagner depuis sa pro-mière et dernière victoire sur Bjorn Borg à Wimbledon : avec fareur !

Involontairement, il readait ainsi ommage à son adversaire. Car s'il jouait avec une telle rage sourde, avec une telle détermination, c'était bien qu'il le tenait désormais pour un rival à sa mesure après l'avoir battu deux fois en 1988. «Même lors des exhibitions que nous avons faites, McEn-roe m'a battu. Je ne sais pas comment il fait. Je voudrais gagner au moins une fots pour pouvoir le dire un jour à mes petits-enfants. John est un grand champion, il jouit d'un énorme prestige, devait convenir de son côté Michael Chang, qui avant de batailler sans vait assuré : « Cette année je ne suis plus effrayé par McEn-

e quai a donc peur désormais cet adolescent star qui émarge à la cin-quième place du classement mon-dial? «Il voyage avec sa mère, alors que moi se me déplace avec femme et enfants», remarquait John McEnroe, Dérision? Cet environnement familial, ce cocon donillet, le préservera peut-être des traumatismes inhérents à la vie de champion. A cet égard, il a pu mesurer, vendredi soir, l'ampleur des risques qu'il encourt.

Un champion : flou

Pendant quinze jours, fin mai-début juin, Michael Chang a été le chouchon de Paris. Roland-Garros s'était délecté de ses victoires sur les numéros un et trois mondiaux, Lendl et Edberg. Il était devenu un petit phénomène pour des raisons complexes, un peu ambiguës. En tout cas, adolescent choyé, chrétien fervent. Chinois américamé, outsider vainqueur, il fascinait, intri-guait. C'était le printemps. L'hiver est annoucé. Et Chang s'est intégré au paysage du tennis, comme une silhouette dans la brume : c'est un champion flou. Avant les Internationaux de France il n'avait qu'une victoire à faire valoir (San Franvictore a inte valor (San Francisco), depuis il n'a que des défaites à son passif : Mayotte (Wimbledon), Grabb (Stratton Mountain), Stoltenberg (Livings-ton), Gilbert (Cincinnati), Mayotte encore (Open des Etats-Unis), Krickstein (Los Angeles), Everden (San Francisco) l'ont mo-Everden (San Francisco) l'ont suc-cessivement battu.

- 4.

19-11-19

Bref, Chang s'est banalisé. Le prodige a perdu de sa magie. Quand il s'est retrouvé en face de McEnroe, Chang ne « faisait pas le poids » : la foule n'avait qu'un champion, n'applaudissait qu'un joueur, l'enfant terrible des courts, le gaucher teigneux, le trentenaire revanchard et buté. Et cette relation, quasiment amourense et extremement rare avoc le public, extrêmement rare avoc le public, Michael Chang, tont bondissant et Michael Chang, tont hondissant et rebondissant comme une pelote de caontchoue qu'il soit, a du chemin à faire pour l'entretenir.

ALAIN GIRAUDO

- RESULTATS DU VENDREDI 3 NOVEMBRE · · · · · · Quarts de finale

B. Becker (RFA, nº 2) b. W. Masur (Aus. nº 66) 6-7, 6-4, 7-6; J. McEnroe (E-U. nº 4) b. M. Chang (E-U. nº 5) 6-4, 6-3; A. Krickstein (E-U. nº 8) b. B. Gilbert (E-U, nº 7) 46, 6-3, 6-4; S. Edberg (Sud, nº 3) b. J. Hlasek (Sui, nº 14) 6-4, 6-3.

(Estre parenthèses la nationalité et le classement ATP des



Disparitice d'un regbyman de m. – Parti à la chasse mercredi après-midi 1ª novembre, Alain Parpagiola, vingt-six ans, seconde ligne dans l'équipe de rugby de l'US Montalbanaise, était toujours introuvable samedi 4 novembre. Les gendarmes n'ont retrouvé que la voiture du chasseur à 2 kilomètres de la métairie de ses parents, à Cintegabelle (Haute-Garonne), ainsi que son fusil sans cartouche, au bord de l'Ariège. Les recherches out continué vendredi jusqu'à la tombée de la nuit. Des plongeurs ont sondé les caux de l'Arrège et ont asséché un petit canal qui mène à une usine électrique, mais sans résultats.

 De jeunes avocats soutienment la grère du barreau de Nantes. --La Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA) a apporté, vendredi 3 novembre, un soutien total » à la grève de l'aide légale d'une durée illimitée commencée jeudi par les cent quarante-huit avocats du barreau de Nantes (*le Monde* du 4 novembre). Pour la FNUJA, l'inde

tion par l'Etat des aides judiciaires et commissions d'office apportées aux justiciables les plus défavorisés, - constitue un véritable « impôt déguisé » supporté par la profession d'avocat ». La Fédéra-tion estime « inadmissible » que l'Etat fasse supporter la charge financière d'une mission de service public à une profession libérale confrontée à une concurrence internationale accrue. Cette « carence » se traduit pour la FNUJA par une justice de première classe qui serait réservée aux plus favo-risés et une justice de deuxième classe pour les plus démunts ».

O Remise en liberté d'un surveil-lant de prison impliqué dans un trafic de drogue. — Incarcéré à la fin du mois d'août pour une affaire de trafic de drogue, Lucien Fer-rando, quarante-cinq ans, surveil-lant à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis et délégué régional du syndicat pénitentiaire FO (le Monde du 3 septembre), a été remis en liberté, jeudi 2 novembre, mais reste inculpé de fourniture de

interpellé en même temps que l'un de ses sils, Stéphane, vingt ans, de son épouse, Christiane, et de trois complices. Un madat d'arrêt avait, également été lancé contre le second fils du couple, Franck, alors en voyage aux Etats-Unis. Le surveillant et son épouse, remise ega-lement en liberté, auraient, selon l'enquête dirigée par M'e Danièle Rouillier, juge d'instruction au tribunal d'Evry, joué un rôle mineur dans cette affaire, en procurant notamment des « facilités ban-caires » à leur fils Stéphane, qui reste incarcéré. Franck, leur second fils, est toujours en fuite.

Deliation record à Athènes. Des centaines d'Athéniens ont été admis, vendredi 3 novembre, dans les bôpitaux de la capitale grecque pour des problèmes cardiaques ou respiratoires liés à la pollution de l'air. Celle-ci E, en effet, presque atteint son niveau record jeudi 2 novembre, et le gouvernement a - fait sans précédent - fermé les écoles jendi après-midi et vendredi, interdit le centre-ville aux voitures jusqu'à 15 heures vendredi et

Picasso et Braque face à face

Pendant sept ans, de 1907 à 1914, les deux peintres ont travaillé ensemble. Un dialogue passionnant, révélé par le Musée d'art moderne de New-York

Quatre cents cenvres, peintures, papiers collés, sculptures, dessins, à voir, à déchiffrer. William Rubin, le commissaire de l'exposition, n'a pas lésiné sur la quantité, pour mener à bien son projet de retracer l'épisode unique dans l'histoire de l'act délèbre mais ménumoine insuf. l'art, célèbre mais néanmoins insuf-fisamment étudié, au cours duquel, Picasso et Braque se sont rencontrès sur un même terrain de recherches, ont mis en commun réflexions, idées plastiques et trouvailes, se sont pompés, ont ensem-ble bouleversé de fond en comble-les données du langage artistique avec deux bonnes années d'avance aur toutes les avant-gardes artisti-ques du début du siècle (1).

ques du début du siècle (1).

Tont y est, tout ce qu'on pouvait espérer : les chais-d'œuvre et les œuvres-cleis depuis longtemps répertoriés, — les grandes suites de paysages et de natures mortes de Braque, les portraits de Picasso, les musiciens assis de l'un et de l'autre, Ma jolie et le Portugais, les papiers collés, la guitare en carton... et bien d'autres choses encore annarenument de moindre encore, apparenment de moindre importance, voire un peu ratées. Mais, en s'intercalant entre les mais, en s'intercalant entre les grands duos et les grands solos, elles permettent d'entrer dans le jeu d'échanges au jour le jour, de saisir comment, à quel rythme, les choses se sont passées des deux côtés, de déceler la spécificité des démarches au sein des recherches communes.

Bref, de recounaître deux indivi-dualités, deux tempéraments fon-damentalement différents, deux. damentalement différents, deux artistes de nature contraire, qui sont allés preadre chacun chez l'autre ce dont ils avaient le plus besoin pour avancer : Picasso, de la discipline, de la rigneur, de la clarté, une capacité à sérier les problèmes picturanx, à intellectualiser le travail ; Braque, de l'énergie, du culot, de la fantaisie, de l'humour. La dynamique est là, qui sou-tend le parcours de l'exposition, passionnante, amusante, difficile à suivre parfois. On peut même cra-

appelé la phase hermétique de cubisme analytique, les deux pein-tres en sont arrivés à un tel degré de connivence, qu'on a du mal à reconnaître l'auteur des tableaux : même chromatisme sombre, dans les camaleux de brun, même fragmentation des formes en plans ouverts, mêmes touches rangées, régulières, anonymes, qui répartis-sent les lumières, même difficulté à sent les inmières, même difficulté à reconnaître le notif désarticulé, fondu dans l'espace, même idée de variations systématiques. Même peinture? Parfois oui, parfois non. La confrontation permet de déceler d'infimes différences, des signes qui ne tiennent pas qu'à une paire de moustaches, ou à une que de de polon, des chessions, celle de le violon; des obsessions: celle de la figure humaine chez Picasso, qui cristallise la zone des visages, celle de l'espace chez Braque, qui vide le

Qui a brisé le miroir ?

D'où il ressort que si l'un des deux peintres tend vers l'abstraction, c'est Braque, l'homme des natures mories aux instruments de natures mortes aux instruments de musique, des partitions, des grands concerts de volutes et de lignes, le champion de la composition. Quand Picasso reste le champion du portrait. Voir la série des trois marchands: Uhde, Vollard et Kahnweiler, soit trois façons d'attraper la ressemblance physique et morale, dans le miroir brisé de la représentation. Un des clous de l'exposition.

Oui l'a brisé ce miroir ? Picasso

Qui l'a brisé, ce miroir ? Picasso ou Braque ? Le parcours chronolo-gique fondé sur une nouvelle data-tion plus serrée des œuvres, la présentation en regard de ce que faisaient l'un et l'autre au même moment, nous dit que c'est Braque. A travers ses suites de paysages de l'Estaque et de La Roche-Guyon, où il entreprend d'ouvrir les contours, de ménager des pessages entre les arbres et les maisons, de



Braque photographié par Picasso dans le studio du boulevard de Clichy en 1909.

à travers ses natures mortes splen-dides de l'automne-hiver 1909-1910, où les objets semblent glis-ser, pris dans un verre brisé par trop de vibrations. A ce moment-là Picasso n'est pas en mesure de le faire. On bien ça ne l'intéresse pas. Pas encore. Mais il y viendra après s'être débarrassé du poids des choses, en sculptant la tête de Fer-

nande, sa compagne d'alors. Et à l'été 1909, ses maisons d'Horta sont encore des volumes partiellement tributaires d'une perspective

Malgré les Demoiselles d'Avignon qui, deux ans plus tôt, s'en détachaient. Il avait laissé la quesprimitivismes. Et c'était Braque qui en avait profité. Leur histoire, leur dialogue a commencé là, devant le tableau, qui stupéfia Bra-que, comme tout ceux qui le décou-

Ce qui ne l'empêcha pas de réagir. Il entreprit en effet un grand nu au gros pieds (d'ailleurs plutôt raté), dont la paire de fesses et le dos présentés de trois quarts rac-cordés à une vue de profil, ainsi que le drapé, tenaient des Demoiselles et autres travaux en cours selles et autres travaux en cours vus dans leur entourage. Ainsi Braque, peintre débutant, inconnu, fauve sans conviction et se cherchant faisait-il un pas en direction de Picasso, jeune peintre précoce, connu, faisant tout pour devenir méconnaissable, et alors plus sauvage que les fauves. A preuve ses nus couleur de bois, balafrés, revoucants face auxquels résumés, provocants, face auxquels les peintures contemporaines de Braque font pâle figure. Mais ce dernier allait se rattraper. Et jouer tout au long de ces années le rôle du maître de recherches, tandis tre du jeu. Qui s'en donnera à cœur jose à partir de 1912, après tant d'austérité, avec les papiers collés, une fois la couleur retrouvée, et les choses de la vie réinsérées dans la

Alors, on ne pourra plus l'arrê-ter. Il enverra promener la disci-pline, les règles qu'ils s'était impo-sées, les considérations formelles dans lesquelles il s'était plu, mais aussi déplu. Il aimera Éva, il le dira. Il retrouvera le parfum de la chair, il en rajoutera. Sa Femme dans un fauteuil, avec ses bouts de seins pointus comme des ongles et sa petite chemise festonnée, le montre assez. Il donnera dans les plumetis, les papiers à fleurettes, et ses papiers collés deviendront assemblages de tout et n'importe quoi qui lui tombe sous la main. Le nez de son singe deviendra celui de l'étudiant à faluche, qui deviendra celui de l'étudiant à faluche, qui deviendra celui de l'étudiant à faluche, qui deviendra l'étudiant à faluche, qui deviendra l'étudiant à faluche, qui deviendra l'étudiant à faluche qui deviendra l'étudiant deviendra l'étudiant à faluche qui deviendra l'étudiant deviendra l'étudiant deviendra l'étudiant deviendra l'étudiant deviendra l'étudiant de l'étudiant deviendra l'étudiant de l'étudi

Et Braque toujours, à l'écoute de la même longueur d'ondes sera débordé, qui a pourtant inventé les lettres au pochoir, le faux boix, les papiers collés, et même les sculptures en carton; qui a presque inventé depuis le début des - cau-series picturales - (expression de Picasso). Débordé peut-être, mais faisant entre planches et crayon des choses admirablement équilibrées, d'une parfaite tenue, classiques. Dans l'ouverture commune chacun s'est trouvé.

Et à chaque visiteur de trouver ce qu'ils ont trouvé, à travers peut parcourir de bien des façons. Car c'est une exposition qui montre, mais ne démontre pas, fait parler les œuvres où, chose rare de nos jours, le commissaire n'affiche pas son point de vue, mais amène à reconsidérer nombre de points de vue en vigueur. En particulier celui que, dans l'aventure cubiste, Braque n'aurait fait qu'emboîter le pas de Picasso. Parce que Picasso est un génie universel et Braque seulement un très bon peintre français?

En 1907, les deux artistes n'avaient que vingt-quatre ans. Les jeux n'étaient pas faits. Loin de là. Et il y a gros à parier que sans Bra-que, sans « la cordée de montagne - (cette fois l'expression est de Braque), la peinture de Picasso n'aurait pas trouvé la liberté avec

GENEVIÈVE BREERETTE ➤ « Picasso and Braque Pionee-ring Cubism », Musée d'art moderne de New-York. Jusqu'au 16 janvier 1990.

(1) A l'origine projet commun du Musée d'art moderne de New-York et de notre Musée national, l'exposition Picasso and Braque Pionering Cubism, a été déprogrammée à l'arrivée de Jean-Hubert Martin à la tête du MNAM, en accord avec Pontus Hul-ten et Jean Mahen, alors président du Centre. On pourra se consoler de cette fâcheuse décision en allant voir la version écourtée de Bâle.

MUSIQUES

1.1257.5

grant de la constant
1960 E.

- FE - 1-1

Lorin Maazel entre Berlin, Pittsburgh et Paris

Faut-il être riche pour pouvoir faire preuve d'indépendance professionnelle ? Lorin Maazel prouve que oui

an centre des rumenrs et des curiosités. Actualité parisienne : il leur al rappelé comment Karajan répète au Châtelet, avec l'Orches-tre national, un Fidelio qui affiche déjà complet (première le 10 novembre) et qui devrait faire date, dans la mise en scène de Giorgio Strehler. Les musiciens du National marquent pour l'occasion une trêve dans le conflit qui les oppose à la direction de Radio-France (ils avaient fait grève le 12 octobre dernier), tout à la joie de retrouver ce chef qu'ils contimeent à considérer comme leur mentor, même s'îl leur a annoncé avant l'été, qu'il renonçait à être leur directeur national.

Actualité américaine : en renouvelant fin octobre, jusqu'en 1996, son contrat avec l'orchestre de Pittsburgh, Manzel s'est juré de faire de cette formation, classée jusqu'alors en série B mais avec laquelle il vient d'achever une tournée triomphale, l'une des premières dans la compétition mondiale. Cela, contre des avantages non négligeables : les mécènes de la capitale de l'informatique américaine survient accepté de lui verser 1 million de dollars pour douze concerts annuels.

Actualité internationale, enfin : on a beancoup parlé de Maazel comme rempiacant de Karajan à la Philharmonie de Berlin avant d'apprendre (le Monde du 10 octobre) que l'orchestre-star d'Allema-gne fédérale avait cin à sa tête le directour de l'Opéra de Vierne, Claudio Abbado. On apprenait peu de temps après que le candidat éconduit avait décidé d'annuler, jusqu'en 1993, tous ses concerts et tous ses projets discographiques avec la Philharmonie de Berlin, suit quarante séances d'enregistrement, pas moins. Mais au fait, Maazel était-il bien candidat à la succession de Karajan?

déciaré entre deux répétitions de dans les cinq années qui vienneus Fidelio. Je connais cet orchestre ils perdront la première place.

nous avons commencé à parler, je s'y était pris d'emblée : Purtwân-gier voulait annuler une tournée aux Etats-Unis, Karajan a tout laissé tomber pour faire cette tour-née à sa place, par ambition c'est vrai, mais aussi parce qu'il croyait à la mission sacrée de cette formation. J'y crois aussi. Et si j'avais pris la direction de la Philharmonie de Berlin, c'ourait été pour trevallier. Mais j'avais déjà décidé de prolonger mon contrat avec Pitts-burgh. »

Du temps pour les causes **homenitaires**

« Abbado, après un vote confus, a été le candidat du compromis. C'est un chef de premier ordre. C'est mol qui l'ai fait venir à Vienne quand j'ai été amené à quitter l'Opéra à la suite d'un conflit avec les responsables de la culture. Mais il n'est pas de la génération de Karajan, et 40 % des musiciens de l'orchestre ne le sont pas non plus : ils doivent se rappeler que Nikisch, Furtwängler et créer une tradition, que cette tradi-tion doit impérativement être sauvegardés et que, pour cele, il faut travailler. Déjà qu'Abbado est bloqué par ses engagements avec Vienne i il ne fallati pas que l'orchestre soit lui aussi bloqué par des concerts et des disques avec d'autres chefs. Je leur ai donc foit don de ce temps et de ces comfait don de ce temps et de ces eure-gistrements, pas tant par généro-sité; en fait, je me suis senti le fils de cet orchestre quand j'at fait avec lui mes premiers disques en 1955 : maintenant que tous ces jeunes ont été engagés, je me sens un peu comme leur père. Il faut qu'ils sachent que ce ne sera pas « Je ne l'étais pas, nous a-t-il facile, que s'ils ne travaillent pas déclaré entre deux répétitions de dans les cinq années qui viennent

The state of the s

ports avec leur nouveau chef se seront consolidés, je réviserai peutêtre ma décision. » Pour le National, au fond,

c'est pareil : cet orchestre a été formé en fonction d'une mission, il possède une tradition, cette mission et cette tradition doivent être sauvegardées comme un bien précieux pour le prestige français. Des questions de salaires, de concurrence avec le Philharmonique s'en sont mêlées bien malen contreusement : le moral des musiciens en a été bouleversé, C'est vrai que Marek Janowski a fait des merveilles avec le Philharmonique. Mais n'en profitons pas pour Si la tradition créée par Ingel-brecht et Münch, si le travail effec-tué par Pierre Vozlinsky, Roland rien, quel gâchis, quelle tristesse l

» Quand j'ai renonce à m'occuper du National, j'ai écrit à l'orchestre que c'était une question de mode de vie, que je voulais avoir du temps désormais pour me consacrer aux causes humanitaires. C'était vrai : j'ai participé à dix concerts . Aid . en deux ans, ce n'est pas si mal avec un calen drier aussi chargé que le mien. Je dirige le 30 juin à Munich la 8 Symphonie de Mahler au profit de l'UNICEF – nous espérons recuellir de quoi vacciner cinq cent mille enfants. Puis je dirige-rai le 8 mai à Pittsburgh au profit des victimes de guerre une cantate de vingt minutes que je vais enfin trouver le temps de composer. Un « Classic Aid III » est enfin prévu le 29 juin 1991 à Genève. Il faut gagner assez d'argent pour pouvoir trouver le temps de se dévouer, j'en gagne beaucoup, je ne prétends pas le contraire. Mais à quelle indépendance professionnelle peut-on prétendre sans indépendance maté-

Propos recuellis par

La diva et les synthétiseurs

Liza Minelli, star de la comédie musicale, enregistre avec les Pet Shop Boys, stars du disco

nière chose qu'elle ait apprise, après la danse et la comédie. Même si elle tient à faire remarquer que Lorna Luft, sa demisœur, est la vraie héritière de la voix de Judie Garland, leur mère. Liza Minelli enregistre de temps en temps un disque. Entre un film à Hollywood, une comédie musicale sur Broadway. Et c'est ainsi gu'elle

a rencontré les Pet Shop Boys. Les Pet Shop Boys sont deux jeunes gens britanniques, Neil Tennant et Chris Lowe, abonnés fidèles au hit-parade, grands rem-plisseurs de pistes de danse à travers le monde occidental. Mais comme de nombreux critiques. Liza Minelli avait remarque que « Par-dessus la rythmique à dan-ser, il y a des mélodies obsédames, et une façon plutôt rigolote de par-ler des choses . En fait les Pet Shop Boys cultivent un cynisme de bon aloi. Ce sont de vrais dandies du samedi soir. Liza Minelli, élevée à la comédie musicale a fait le rap-

« Antiphonies » de Pierre Boulez reportée

 « L'œuvre Antiphonies pour pieno et ensemble de chambre, de Pierre Boulez, est reportée dans une programmation ultérieure du Festival d'Automne » annonçent l'IRCAM, du mois d'octobre. Rappelons que c'est la seconde couvre de Pierre Boulez, après la version ultime d'Explosante Fixe, qui quitte l'affiche du festival. Le programme du 18 décembre, à 20 h 30, au Théâtre du Châtelet, sera donc composé comme suit : Juilliard Seranade, de Bruno Madema et Canticum novissimi Testamenti II, de Luciano Bario. par l'EIC, le London Voice et le Quatuor de saxophone Rascher et les Douze notations et la Deuxième sonate pour pieno, de Pierre ANNE REY | Boulez, par Maurizio Poliini.

Cette année, Liza Minelli est prochement avec les Irving Berlin, hantense. Même si c'est la der-Hart, et les Pet Shop Boys ont boucié la boucle : la première chanson qu'ils lui ont proposée est signée Stephen Sondheim, l'auteur de South Pacific, dernier grand du musical américain en activité.

> Le mariage entre l'ex-princesse héritière de Hollywood et les petits Anglais s'est fait tout seul. Entre deux séauces d'enregistrement. Liza Minelli terminait sa tournée mondiale avec Frank Sinatra et Sammy Davis Jr. Un grand écart de générations, la preuve que la distance entre la musique avec laquelle elle a grandi et celle qu'elle éconte aujourd'hui à la radio n'est pas infranchissable.

En studio, Liza Minelli s'est

retrouvée face à des batteries de synthétiseurs, de boîtes à rythmes et sans musiciens, à part les Pet Shop Boys: «L'ambiance n'avait rien d'industriel, elle était plus intime, en fait. Il s'est instauré entre le groupe et moi le même genre de relations qu'avec le metteur en scène sur une comédie musicale. - Les Pet Shop Boys ont composé pour elles des chansons qu'ils lui ont demandé de chanter comme une actrice, pas comme une chanteuse de rock » et, outre la reprise de Sondheim, ils lui ont fait enregistrer une version hallucinante du Twist in my Sobriety, de Tanita Tikaram.

Le tube du printemps dernier, ballade adolescente un peu triston-nette devient un enfer plastifié, les aspirations confuses de la toenager d'Oxford se transforment en céléque Liza Minelli est allée soigner chez Betty Ford il n'y a pas long-temps, le tout sur un déchaînement de synthétiseurs discoides. « C'est la version psychotique », dit-elle en

L'année prochaine, Liza Minelli sera actrice, elle a deux films en projet dont un avec Claude

THOMAS SOTINEL Results, album, CD, cassette

CINÉMA

« Allemagne, mère blafarde »

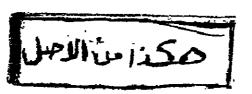
1980, ce n'est pas si loin. An Festival de Berlin, au Festival des films de femmes de Scraux, Alle-magne, mère blafarde connaissait un grand succès, prélude à sa car-rière en salles. En France, Helma Sanders-Brahms (alors Sanders tout court) n'était encore connue que pour son premier film, Sous les pavés la plage (1975). Heinrich, son portrait cinématographique d'Heinrich von Kleist (1977), n'a tonjours pas été distribu

Allemagne, mère blafarde, qu'on n'a pu oublier et qu'on ne peut pas se dispenser de revoir, est l'histoire d'une Allemande, Lené (Eva Mattes), élevée dans une petite ville protestante. En 1938, elle épouse Hans (Ernst Jacob), indifférent, comme elle, à l'ordre nazi. En 1939, Hans part pour la guerre en Pologne, où il va se comporter comme tous les soldats. En 1940, Lené met au monde une nour survivre à toutes les horreurs. La guerre finie, Hans revient, prêt à tout oublier. Lené ne veut pas oublier, elle veut comprendre pourquoi les Allemands semblent être tonjours les mêmes, alors qu'elle se

Née, elle-même, en 1940, Helma Sanders-Brahms a relié dans ce film douloureux, extrêmement sub-jectif - là est sa force - l'Allemague nazie et l'Allemagne du e miracle économique », l'histoire de ses parents, et un poème que Brecht dédia à son pays, en 1933, avant de s'exiler. Elle a remonté et traversé le temps, crié son conflit avec la génération du nazisme dans une mise en scène en plansséquences précis et terribles. Elle est descendue aux enfers pour dire que l'Allemagne fut une mère cri-minelle.

JACOUES SICI ER

Centre interrégional d'enseignement audiorissel. – En ciôture des Journées cinéma de Nîmes, M. Jacques Blanc, président de la région Languedoc-Roussillon, a annoncé la signature d'une conven-tion en vue de créer, en collaboration avec l'Etat et en concertation avec cinq régions du Grand Sud un centre inter régional d'enseigne ment audiovisuel. Par ailleurs, en collaboration avec le CNC, un centre d'accueil pour les scénaristes sers aménagé.



SAMEDI 4 NOVEMBRE

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI Les Aventures du prince Achmed (1923), de Lotte Reiniger, 15 h ; Enamorada (1947), d'Emillo Fernandez, 17 h ; Hôtel du Nord (1935), de Marcel Carré, 16 h (1936), de Marcel Carré, 1936, de Marcel Carré, 1936

19 h : Le jour se lève (1939), de Marcel DIMANCHE Sciuscia (1946, v.o. s.t.f.), de Vittorio de Sica, 15 h; la Escondida (1956, v.o. s.t.f.), de Roberto Cavaldon, 17 h; le Jardin des Finzi Contini (1971, v.o. s.t.f.), de Vittorio de Sica, 19 h ; les Visi-

teurs du soir (1942), de Mercel Carné, 21 h, SALLE GARANCE. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29) SAMEDI

Hommage à Anatole Dauman : The Big Easy (1987, v.o. s.t.f.), de Jim McBride, 14 h 30 : Vive la baleine (1972), de Mario Ruspoli et Chris Mar-ker, Tokyo-Ga (1985, v.o. s.t.f.), de Wim Wenders, 17 h 30; Down by Law (1986, v.o. s.t.f.), de Jim Jarmusch,

DIMANCHE

Hommage à Anatole Dauman : l'ile de Pâques (1935), d'Henri Storck, les Die-mants de la nuit (1964, v.o. s.t.f.), de Jan Nemec, 14 h 30 : Andrei Tarkovski : le demier film (1988, v.o. s.t.f.), de Michal Leszczylowski, 17 h 30 ; l'Inven-tion de la photographie (1964), d'André Martin et Michal Boschet, Mouchette (1967), de Robert Bresson, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

(40-26-34-30) SAMEDI

Le Paris des écrivains du XX^e siècle : ctualités anciennes : Actualités Gau-

mont, 12 h 30 ; Drieu La Rochelle : le Feu follet (1983) de Louis Malle, 14 h 30 ; L'amour est un roman : L'amour c'est du papier (1973) de Michel Leeb, le Rose et le Blanc (1979) Michel Leeb, le Rose et le Blanc (1979) de Robert Pansard-Besson, 16 h 30; Marguerite Duras: les Mains négatives (1979) de Marguerite Duras, le Navire Night (1978) de Marguerite Duras, 18 h 30; Robert Sabatier: Bandeannonce: Un gosse de la butte (1963) de Maurice Delbez, Boulevard (1960) de Julien Duvivier, 20 h 30. DIMANCHE

Le Paris des écrivains du XXº siècle : Francis Carco: Paris en technicolor (1946) de Jean-Claude Bernard, Paris-Béguin (1931) d'Augusto Genina, 14 h 30; Louise de Vilmorin: les Gens de lettres (1960) d'Henri Champetier et Léonce Peillerd, les Aments (1958) de Louis Maile, 16 h 30 ; Marguerite Durss : Medeleine Renaud : Sevanah Bey (1984) de Jean-Marie Carzou, Des jour-Marquerite Duras, 18 h 30 ; Ernst Junger : le Guerre d'un seul ho

d'Edgardo Cozarinsky, 20 h 30. LES EXCLUSIVITÉS

ABYSS (A., v.o.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); UGC Denton, 6= (42-25-10-30) ; UGC Normandia, 8º (45-63-16-16) ; Pathé Montparnassa, 14º (43-

20-12-06); v.f.: Rex, 2° (42-36-83-93); UGC Montparnesse, 6° (45-74-94-94); UGC Ermitage, 8° (46-63-16-16); Paramount Opéra, 9º (47-53-10-10; Farantom Opad; 9 (47-42-56-31); Farantom Opad; 14° (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18° (45-24-6-01); Le Gambetta, 20° (48-36-

10-96). ALICE (Tchécoslovaquie-Suissa-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.): Forum Orient Express, 1° (42-33-42-26); Pathé Hautefauille, 6° (48-33-79-38); Elysées Lincoln, 8º (43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20).

10 NOV AU 3 DEC 89

SEIGNEMENTS: 42 40

LE ZENITH - M' PORTE DE PANTIN MATINEE DIMANCHE 16 B - RELACHE 1848!

LOCATIONS: SURPLACEET FNAC - AGENCES - BILLETEL - 1 VIRGIN-MEGASTORE - 36-15 CODE LIBE

RESERVATIONS:42 40

AREL (Fin., v.o.): Utopis Champollion, 5- (43-26-84-65).

L'ARME FATALE 2 (A., v.o.): UGC Normandie, 8- (45-63-18-16). ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR ASTERIX ET LE COUP DU MERHIR (Ft.-Al.): Gaumont Les Halles ; (40-26-12-12): Gaumont Opérs, 2- (47-42-80-33); Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); George V, 8- (45-62-41-46); UGC Lyon Restile, 12- (43-43-01-59); Fauvetta, 13- (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Les Montpercos, 14- (43-27-82-37); Gaumont Commen-14* (43-27-52-37); Garmont Convention, 15* (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18* (45-22-45-01); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96).

AUSTRALIA (Fr.-Bel.): UGC Rotonde, 8º (45-74-94-94); UGC Normandia, 8º 45-63-16-16). BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Le Triomphe

LES BAISERS DE SECOURS (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 8º (43-26-80-25). BAPTÈME (Fr.): Lucerneire, 6º (45-44-57-34): Gournont Ambassade, 8º (43-59-19-08).

BATMAN (A., v.o.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-25); George V, 8* (45-62-41-46); v.f.: Rex, 2* (42-36-83-93); George V, 8* (45-62-41-46); Pathé Français, 9* (47-70-33-88); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Les Montrepres, 14* (43-27-52-37); Grand Montparnos, 14º (43-27-52-37); Grand Pavois, 15º (45-54-46-85); Images, 18º

(45-22-47-94). BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol. v.o.): Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-12-12; Gaumont Opera, 2-(47-42-80-33); Saint-André-des-Arts I, 6-(43-26-48-18); Gaumont Ambassade, 8-(43-59-19-08); Gaumont Parnassa, 14-(43-35-30-40).

LES FILMS **NOUVEAUX**

COMÉDIE D'AMOUR. Film français de Jean-Pierra Rawson : Ciné Basubourg, 3º (42-71-62-36) ; Pathé Hautafeuille, 6º (46-33-Pathé Hautafeuille, 6º (46-33-79-38); UGC Rotonde, 6º (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43); UGC Siarritz, 8* (45-62-20-40); UGC Opéra, 9-(45-74-95-40); UGC Lyon Bas-tille, 12- (43-43-01-58); UGC Gabelins, 13- (43-36-23-44); Mis-tral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15° (45-74-93-40). LE CUISINER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT. (*) Film

FEMME &T SON AMANT. (*) Firmfranco-britannique de Peter Graena-way, vo.: Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-80-33); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-33); La Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont Champs-Eysées, 8* (43-53-04-87); La Bastille, 11* (43-07-48-60); Gaumont Pernesse, 14* (43-35-30-40); Gaumont Alésis, 14* (43-27-84-50); 14 Juillet Basugrenelle, 15* (45-75-79-78); Beaugrenelle, 15' (45-75-79-79); v.f.: Bretagne, 6' (42-22-57-97); Gaumont Convention, 15' (48-28-

HEAVEN. Film américain de Diane Keston, v.o.: Action Ecoles, 5- (43-25-72-07).

HIVER 64. Film français de Denis Amer: Forum Horizon, 1º (45-08-57-57); Rex. 2º (42-36-83-93); Germont Ambassada, 3º (43-59-19-08); George V, 3º (45-62-44-48); Peramount Opéra, 3º (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59); Fauvetta, 13º (43-31-56-86): Gaumont Perna 14" (43-35-30-40) : Gaumont AM an, 14 (43-27-84-50); Lan More-parnos, 14 (43-27-52-37); Gau-

mont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20° (46-36-10-96). PLUE NOIRE. Firm japonais de Shôhei Imamura, v.o.: Ciné Beau-bourg. 3* (42-71-52-38): UGC bourg, 3° (42-71-92-38); USC Montpermasse, 8° (48-74-94-94); UGC Odéon, 8° (42-25-10-30); UGC Champe-Byedes, 8° (45-62-20-40); UGC Opéra, 9° (46-74-95-40); 14 Juilet Bastille, 11° (43-57-90-81); Mistral, 14° (46-79-85-49)

39-52-43). LES BRUMES DE L'AUBE (Par., v.c.) : Latine, 4º (42-78-47-86). BURNING SECRET (Brit., v.o.): Cinoches. 6" (46-33-10-82).

Pavois, 15º (45-54-46-85); v.f.: Pathé Morripansesse, 14º (43-20-12-06). CAMBLE CLAUDEL (Fr.): Elysées Lin-CHIEN DE FLIC (A., v.f.): La Nouvelle Maxéville, 9- (47-70-72-86).

CALME BLANC (A., v.o.): Grand

CINEMA PARADISO (5r.-it., v.o.):
Gsumont Les Hailes, 1° (40-26-12-12);
14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83);
George , 8° (45-62-41-46); Pathé
Marigner-Concorde, 8° (43-68-82-82); Marignan-Concorde, 8" (43-69-82-82); 14 Juillet Bestille, 11" (43-57-90-81); Escuriel, 13" (47-07-28-04); Gaumont Escurial, 13° (47-07-28-04); Gaurnont Alésia, 14° (43-20-32-20); 14 Juliet Beaugrenella, 15° (45-75-79-79); UGC Maillot, 17° (47-48-08-08); v.f.: Pathé Français, 9° (47-70-33-88); Les Nation, 12° (43-43-04-67); Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06); Gaurnont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18° (45-22-48-07).

COMEDIE D'ÉTÉ (Fr.) : Sept Pernessiens, 14º (43-20-32-20). DERMIÈRE SORTIE POUR BROOKLYN (*) (Al., v.o.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Parthé Impérial, 2* (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); Pathé Marigan-Concorde, 8* (43-59-52-82); UGC Bisnitz, 8* (45-62-20-40); Sept Permanisms, 14* (43-20-32-20); v.f.: Ret., 2* (42-36-83-93); UGC Montpermane, 6* (45-74-94-94); Paramount Opére, 9* (47-42-58-31); Las Nation, 12* (43-43-04-67); Fauvetta, 13* (43-31-56-86); Mistral, 14* (48-39-52-43); UGC MÈRE SORTIE POUR BROOKLYN

Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Cichy, 18° (45-22-46-01).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE... LA SURTE (A. v.o.); La Triomphe, 8° (45-62-45-76); Sept Parmaseians, 14° (43-0-32-20); v.f.: Pathé Impérial, 2° (47-42-72-52); UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.): Cino-

ches, 6º (46-33-10-82); Grand Pevols, 15º (45-54-46-85). ERIK LE VIKING (Brit., v.o.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); UGC Odéon, 6= (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6= (45-74-94-94); Pathé Marignen-Concorde, 8 (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-

12-06). ESCLAVES DE NEW YORK (A., v.o.): Cinoches, 6º (46-33-10-82). LE FESTEN DE BABETTE (Dan., v.o.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65). LA FILE DE QUINZE ANS (Fr.): Epée de Boie, 5º (43-37-57-47); Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08); Gau-mont Parnasse, 14º (43-35-30-40). LE GRAND BLEU (Fr., v.o.): UGC Ermi-

tage, 8' (45-63-16-16); v.f.; Les Mont-parros, 14' (43-27-52-37). GREAT BALLS OF FIRE (A., Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26): 14 Juillet Odéon, 8* (43-25-59-83); George V, 8* (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82); La Bastille, 11* (43-07-48-82); La Bastille 48-80); Sept Parnassiens, 14º (43-20-32-20); v.f.: Pathé Français, 9º (47-70-33-88); UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44); Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06); knages, 18* (45-22-

HAUTE SÉCURITÉ (*) (A., v.f.): La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86). HISTOIRES D'AMÉRIQUE (Fr.-Bel., v.o.): 14 Juillet Parnassa, 6 (43-26-

I WANT TO GO HOME (Fr., v.o.): 14 Juillet Odéan, 6° (43-25-59-83). INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2-(47-42-60-33); Rex (Le Grand Rex), 2* (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36) ; Pathé Hautafeuille, 6* (46-33-79-38); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30): UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8*(43-59-19-08); Gaurge V, 8*(45-62-41-46); UGC Normandia, 8*(45-63-16-16); Max Linder Panorama, 9*(48-24-88-88); La Bastille, 11* 15- (43-06-60); 14 Juliet Beaugnerelle. 15- (45-75-79-79); Kinopenorama, 16-(43-06-50-60); UGC Meitice, 17- (47-48-06-06); v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2-48-06-06); v.T.: Rez (i.e Grand Rest), 2-(42-38-38); Bretagne, 6- (42-22-57-97); UGC Mompamasse, 6- (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); Paramount Opéra, 8-(47-42-56-31); Liss Nation, 12- (43-43-04-87); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Geumont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18° (45-22-48-01); Le Gembetta, 20º (46-36-10-96).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6" (46-33-10-82). ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46). J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr., v.c.)

La Géode, 19º (46-42-13-13). JÉRUS DE MONTRÉAL (Con.) : Lucernaire, 6º (45-44-57-34). JUSQU'AU BOUT DU RÉVE (A., v.a.) : George V, 8" (45-62-41-48) ; Studio 28, 18- (48-06-36-07). KATIA FT VOLODIA (Fr.-Sou.) : Ven-

dôme Opéra, 2º (47-42-97-52). LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.): Les Trois Balzac, 8° (45-61-10-60); Républic Cinémes, 11° (48-65-1-33); Bienvende Montparrasse, 15° (46-44-25-02); Saint-Lambert, 15° (45-32-81-68).

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Lucernaire, 6º (45-44-57-34); Grand Pavois, 15º (45-54-46-85). MAN NO RUN (Fr., v.f.) : La No Maxieutile, 9º (47-70-72-86); L'Entre-pôt, 14º (45-43-41-83).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.): Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5° (43-26-19-09). MOUNA (Fr.): Saint-André-des-Arts 1 6 (43-26-48-18).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Parthé impérial, 2= (47-42-72-52); Racine Odéon, 6= (43-26-19-68); Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60). NOCTURINE INDIEN (Fr., v.o.); Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36); UGC Biarricz, 8* (45-62-20-40); v.f.: UGC Moruparnasse, 8* (45-74-94-94).

OLD GRINGO (A., v.f.): Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). PERMIS DE TUER (Brit., v.o.): UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40); v.f.: Para-mount Opéra, 9º (47-42-56-31); Mira-mar, 14º (43-20-89-52). LE PETIT DIABLE (it., v.o.) : Panthéon, 5° (43-54-15-04).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVELLES (A., v.f.): Club Gau-mont (Publicis Matignon), 9° (43-59-31-97); La Nouvelle Mandville, 9° (47-70-72-86); Grand Pavois, 15° (45-54-48-85); Saint-Lambert, 15° (45-31-91-98); Saint-Lambert, 15° (45-

LA PETITE VÉRA (Sov., v.c.) : Epés de Bols, 5- (43-37-57-47) ; Le Triomphe, 8-(45-62-45-76). 145-62-45-76).

PUNISHER (*) (A.-Austr., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); George V, 8- (45-62-41-46); v.f.: Rez, 2- (42-36-83-93); UGC Montparnesse, 6- (45-74-94-94); UGC Opén, 9- (45-74-95-40); Fauvette Bis, 13- (43-31-60-74); Images, 18- (45-22-47-94); Le Gambetts, 20- (46-36-10-96).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-BIT 7 (A. v.f.): La Nouvelle Maxéville, 9º (47-70-72-86); Républic Cinémas, 11º (48-05-61-33); Denfert, 14º (43-21-41-01); Grand Pavois, 15º (45-54-

THÉATRE

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de religies sont indique entre perenthèses.

ON VA FAIRE LA COCOTE. This Tourtour (48-87-82-48) tre du Tourtour (4 (dim., lun.) 19 h (1"). HERODIAS. Théâtre de l'Ombre qui roule (43-26-29-61) (km.) 20 h 45

MOTS POUR RIFLE OU LA COMÉ-DE DU LANGAGE Cartoscherie. Atelier du Chaudron (43-28-97-04) (den soir, lun., mer.) 20 h 30 ; dim. 16 h (2).

CREMARIAC. Movie's (42-74-14-22) (cim., lon.) 19 h 30 (2). LA FAUSSE SUIVANTE. Varves. Théâtre Le Varves (46-45-46-47). Vandraci, samedi à 20 h 30 (2). THERMOOR-TERMINUS. Lucar-naire Forum. Centre national d'arz et d'essai (45-44-57-34). Théitre rouge (dim.). Vendredi, samedi, lundi, marci à 20 h (2).

MOBY DICK. Caté de la danse (43-57-05-35) (dim.) 20 h (3). QUAND LA BULLE S'ÉCLATE. Cinq Diaments (45-80-51-31) (dim. soir, km.), Vendredi, samedi, merdi à 20 h 30 ; dim. 17 h 30 (3). SCOTTO, LE LYCÉEN. Théitire Grévin (42-85-30-31) (dim. soir, km.) 20 h 30 ; dim., 18 h 30 (3). LES FAUSSES CONFIDENCES. Créteil, Maison des Arts (49-80-18-88). Grande selle. Vendredi, semeci, marcii à 20 h 30 ; dim.

15 h 30 (3). POURQUOI N'AS-TU RIEN DIT, DESDEMONE? Théêtre 14-Jean-Marie Serreau (dim. soir, lun.) 20 h 45 ; dim. 17 h (4). CHEMEN D'UNE AME. Atalante (48-08-11-90) (dim. soir, mar.) 20 h 30 ; dim. 17 h (6).

LA MISSION, SUIVI DE « AU PER-ROQUET VERT ». Théêtre de la Ville (42-74-22-77). 20 h 45 (6). JEFF. Arlequin (45-89-43-22) 20 h 30 (7).

KIKI L'INDIENL Sertrouville, Thélitre (39-14-23-77) 21 h (7). LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ. Seint-Maur-des-Foesés. Rond-Point Liberti (48-89-99-10) 21 h (7). l'Aquarium (43-74-99-61) 20 h 30

CAFÉ-MOKA. Cinq Diaments (45-80-51-31) 22 h (7). CASBAR ET CAROLINE. Théire de l'Est parisien (43-84-80-80) 20 h 30 (7). CHARLOTTE ET ROBESPIERRE.

La Vieille Grille (47-07-22-11) 20 h 30 (7). TER MONL Grande Halle de La VIIlette. Espace Nord (42-49-77-22)

21 h (7). ZNGARO, Aubervillers. Théitre équestre Zingaro (48-78-75-00) (mer., dim.) 20 h 30 (7). ET PENDANT CE TEMPS LES JAPONAIS TRAVAILLENT. zet-TLP (42-85-30-31) 20 h 30

NOUVEAU SHOW D'ANDRÉ LAMY. Casino de Paris (49-95-99-99) 20 h 30 (7).

ANTOINE - SEMONE-BERRIAU (42-08-77-71)- La Ritournelle : 17 h 30 et 21 h, ARTISTIC-ATHEVAINS (48-06-36-02). Flagrant Délit de mensongs 17 h et 21 h, dim. 17 h. ATELIER (46-06-49-24). L'Avara : 21 h, dim. 15 h 30. ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Selle C. Bérard. Eberhardt ies-belle : 20 h 30. Selle Louis Jouvet. Titus Andronicus : 20 h 30. BERRY (43-70-37-02). L'Ours, suivi de les Méfaits du tabac : 21 h, dim.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Serafina Festival d'automne à Parie 1989 : 15 h et 20 h, dim. 15 h. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Fusilé sous tous les régimes : 16 h 30 et 18 h 30. L'illusionniste : 18 h et 20 h 45, dini. 15 h 30. CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-36).

CAFÉ DE LA GARE (42-78-62-51). Profession imitateur... et en plus : 20 h. L'Héroïque Semaine de Camille Bour-

rees: 21 h 30. CARTOUCHERSE ATELIER DU CHAU-DRORT (43-28-97-04). Moss pour rire ou la Comédie du langage : 20 h 30, dim.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA YEMPÉTE (43-28-36-36), Saile E. Karemazov : 21 h, den. 16 h 30. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-

44-45). Les Versets satisiques : 21 h. dim. 15 b 30. CENTRE WALLONG-BRUXELLES (42-

7:1-26-16), Collecton: 20 h 30. CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). 17 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI TAIRE (45-89-38-69). Grande sille. Britannicus : 20 h 30. La Galoria. L'Ami des lois : 20 h 30. Le Jugement dernier des mis : 20 h 30. La Resserve. Chatterton, dernière muit de travail : 20 h 30. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 19 h et 21 h, dir

See The Contract of

الله الله

- in .

A Property

· · · 3 FH3

A. Character

资金额(率)

The second live

n ber 🕳 👟

S. J. Ch. Showing to

3 April 9.

TO THE REAL PROPERTY.

- Fage

-

3 /400

· i wa

B 27

1 ...

موجي جي

111

62 C

340 H

. .

9 74 11

-

- 94712

15 h COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21), Les Melleurs Arris : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelleu. Amour pour amour : 20 h 30. Diss. Le Misanthrope : 14 h. DAUNOU (42-61-69-14). Tu m'es sauvé la vie : 21 h, dim. 15 h 30. DÉJAZET-T.L.P. (42-85-30-31). Faut de la fuite dans les idées : 20 h 30. DEUX ANES (48-06-10-26), Les Tonton's farceurs: 21 h, dan. 15 h 30. DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Jouvet-Oidence-le Paradoxa : 20 ft 30, dim. 16 h.

EDGAR (48-20-85-11). Les Ba Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h. EDOUARD VE SACHA GLETRY (47-42-59-92). Point de feu sans funde : 16 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h. ESPACE PIERRE CARDEN (42-66-26-75). La Machine infermite : 20 h 30, dim. 15 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salie L Le Marabout : 20 h 30, dieu 16 h

FONDATION DEUTSCH DE LA MEUR-THE (48-87-12-46). Performan 20 h 45. FORTAINE (48-74-74-40). Tempo : 15 h 30 et 20 h 45, dim, 15 h 30. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-

16-18). Faut pas tuer steman 1: 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. GALERIE 58-THE ENGLISH THEATRE OF PARS (43-26-63-51). The Jungle Book : 15 h. True West : 20 h 30. GRAND THEATRE DEDGAR (43-20-90-09). Histoirs of an ins :. 18 h et 20 h 15. Appenophous nous : 22 h. GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61). Maure d'une guerre : 19 h. Po-sition de travell : 20 h 30. Une ferance seule : 22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ex-ferans de ma vie : 17 h et HUCHETTE (43-26-38-99), La Canta-trica chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. L'Impromptu du Palais-Royal : 21 h 30.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). La Bourichon: 21 h. L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Les Fourbeiles de Scapin : 20 h 30, mer., dim. 15 h. LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Mai, bach : 21 h. dim. 15 h.

LA VIEILE GRILLE (47-07-22-11). Les Fils du vent : 20 h 30. LE BOURVE, (43-73-47-84), Music-Hall Folies: 20 h 30, dim. (demilire) 15 h 30, LE FUNAMBULE THEATRE-RESTAURANT (42-23-88-83). Fou le mere de Madame : 22 h. dim. 15 h. mere de Madame : 22 h. dim. 15 h.
LUCCHNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Théitere noir. Le Petr Price : 18 h 45.
Le Bêton de la maréchele : 20 h. Mélodie
de Varsovie : 21 h 30. Théitre rouge.
Simone Weil 1908-1943 : 18 h 30.
Thermidor-Terminus : 20 h. Dislogues
d'axilée : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). Port-Royal: 18 h at 21 h, dim: 15 h 30. MARAIS (42-78-03-53). L'AVERS : 20 h 45. MARIGNY (42-56-04-41): Stamminis : 16 h st 21 h, dim. (dernière) 15 h et

PARIS EN VISITES

LUNDI 6 NOVEMBRE

« Le Merais nord, hôtels, jardins inté-rieurs ». 10 heures, métro Saint-Paul, sortie (E. Bourdins). « Le păier des Nautse et la statue de l'empereur Julien », 12 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Clury). « Les quirze plus vielles maisons Paris », 14 h 45, parvis de l'Hôsel Ville, devent la poste (M. Banesset). « Pyramide, crypte et aménagement de Grand Louvre », 14 h 30, métro Lou-vre (P.-Y. Jasiet). « Mystérieuse Egypte au Louvre. Vie quotidienne et symbolique des pha-raons », 14 h 30, métro Louvre (I. Haul-ler).

« Le paradis, l'enfer et la acuir nédiévale », 14 h 30, entrée du M des monuments français, palais de Chail-iot, place du Trocadéro (L'Art et la menière).

« Tombes célèbres du Père-Lacheise », 14 h 30, porte principele, boulevard de Ménilmontant (V. de Lan-

« Hôtels et jardins du Marels, pisce des Vospes», 14 h 30, métro Saint-Paul, sonie (Résurrection du passé), «L'Opéra Gamier», 14 h 30, heli u strues (M. Pohyer),
« La Détense, une ville du vingt et unième siècle », 14 h 30, RER, sortie B (D. Reunot),
« Pyramide. Louvre médiével, etc. », 15 heures, parvis, statue squestre de Louis XIV (M. Heger). d'entrés (M. Pohyer).

c.Le quartier des Gobeline et la Biè-vre », 15 heures, desent le manufacture des Gobelins, 42, evenue des Gobelins (Approche de l'ert). « Le Palaie de justice en activité », 6 heurs, mémo Cité, sorte Marché aux surs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

Monuments historiques « Histoire de le franc maçonnerie au Musée du Grand-Orlant », 15 beures, 16, rue Cadet. «L'hôtel de Soubles», 15 heures, 60, rue des France-Bourgeois.

CONFÉRENCES

LUNDI 6 NOVEMBRE Verrières le Busson, salle des fêtes, 14 h 15 : « Nous sommes tous des mutents », per J. Cohen (Les fondie de Verrières).

Vertileras).
Association: Seints Agnès, 23, non Oudinot, 14 h 30 : « L'esuvre ultime des paintres : Mondriss, Kandinsky, Klas, l'abstraction » (ARCUS). CNMH, 82, rue Seint-Antoine, 18 heures : « Histoiru et actuellés de l'usege du patrimoine », avec J.-P. Sebe-lon et M. Parent (Les lundie du patri-moine).

6. place d'láne, 20 h 30 : « La lecon le danse », de Kalanidhi Narayanan Association française des amis de



<u>.</u>

The same of the sa

The state of the s

Agency of the same
大型

A STATE OF THE STA

The second secon

The same of the sa

Section 1

The second secon

A STATE OF THE STA

THE COLUMN TOWN THE PROPERTY OF THE PARTY OF

See the second of the second o

The second secon

Section 12 Control 12th

Notes

E STATE OF THE STA

Marie Control of the
The state of the s

Edit Texts

AND GIRLSON

Marie Commence of the Commence

京**供收益**、60%、0年度。

· Park · Land

(2) 名は海海(14) かまり、まり、これ (17) (20) (20) (20) (20) (20)

主義程序では、1000年度

The state of the s

Page 1888 Marie Carlo Ca

議員 - 野川東で展まった。大学時

10 1

46

and the second

The second secon

Street water

े के उसे अ

difference in

1 Feb. 9

J. 518 ...

LA SEES IN A SEC.

d Charles in the

114 ja ---

e Sale

Marie de la como de

A SERVICE TO AN A SERVICE AND
، مبطقور

Andrews 1 · · ·

A STATE OF THE STA

Janes.

The state of the s

g respectively.

COME CONNESS

ماللىنە ئېي چې

727

42

40 m

- 10 C يو ر ټواد

- - - ·

THE PARTY OF THE

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre suppliment du neueril daté dinanche-handi. Signification des symboles : > Signification de Monde radio-télévision > D Film à éviter a On peut voir mu Ne pas manquer mus Chef-d'œuvre ou classi-

Samedi 4 novembre

The state of the s	TF1
	20.46 Variétés : On en rif
ande ande	encore. 22.16 Magazine : Ushuela. 23.20 Magazine : Formule sport.
Off many	A2
	20.35 Variétés : Chemps-
Allen Area	22.35 Série : Clémence Aletti. 23.30 Journal:
	23.30 Journal
1	23.45 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche.

23.45 Magazine: Lunettes noires pour nuit blanche. FR 3 20.35 Samdynamite. 20.35 Samoynamice. 21.55 Journal. 22.20 Magazine : Le diven. 22.40 Magazine : Musicalea 23.40 Magazine : Sports 3.

CANALPLUS 20.30 Téléffim : L'apocalypse est pour tout de suité. 22.00 Cinq ans délà ! 22.50 Fissir d'informations. 23.00 Cinéma :

Bagdad cefé. S 3 LA 5 20.40 Téléfilm : Les souvenirs. 22.20 Série : Le voyageur. 22.50 Magazine : Samedi foot. 22.50 Magazine : 23.00 Téléfilm :

0.00 Journal de minuit.

M 6 20.30 Téléfilm : Le force de l'amour. 22.10 Téléfilm : Addems Family C'est la fête.

23.25 Six minutes d'informations. 23.30 Macazina : Club B. -0.30 Feuilleton: Spiendeurs et misères des courti-

LA SEPT

20.30 Danse : Souvenir de Leningrad. Ballet de Maurice Bélant. 22.00 Documentaire : El Cabrero. De Martine Voyeux.

22.30 Documentaire : Histoire paralièle. 23.15 Jazz soundles collection 23.25 Documentaire : Travaller à domicile. 23.30 Documentaire : Nujiang, la vallée pardue.

De Yue Lu. 1.00 Documentaire: L'autre oôté, documents interdits. De Jean-Teddy Abdl.

Dimanche 5 novembre

20.40 Cinéma : Péril en la
demeura. II II II. 22.20 Magazina : Ciné dimanche.
22.30 Cinéma :
A2
20 96 Sário - Las ciem deceitras
22.05 Opéra : Jessye Norman
chante Carmen. 23.05 Journal.
23.27 Solumnte secondes. 23.30 Histoires courtes.
FR 3
20.35 Documentaire : Optique.
21,30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal et Météo.
22.30 Cinéma : Autour d'une
enquéta. II II 0.20 Musiques, musique.

7F1

CANAL PLUS 20.35 Cinéma : Silverado. ■ E 22.45 Cinéma : Assassins voleurs. # # # 0.05 Mon zénith à moi. 0.55 Cinéma: La femme sux bes noirs.

2.15 Série : Murphy l'art et la manière d'un privé très spécial.

LA 5 20.30 Divertissement: Drôles d'histoires. 20.40 Cinéma : Remo sans arms et dangereux. 🗅

22.35 Magazine : Ciné Cinq. 22.46 Cinéma : L'esclave

des sens. 🗆

M 6 20.30 Cinéma : Apocalypes dent l'océan rouge. Il 22.15 Magazine : Sport 6. 22.26 Capital. 22.30 Cinéma : La bande à Bonnot. s. 23.56 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT 16.30 Documentaire: Claude Berri rencontre Léo Castelli, merchand d'art (3). De Claude Berri.

day.
De John Jeremy.
19.15 Danes : La chembre.
D'après Marguette Duris, chorignette de Joille Bouvier et Régis Chadis.

De Benoît Delépine et Metthias Sunderson. ntaire : loi va la 20.00 Docume 20.30 Cinéma : Les saints inno-

certs, if ill
Film de Mario Camus (1984).
Avec Alfredo Landa, Francisco
Rabel, Terele Pavez. 22.15 Court métrage. 22.30 Documentaire: Claude Berri rencontre Léo Castell, merchand d'art (1),

De Claude Berri. 23.30 Feuilleton : Sainte Thérèse d'Avila (1º épisode). De Josephine Molina. 0.30 Série : It's our world (1). 1.00 Magazine : Imagine.

CARNET DU MONDE

sacien membro - Mª Mohamed El Hadi Djemame, nës Thobois

et ses enfants, Les familles Djemame, Moussaoui, Thobois, Kisserli, Ahmed-Yahia, Bourdrez, Bousset, out la douleur de faire part du décès de

Molamed El Hadi DJEMAME, pharmacien à Djidjelli, survenu à Boulogne-sur-Mer, le

2 novembre 1989.

L'inhumation aura lieu le 8 novem-bre, à Djidjelli. 10, avenue du 1« Novembre, Djidjelli (Algérie).

On nous prie d'annoncer le décès

M. Clende JEAN. survenu le 30 octobre 1989, à l'âge de

La cérémonie religieuse sera célé-brée mardi 7 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, où l'on se rén-

De la part de M≃ Micheline Jean-Kebiri,

son épouse, M. Pascal Jean,
M. et M= Max Delplanque
et leurs enfants,
M. et M= Gilles Patnt,
M. et M= Pascal Patnt et leur fille, ses enfants et petits-enfants,

M. et M= Bernard Jean, ses parents, M. et Ma Michel Landy et leurs enfants, sea acur, beau-frère et neveux, M= Georgette Kebiri, sa bello-mère.

- Les Editions Robert Laffont,

M. Chinde JEAN,

Des dons seront recueillis pour la Cet avis tient lieu de faire-part.

- M= Jack Lequertier, son épouse. M. et Man Hervé Lequertier

leurs enfants, M. et M= Gilles Martineauet leurs enfau M. et Ma Jack-Alexandre Leguertier et leurs enfants,

ses cultute et petits-cufants, M. et Mes Franck Lequertier et, leurs enfa l leurs enfants, M. et M= Charles Rey-Spiteri

et leurs cafants, M= Victoire Thedrel,

Les familles Thedrel, Noblet, andet, Prandini, Gentil, Vion-Dhari, Solel, Cagnet, Motral,

Et ses fidèles amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jack LEQUERTIER, ingénieur agricole, officier de la Légion d'homeur. dans l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

dans Pordre du Mérite agricole, membre du Conseil national

de l'ordre de la Légion d'homseur

du Conseil économique et social, directeur général honoraire de l'UNCAC,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le

Un hommage civil sera rendu le mardi 7 novembre, à 11 houres, au Silo de l'UNCAC, à La Grande-Paroisse, près de Montereau (Seine-et-Marne).

L'inhumetion auta lieu dens la plus gricte intimité. 77. rue de l'Assumption,

- M. Michel Sordel,

M. Bruno Catton.

Le Conseil national Les principaux collaborateurs,
Et le personnel de l'Union nationale
des coopératives agricoles de céréales
(UNCAC) et de ses filiales,

ont le regret de faire part du décès de leur directeur général honoraire,

M. Jack LEQUERTIER, ingénieur agricole, officier de la Légion d'honneur

commandeur dans l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, dens l'ordre du Mérite agricole,

membre du Cooseil national de l'ordre de la Légion d'honneur, ancien membre da Conseil économique et social,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le

Un hommage civil sera readu le taardi 7 novembre, à 11 heures, au Silo de l'UNCAC, à La Grande-Paroisse, près de Montereau (Scine-et-Marne).

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

UNCAC, 83. avenue de la Grando-Armée. 75782 Paris Codex 16. M= Jack Lequertier, 77, rue de l'Assomption, 75016 Paris.

 Le bureau et le comité central de la CNMCCA (Confédération natio-nale de la matualité, de la coopération et du crédit agricoles), ont le regret de faire part de décès de

M. Jack LEQUERTIER. membre da bureta.

sarvena le 2 novembre 1989.

Ses obsèques auront lieu le mardi 7 novembre, à 11 heures, à La Grande-Paroisse, près de Montereau (Scine-et-Marne).

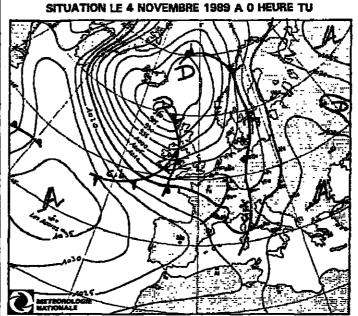
Rendez-vous au Silo UNCAC de La Grando-Paroisse-Montereau.

Anniversaires - Il y a vingt ans dispersissait

Pierre SCHWAB. Son souvenir reste vivant dans nos

CARNET DU MONDE Renseignements: 42-47-95-03

MÉTÉOROLOGIE



volution probable du temps en France entre le samedi 4 novembre 1889 à 0 heure et le dimanche bre à 24 houres

La journée de dimanche va rester frajche et humide. Orages, averses et vent fort vont être la lot de chacun. Dimenche : fraicheur, vent fort et

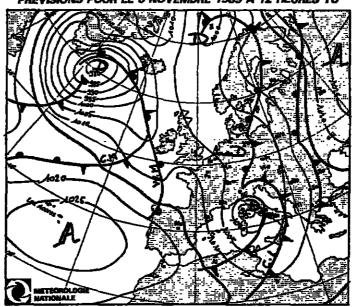
prerses. Il pieuvra encore en matinée sur les Alpes, le Côte d'Asur et la Corse. Il nei-gera sur les Alpes vers 1 000-1500 mètres. Des éclaircies perceront sur ces régions dans l'après-mid. Sur les autres régions, il ne taudre pas trop se fier aux éclaircies du début de journée. Bles pourront être localement très belles mais ne dureront pas. Très vita les averses se généralisatont à l'ensemble des régions. La Bratagne, la Besse-Normandie et les Pays de Loire saront

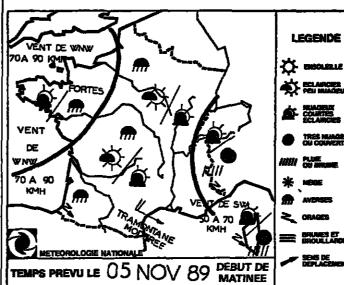
averses dès le début de matinée : orêle orage et fortes rafales de vent. fortes averses concerneront en cours de formes averses concerneront en cours de journée toute la moitié ouest, puis gegre-nant la moitié est en soirée et en cours de nuit suivante. Jusque-là, les régions les plus à l'est seront un peu moins expo-sées sus: averses. Il neigera sur tous les massifs aux alentours de 800-

Les vents souffieront fort près des Les vents southeront fort près des côtes aussi bien en Manche que près de l'Atlantique avoc des rafales passant souvent 100 km/h. Dens l'intérieur, le vent sera soutenu, voire fort sous averses, autour de 70 km/h.

Les températures secont assez homo gènes, très freibhes en totates régions. Il fara de 5 à 8 degrés su petit jour, locale-ment 3 ou 4 degrés sur le Maseif Central. L'après-midi, on relèvera sous abri de 9 à 14 degrés du Nord à la Méditerra

PRÉVISIONS POUR LE 6 NOVEMBRE 1989 A 12 HEURES TU





A EMOUEEUE PELANCES PEU HAMOPAT A COUNTRY TRES MUNCEU HIII OU BRUSE **₩** NEGE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valeurs extrêmes relevées entre le 4-11-1989 le 3-11-1989 à 6 houres TU et le 4-11-1989 à 6 houres TU LOS ANGELES ... 29 L2 D LUXEMBOURG .. 10 6 B TOURS FRANCE TOULOUSE 11 7 D POINTEAPTIRE 31 23 D ASACCIO 23 14 MADRID...... 14 -1 MARRAKECH..., 23 14 ÉTRANGER MEXECO 23 MILAN 14 9 B 1608COU NEW-YORK NORTH 22

HARRITZ 12 BORDEAUX..... 13 ALGER 26 14
AMSTERDAM 13 8
ATERNS 23 12
BANKKOK 34 27
BANKKOK 22 6
BEGGRADE 20 9
BERLIN 11 8
BRIGGELISS 11 6
LE CARRE 27 18 BOURGES 11 12857 13 CAEN . DUDON LE CAIRE 27 18 COPENHAGUE ... 10 6 ROME 21 SINGAPOUR 30 NANCY 11 NANCES 14 PARIS-MONTS... II HONGKONG 26 23 PAU PERPIGNAN ISTANBEL 20 12
ISTANBEL 26 16
LISBORNE 17 10 TUNES..... Varsovie. LONDRES STRASBOURG ... 12 8 P VIENNE A В C D P * 0 T ciel Otavert ciel nuger averse. brume orage

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Peut s'étendre sur un canapé. Effets de torse. - Il. Son homme, c'est n'importe qui. Pour une femme, c'est ce qu'il y a de plus nourrissant. Quand elle est noire, est plus fumeuse que fumante. -

III. Gardent Ia. queue. Qu'on trouvera à l'intérieur. -IV. Peut abriter un neur. Un anceure. - V. Un indice de sensibilité, Fournit des pommes. On sait y faire la fête. – VI. Régna il y a longtemps. Fait VII. Peuvent être montrées en riant. - Vill. Abréviation qui peut remplacer tout un code. Cuir et velturs. - IX. Des travailleurs.

dont on attendide.

beaux gestes. Diffi-

cile à supporter. -

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

X. Faislone des relations. Un vieux XII. Des sommes. Une victime de sel. - XI. Dangereusement entou- la chaleur. Un honneur pour le

rées. Que l'on a fait sauter. - bridgeur. - XIII. Article. Témoin 10. Marquent le début des

PROBLÈME Nº 5124

on y connaît la chanson. -XIV. Morcesu de musique. Pas branché. Se dore au soleil. En Asie. - XV. Qu'il est impossible d'encaisser. Moment où peut apparaître le démon.

VERTICALEMENT

 Des femmes qui peuvent nous fournir le gite. Paraît plus grand quand il est plat. — 2. Divinité. Dont it ne faut pas faire un plat. - 3. Appendice pour un crustacé. Sont privées de courant. -4. Pas facile. Pas écletant. Un agrément d'autrefois. - 5. Crie comme une bête. Ne ruminent plus. Ville ancienne. - 6. Caractère de « chien ». Se lança dans les retranchements. – 7. Réfléchi. Peut évoquer un triomphe. Une bonne réplique. - 8. Peut être assimilé à un restaurant de quartier. On le jette dans l'eeu pour le faire crever. Cri d'une épouse surprise. - 9. Un animal très mou. Cloisons mobiles. En Russie. Endroit où l'on envoie paître. -

oculaire. Quand elle est de garde, grandes grippes. Matière pour un on y conneît la chanson. — pont. — 11. Qui donnent de la peine. - 12. Un danger quand on est en grève. Devenue incapable de réfléchir. Gendre de prophète. - 13. Œuvre de vers. Sourire d'enfant. Peut être assimilé à un homme de paille. - 14. Légion en Espagne. Bon ou mauvais, c'est selon. - 15. Coule en Franca. Un vague sujet. Crient sur les plages.

> Solution du problème nº 5123 Horizontalement 1, Cheveux. - II. Lacets. Va. -III. Obus. Ides. - IV. UI. Sinus. -V. Tétine. Ta. - VI. Iules. Oil. -VII. Ere. Achat. - VIII. Menu. lo. - IX. Ecrémer. - X. Anes. Ures. - XI. Han ! Alèse,

> Verticalement 1. Cloutier. Ah I - 2. Hâbieur. ENA. - 3. Ecu. Tiemcen. -4. Vessie. Ers. - 5. Et. Insane. -6. Usine. Cumut. - 7. Dû. Oh! Ere. - 8. Vestiaires. - 9. Las. Alto, Se.

GUY BROUTY

حكذا س الاجل

The second of th

CENTRE

C'étaient les colons

de Mettray

Mettray. - Pour les anciens Touran-

geaux qui ont connu jusqu'en 1937 la « colonie agricole pénitientaire »

ce nom resonne encore de façon

sinistre, synonyme qu'il était de

manyais traitements et d'exploita-

tion éhontée du travail des enfants.

L'écrivain Jean Genet connut à

l'âge de quinze ans les pires heures de cette colonie, qui devint progres-

Pourtant, au départ, en 1839, la

volonté d'Auguste Demetz, magis-trat à Paris, était, faire œuvre origi-

nale en évitant aux enfants coupa-

bles de larcins de se retrouver en

prison, parfois dès l'âge de huit ans.

Il prònait la réinsertion des jeunes

délinquants par le travail de la terre. L'institution, qui vivait en

autarcie complète, devint un

modèle copie à l'étranger. En 1875,

3 700 colons étaient devenus d'hon-

nêtes citovens avant recu un

diplôme et une bague en argent

avec la devise - Loyauté passe par-

tout . Pour les cent cinquante

ans de cette colonie, un musée

mémorial vient d'être inauguré.

Celui-ci rappelle ce que fut l'exis-

tence quotidienne des colons qui

travaillaient le fer, le bois et la

en 1937, vingt ans plus tard un des

premiers instituts médico-

professionnels de France a vu le jour dans les mêmes lieux. Cet IMPRO

géré par La Paternelle est un village où les jeunes déficients mentaux

font l'apprentissage de l'autonomic.

C'est ainsi qu'ils sont propriétaires

d'une bicyclette et disposent d'un

compte à la BIV, la banque interne

du village. L'institut délivre un

« certificat de capacité profession-

nelle », beaucoup de pensionnaires ne pouvant prétendre à obtenir le CAP.

LANGUEDOC-

ROUSSILLON

EDF aime

les vautours

Les travaux, dont le coût s'élève à

200 000 francs, sont effectués sur

des lignes électriques moyenne ten-

sion, qui traversent le causse

Méican. Au sommet de chaque

poteau, on fixe, perpendiculaire-

ment aux supports existants, des

tiges isolantes en plastique, d'une hauteur de 50 centimètres. Il s'agit

d'empêcher les rapaces de se poser

sur les poteaux et de risquer d'être

Ce nouveau matériel, couçu spé-

cialement pour cette opération

expérimentée pour la première fois en France, donne des résultats satis-

faisants. Des expériences sembla-

bles vont être menées dans le Lubé-

la Bourgogne.

tion du vautous fauve.

Si la colonie de Mettray a fermé

sivement un bagne.

«Si tu continues, tu finires à

née à la campagne près de Tours,

مكنا من الاصل

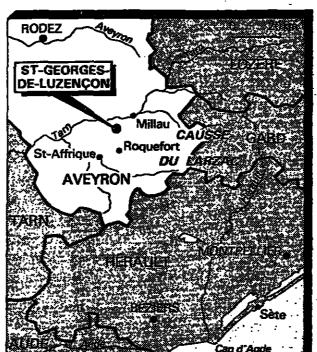
SAINT-GEORGES-DE-LUZENÇON

de notre envoyée spéciale

Saint-Georges-de-Luzencon est en train de changer d'âme. Ce petit bourg du sud de l'Aveyron, blotti au pied du plateau du Larzac a été propulsé en dix ans dans une véritable aventure économique et a vu sa population croître de près de 60 %, 1 250 habitants aujourd'hui. Parallèlement, une zone industrielle, porteuse de quelque 280 emplois, s'est créée tandis que de nouveaux lotissements ont essaimé tout autour du mutation, les élections de mars dernier ont vu la victoire d'une équipe municipale toute neuve, e une certaine gauche éliminant, selon Robert Cros, le nouveau maire, une certaine droite... même si tout cela était très

La raison d'une telle effervescence ? Le bourg apparaît désormais géographiquement « bien placé », à mi-chemin entre Roquefort et Millau, la souspréfecture. Les dirigeants de Roquefort Société vont y instal-ler leur nouvelle unité de fabrication de yoghourt de brebis, qui ouvrira l'an prochain et accueillera jusqu'à quatre-vingts per-sonnes d'ici à 1994. La commune apparaît en outre de plus en plus attrayante pour les habitants de Miliau en peine de ter-rains à bâtir à proximité de chez

Mais en réalité Saint-Georges-de-Luzençon ne sait plus très bien à quelle « catégorie de village » il appartient. Le



ministère de la santé le considère, par exemple, trop petit pour conserver sa pharmacie, qui s'est ouverte en mars dernier après sept ans de démarches infructueuses. Le ministère a. en effet, déposé un recours contre l'autorisation donnée par le tribunel administratif de Toulouse d'ouvrir une officine par dérogation. De même, le conseil municipal de Saint-Georges n'a pas

encore le droit d'ouvrir une can-

quième classe à l'école publique. alors que « l'unique classe de

quarante-trois enfants inscrits. Son nouveau succès économique oblige, en revanche, le bourg à faire des travaux hors de proportion avec sa taille. L'installa-tion de la nouvelle unité de fabrication de yoghourt de brebis la construction non seulement d'une nouvelle adduction d'eau - l'industrie fromagère en est grossa consommatrice. - mais aussi d'une station d'épuration. Pour l'heure, le coût total des deux cuvrages est évalué à 11 millions de francs, et Robert Cros n'exclut pas de sensibles. réparcussions sur les contribus-

L'affaire de l'A 75

Le développement du Sud avevronnais a en outre failli iouer un vilain tour aux habitants de Saint-Georges : ils ont appris, en mars dernier, que le conseil général venzit d'avaliser le tracé de la future autoroute. A 75 (Clermont-Ferrand-Béziers), passant... par leur cimetière l √ Vous comprenez, vu les retornbées économiques que l'autoroute fait miroiter, tous les élus de la région veulent avoir vue sur "A 75 », explique Robert Cros. Mais le tracé retenu per les conseillers généraux trans maît ni plus ni moins l'A 75 es. « autoroute touristique », ajoute André Maury, conseiller munici-. pai, et la rallongeait de 10 kilo-mètres en la faisant « tournicoter » jusqu'au Larzac.:

Main dans la main, la municipalité et l'association de sauvegarde créée pour l'occasion se sont battues pour la cause du village. Une bataille qui a duré mois mois et dami. mais qui s'est terminée par une victoire, puis-que, début juillet, Michel Delebarre, ministre des transports, a fait savoir aux élus que le tracé finalement retenu évitait par le nord le bourg de Saint-Georges-

VALERIE DEVILLECHABROLLE

tonnes de produits chimiques

usagés et périmés, stockés dans les exploitations agricoles du départe-

ment. Fort du succès rencontré, il l'a complétée par une action «Savoie D. TOX», invitant les par-

ticuliers à se débarrasser de tous

leurs produits taxiques (solvants, peintures asagées, huiles de

vidange, piles, colles, médica-ments...) qui misent au bon fonc-

tionnement des circuits tradițion-

Organisée avec le concours de

l'Agence nationale pour la récupé-ration et l'élimination des déchets

(ANRED), l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et des trans-

formeurs, cette collecte expérimen-

nels de traitement des déchets.

Nantua et Oyonnax. A partir de son propre réseau, Gaznat assurera par ailleurs les livraisons de gaz à des zones frontalières de l'Ain et da

Le chef du groupe Centre-Est de Gaz de France, M. Bernard Leblanc, se montre rassurant après la fuite de gaz de Chémery (le Monde du 29 septembre), qui a coûté 2,5 à 3 millions de francs à son sement : dans les vingt départements français placés sous sa responsabilité, le réseau de gazoduce ne conssit guère qu'un ou deux accrochages sans gravité par an, le plus souvent per des machines agri-

M. Francis Gutman, président de Gaz de France, a souligné le caractère symbolique de cette réalisa-tion, au moment où la Suisse s'interroge sur ses relations économiques avec la Communanté économique européenne, avant l'avène grand marché.

Nous garderons Saou 3

Depuis plus de mille ans, la forêt de Saou, 2 500 hectares à la frontière des Alpes et de la Provence, appartient à des propriétaires privés. Dépuis autant de temps, les Drômois la considérent comme lour patrimoine. Ses actuels proprié-taires, une société de gestion forestière regroupant Sogéservice, filiale de la Société générale, et le groupe AGF, viennent de présenter un pro jet de tourisme agro-sylvo-cynégétique: implantation d'un complexe hôtelier et création d'enclos pour la chasse à l'approche

et en battne. Refusant ce projet qui ne laissera plus le libre accès au public, · interdiction que même les nobles n'avalent pas pratiquée », des habi-tants se sont réunis dans un collectif appelé Forêt de Sacu-forêt-liberté anuné par les militants de la Fédé ration Rhône-Alpes de protection de la nature. Mille personnes se à-Crest, pour envisager d'antres solutions : souscription d'achat, impôt spécial et appel au conseil

\$2.45E - 6.55

700000

ر پیسی

The second second

· •

2 6 .

ng

1979

E. Line of pink

٠...

To Sugar

. .

40 mg

, in

a - ...

সময়ত ও করু <u>ক</u>

Celui-ci, considérant que le dos-sier présenté ne correspond pas à « la volonté exprende par la majo-rité des habitants des cantons concernés ni à l'Idée de site pro-tégé, classement dont bénéficie la forêt auprès du ministère de l'environnement », va mettre ca place une équipe de réflexion afin de trouver un consensus entre les propriétaires et les opposants.

L'environnement en bande dessinée

Afin de sensibiliser les jennes à sa politique en faveur de l'environ-nement, le conseil général de la Savoie, avec l'appui du Fonds mondial pour la nature (WWF), du Counté français pour l'environne-ment et du parc de la Vanoise, a édité une bande desanée tirée à 27 000 exemplaires, dont 3 000 seront distribués à tous les élèves des classes de CM 1 et de CM 2 du décentages

Le Réveil de Félicie, un ouvrage de trente deux pages réalisé par des auteurs locaux, raconte les aventures d'une marmotte dans son environnement montagnard. Son itinéraire, évoqué avec himour, relève les multiples agressions com-mises par l'homme dans la nature, tout en mettant en valeur ses efforts - récents - pour protéger les sites

et les paysages.
Pour M. Michel Barnier, président (RPR) du conseil général, qui a récemment mis en place une assemblée départementale des jeunes, « une politique de l'envi-ronnement ne saurait avoir de résultat sans l'apprentissage, dès le pius jeune age, des réflexes vitaux de respect et de protection du palieu naturel.

MIDI-PYRÉNÉES

En souvenir des « aueules noires »

Sept siècles d'exploitation du charbon dans le bassin houiller de Les services d'EDF expérimentent actuellement en Lozère un dis-Carmanx (Tarn) auraient pu dispapositif dissussif destiné à atténuer raître sans laisser aucune trace après la fermeture, fin 1986, du der-mer puits de mine, et avec le creuseles dégâts provoqués sur la faune par le réseau de distribution électrique. Avec l'accord du parc national des Cévennes, cette initiative a été ment actuel de la plus grande « découverte » de France, qui prise dans une zone où se déroule, dévore tous les vestiges du passé dans son immense cratère. dennis plusieurs appées avec succès, une opération de réintroduc-

L'acharmement bénévole de six retraités mineurs en a voulu autrement et, depuis le mois de juin dernier, s'est ouvert sur le puits numéro 2 de Cagnac le premier musée vivant de la mine. Musée entièrement conçu et réalisé par d'anciennes « gueules noires », que rien ne prédestinait à une seconde carrière dans le domaine du tou-

« On n'a pas de patron, on n'est pas payés, mais on ne s'est jamais autant démené », confie Elisée Roumégoux, ancien électromécanicien du fond; « Nous travaillons à ce projet depuis 1985 et, grâce à la compréhension des Houillères, nous avons pu récupérer toutes sortes de matériel avant la ferme-ture définitive des puits. » Résul-

tat : les six retraités out entièrement reconstitué et équipé un réseau de 250 mètres de galeries où l'on peut découvrir toute l'évolution du travail dans les mines. De la mise en place des boisages à l'anglaise jusqu'à l'installation des soutènements marchants modernes, ils ont retrouvé les gestes d'autrefois, avec, en plus, le soin des moindres détails, ceux qui faisaient la vie quotidienne des mineurs et qui donnent anjourd'hui une âme à ce musée. Ici pas de guides désintéressés, mais aix acteurs passionnés qui, l'espace d'un été, ont accueilli près de 5 000 visiteurs, alors que le Musée de la mine était seulement ouvert à la demande et ne possède pas encore de structure permanente. Une situa-tion qui devrait évoluer très rapidement avec un projet d'extension soutenu par des subventions dépar-tementales, nationales et euro-

NORD-**PAS-DE-CALAIS**

Enseignement sans frontière

Le Centre de formation permanente de l'université des sciences et techniques de Lille Flandres Artois et l'Association pour la formation professionnelle des adultes viennent

de signer une convention pour la création d'un centre de formation dans le Kent, an sud-est de l'Angle-terre. Il s'agit de permettre l'accueil, de l'autre côté de la Manche, d'étudiants et de stagiaires en formation afin de leur faciliter l'apprentissage de la langue anglaise. Des actions de formation continue en direction des entreprises qui ont l'intention de s'instal-ler de part et d'autre de la Manche pourront y être également organi-

Le CUEEP et l'AFPA souhaitent en même temps faire de ce centre une vitrine de leur savoir-faire en pédagogie et en formation et com-mercialiser des « produits pédagogiques spécifiques ».

cette démarche s'inscrit dans le cadre des grands objectifs curo-péens, tels Erasmus et Lingua, de développer l'enseignement des langues étrangères ainsi que dans la politique de relations que la région Nord-Pas-de-Calais entend développer avec des régions voisines, dont le Kent, qui sera directement relié d'ici quatre ans par le tannel

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Gare aux secousses

Depuis 1977, treize mille secousses telluriques de faible intensité ont été enregistrées dans la région niçoise. On sait de longue date que la Côte d'Azur figure parmi les zones sensibles du terri-toire avec les Pyrénées et l'Alsace. Le dernier séisme important s'est produit à Nice en 1887 et, selon les spécialistes, les mouvements tecto-niques de cette amplitude intervien-nent tous les cent cinquante ou deux

La question, en tout cas, est pré-sente dans les esprits puisqu'en avril dernier le conseil général des Alpes-Maritimes a demandé au Centre d'étude technique de l'équipement (CETE) une étude portant sur l'état des connaissances en matière de risques sismiques et des actions à conduirs dans le désactions à

concernant ces risques.

Cette étude remise il y a quelques jours à peine préconise, notamment, un zonage de la ville de Nice, opération qui consisterait à établir secteur par secteur, à partir d'un maillage serré, un bilan géologique précis d'où découlerait un avis technique destiné aux constructeurs nique destiné aux constructeurs. Les résultats de cette opération (une initiative similaire est en cours actuellement en Italie sous le nom de Benevento) vont être étudiés par le conseil général.

RHONE-ALPES

Poubelles chimiques

Voilà quelques mois, le conseil général de la Savoie organisait une opération « agri-propre » qui a permis de récupérer plusieurs tale s'est effectuée par l'intermé-diaire des déchetteries du bassin de Chambéry-Aix-les-Bains, spéciali-sées dans le tri sélectif des différentes matières. En l'espace d'une semaine, 5 tonnes de produits ont ainsi été récupérées avant leur recy-clage dans les centres spécialisés.

Un tuvau avec la Suisse

Un nouveau gazoduc, d'une longueur de 108 kilomètres, vient d'être mis en service entre le stockage souterrain d'Etrez (Ain) et la ville de Gland (Suisse), sur les bords du lac Léman. Franchissant le massif du Jura, la nouvelle canali-sation permet de doubler les possibilités d'approvisionnement de la Suisse en gaz naturel. M. Eric Georgis, président de Gaznat, espère que ce combustible représen tera, à la fin du siècle, 20 % de la nmation finale d'énergie de

Le gazoduc a coûté 280 millions de francs français. Il est financé par les deux pays. En France, la conduite permet d'approvisionner-les villes de Morez, Saint-Claude,

Le « Sud » fait bureau commun à Bruxelles

Les présidents des cinq conseils régionaux du Grand Sud : Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrenées et Aquitaine, viennent d'inaugurer officiellement à Bruxelles les locaux de leur antenne com-mune auprès de la CEE.

Le bureau de liaison et d'information, dirigé par Thierry Castillon, est en fait ouvert depuis deux ans. C'était d'ailleurs la première initiative de ce genre prise par des régions françaises, pour se pré-parer au grand marché de 1993 et à l'ouverture des frontières. Mais MM, Marc Censi (Midi-Pyrénées), qui préside aussi l'association des régions francaises du Grand Sud, Jacques Blanc (Languedoc-Roussillon), Jean-Claude Gaudin (Provence-Alpes-Côte d'Azur), Jean-Paul de Rocce Serra (Corse) et Jean Tavernier (Aquitaine) ont teou à faire le déplacement de Broxelles pour en officialiser l'existence.

Depuis, le Grand Est (Lorraine; Champagne-Ardenne, Alsace, Bourgogne et Frienche-Comté) a suivi cet example, et a ouvert une antenne au printemps demier. Le Nord-Pasde-Calais y songerant pour bien-

Un département a pris la même initiative : celui de la

ron, le Marais poitevin, l'Alsace et

Georges Brassens chez lui

Une « maison » et une statue à Sète

La tombe de Georges Brassens respire le calme. A peine remarque-t-on une pancarte dernère la maison du gardien à l'entrée du cimetière Le Py, qui domine l'étang de Thau, à Sète. Pourtant chaque année plutouristes viennent se recueillir devant la sépulture du chanteur de la ville pour se rendre au musée Paul-Valéry. Là, se trouvent rassemblés, dans une salle, des objets familiers avant appartenu à Georges Brassens sa pipe, une guitare, un disque d'or, de nombreux textes poétiques et des correspondances avec ses amis Henri Delpon, Pierre Maguelon ou les Compagnons de la chanson.

Devant un tel engouement, le maire de Sète, Yves Marchand, CDS, a décidé de transférer ces objets, auxquels d'autres vont bientôt s'ajouter, dans une « Maison Brassens » qu'il soucimetière, avant un an. Il en coûtera 3 millions de frança entièrement versés par la muni-

regrouper en un seul lieu tous les souvenirs du chanteur poète », explique le maire, qui subissait, depuis plusieurs années, la pression amicale d'un petit groupe d'anciens, idée : ériger une statue à sa gloire. Ils avaient pris contact avec le sculpteur Pierre Nocca et avaient lancé une souscrip-tion, sans grand succès. Yves Marchand reprend aujourd'hui l'idée à son compte et la statue prendra place devant la maison. Christian Salvador, architecta local, contacté pour le projet, s'est lancé dans le lecture de l'œuvre de Brassens. « Il ne s'agit pas de faire un mémorial ; pour cele, un compact-dieque fait l'affaire ; mais bien d'expli-quer qui était Bressens. »

La meison sera divisée en plusieurs espaces, chacun représentant un aspect de la vie du cersonnage: musicien. poète, citoyen... Le bâtiment espace végétal. L'architecte

fois un physique robuste et une grande poésie. » En marge de la maison, la ville de Sète créera un espace commercial, destiné à vendre des livres, des disques et des bandes vidéo. Idée qui peut paraître surprenante, mais qui cependant est défendue par les proches du chanteur : « S'il s'agit de vendre des briquets aux initiales de Georges, je suis contre, mais des livres sur lui permettront aux visiteurs de se documenter », explique l'abbé Barrès, ami de Brassens, seul curé épargné dans ses chansons. « Georges n'aurait pas aimé tout ce tapage autour de lui, mais il est devenu un homme public, que même les étrangers vont pouvoir découviii. > Le chanteur anarchiste devenu objet de culte et outil de qui l'aurait cru ? Mais personne finalement dans sa bonne ville de Sète ne conteste cette inat-

veut jouer sur les paradoxes :

∢ Georges Brassens, c'était à la

JACQUES MONIN.

ECONOMIE

CONJONCTURE

A CONTRACTOR The state of the s Banks Toronto State of

Marie and the second se

A Action of the first of the fi

See a second of the

-

A STATE OF THE STA

4 Nous garde,

100 mg 100 mg 100 mg 100 mg 100 mg 100 mg 100 mg 100 mg 100 mg 100 mg 100 mg 100 mg 100 mg 100 mg 100 mg 100 mg

\$ 500 Ed.

Section of the sectio

Service of the servic

Service de la companya de la company

Barton Bart Rena

Service and the service of the service of

Section 18 Section 2

A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR

THE LEW TIMES

And the second second

A SHOW THE PROPERTY OF

1941 - 19

a Fire Comment Language

error construction

医神经性 野人 计可编数

Standard Links of the Law States

- TOPET

- 10 00 0000

er of the control of the section is

are no a saint H

Colors of the State of the Stat

新し in High age

· 1964年 - 東京社会 東京学 - 東京

Borney Committee

The second section is a second

La va

್ಷ ಕಟ್ಟಾನಿಕ

- - - - - - -

1980 Sec. 28.5

A STATE OF THE STA

The second secon

4

12

W. 12

Faller:

E #

1 623 6 3

Sagge

Selon la commission d'enquête de l'Assemblée nationale

L'Etat a perdu de 8,3 à 19,6 milliards de francs lors des privatisations

L'Etat: français a caregistré un manque à gagner de 8,3 à 19,6 milliards de france lors des privatisations

par l'hebdomadaire Profession politique à paraître lundi.

Le magazine publie le résumé liards de france lors des privatisations opérées par le gouvernement Chirac, selon des extraits du rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée mationale sur les privatisations, publié

supplémentaires pour les entreprises

publiques, afin de les aider à faire face à leurs efforis de développement. Le ministre, qui s'exprimait devant la

commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, a estimé que le solde des dotations en

estinté que le solde des dotations en capital aux entreprises publiques inscrites dans le budget 1989 était « insuffisant pour faire face aux besolus exprimés, notamment par Thomson, engagé dans d'importants efforts de recherche, et par Rhône-

M. Fauroux a précisé que, sur les 4,1 milliards de francs de dotations inscrites an budget 1989, il ne restait qu'un solde de 1,2 milliard de francs. «Le collectif budgétaire pour 1989 devra waisemblablement prévoir des

D'autres sources gouvernemen

baures sources governementaires enimaient cependant « peu probable » que le collectif budgétaire accorde beaucoup plus que les 500 millions de francs destinés à Bull afin de l'aider à racheter les activités micro-informatiques de l'américain l'américain

M. Fauroux va demander de nouvelles dotations

pour les entreprises publiques

Le ministre de l'industrie, M. Roger Fauroux, a amnoncé, le 3 novembre, qu'il s'apprêtait à demander des dotations en capital 4.1 miliards de france de dotations

adoptée par le ministre de l'économie et des finances de l'époque, M. Edopard Balladur, devrait être rendu public, le mardi 7 novembre au matin, le délai pendant lequel l'opposition aurait pu demander un débat sur l'opportunité de cette publication s'étant achevé le samedi 4 novembre, à û leure consumé de cette publication. à O heure, sans qu'elle utilise cette pos-

Entre 1986 et 1988, douze groupes représentant vingt-neuf entreprises out été privatisés, aurquels il fant ajouter TFI. Les recettes nettes pour l'État se sont élevées à environ 70 mil-

hards de francs.

Selon M. Douyère, la fixation des prix de vente « a intégré une décote d'introduction implicite beaucoup trop élevée », puisque, au bont de trois mois de cotation, les cours des actions privatisées ont gagné jusqu'à 36 %.

« Les modalités de privatisation retenues tendolent à adopter des prix d'appel destinés davanagé à assurer le succès de l'opération que son rendement financier », ajoute-t-il.

M. Douyère indique, par exemple, que le Trésor avait estimé la Caisse nationale de crédit agricole de 15 à 18 milliards de francs, alors qu'elle a été vendue 7 milliards de francs aux cette opération. été vendue 7 milliards de francs aux

Après la déclaration du chancelier Kohl

La non-réévaluation du deutschemark va se traduire par une nouvelle hausse des taux d'intérêt en RFA et en France

La réévaluation du deutschemark n'aura pas lieu, a affirmé, jeudi 2 novembre, le porte-parole du gouvernement allemand. A l'issue d'une rencontre avec le président François Mitterrand, pendant le sommet de Bonn, le chancelier Helmut Kohl a officiellement confirmé qu'il était opposé à une telle réévaluation. Cédant aux remontrances du gouvernement français, qui se réaffirme un parti-san résolu d'une stabilité des parités, il désavoue donc le gouver-neur de la Banque fédérale d'Alicmagne, M. Karl Otto Poehl, qui, en dernière semaine, recommandait

Hantée par une reprise possible de l'inflation outre-Rhin, et par l'approche de négociations salariales qui risquent d'être dures et de déboucher, le cas échéant, sur un dérapage, la banque centrale allemande veut, à tout prix, revaloriser le deutschemark par rapport au dollar, ce qui freinera l'augmen-tation inquiétante des prix des matière premières importées en

RFA. Pour cela, deux moyens : le records à près de 7 %, vont encore premier serait un réajustement du système monétaire européen, c'est- de peser sur la demande des à-dire une réévaluation de la devise allemande ; le second est, déjà, une hausse des taux d'intérêt qui a un double objectif : rendre les placements en deutschemarks peu attirants et calmer la surchausse outre-Rhin.

Une situation inconfortable

Comme on lui refuse la réévaluation du mark, la Bundesbank va utiliser encore davantage l'autre moyen, c'est-à-dire l'arme des taux d'intérêt, à nouveau en pleine ascension. La France ne pourra que suivre, les banques centrales se devant de maintenir un écart de taux d'environ deux points avec l'Allemagne pour défendre le

Dans ces conditions, les taux réels, hors inflation, pratiqués à Paris, qui battent déjà leurs augmenter, ce qui risque, à terme, ménages, notamment en matière de logement, le secteur le plus sensible à tout renchérissement du loyer de l'argent. C'est le prix à payer pour rester accroché à la monnaie d'un pays où l'excédent commercial a augmenté de 15 % depuis le début de l'année, atteignant l'équivalent de 357 milliards de francs en neu

Dans les milieux financiers internationaux, on estime que, tôt ou tard, les tensions seront trop fortes et que des monnaies comme la lire italienne, la couronne danoise et la peseta espagnole devront être dévaluées par rapport au mark. Si le franc reste accroché à la devise aliemande, les tensions en question ne seront pas désamorcées, et la situation deviendra tout à fait inconfortable.

FRANÇOIS RENARD Lire page 15 notre chronique sur les marchés monétaires

ETRANGER

Un socialiste et un démocrate-chrétien pour le secteur public

Nominations à la tête des deux grands holdings d'Etat en Italie

Un socialiste pour un socialiste, un démocrate-chrétien pour un démocrate-chrétien. La rècle d'or de la répartition politique par parti a été respectée à la lettre pour la nomination, vendredi 3 novembre, des nouveaux dirigeants du secteur public italien.

de notre correspondant

2.5 A l'Institut pour la reconstruc-tion industrielle (IRI), premier conglomérat d'Italie avec pins de quatre cent cinquante sociétés sous son contrôle, le fauteuil de prési-dent laissé vacant après six années d'excellents services, par M. Romano Prodi échoit à M. Franco Nobili un vrai « manager », qui a fait ses armes dans le secteur privé de la construction. Peu connu mais réputé intègre, ami de longue date du président du Conseil Giulio Andreotti,

qui, outre de grandes entreprises de travaux publics, contrôle aussi les trois chaînes publiques de télévision (RAI), la compagnie aérienne Alitalia, quelques unes des plus grandes banques nationales, une bonne partie de la sidérurgie, des télécommunications, de la construction navale, des autoroutes, des aéroports...

Quand M. Romano Prodi prend les rênes de l'IRI en 1983, le - conglomérat perd près de 3000 miliards de lires (environ 15 milliards de francs courants). En 1988, le groupe, après avoir notamment-revendu à la Fiat, et dans des conditions controversées, sa filiale Alfa-Roméo, a fait 1200 milliards de lires de profit (6 milliards de francs). Dans le même temps, son endettement est passé de 36 000 milliards à 38000 milliards de lires, M. Prodi. piutôt plus proche de la tendance démocrate-chrétienne dite « de ganche» - celle qui a perdu le pouvoir au profit du courant « con-

aujourd'hui) et souhaitait privatiser un peu plus encore. On ne connaît pas sur ce point les posi-tions de M. Nobili. M. Gabriele Cagliari est, hii, un ami de M. Bettino Craxi, chef incontesté du Parti socialiste. Il hérite donc du puissant Office national des hydrocarbures, plus connu sons son sigle, l'ENI, deuxième grand trust d'Etat en Italie. En termes de bénéfice, la corporation créée jadis par Enrico Mattei dépasse l'IRI : 1316 milliards de lires en 1988, contre des pertes évaluées à 1 400 milliards en 1983, quand Franco Reviglio, l'exprésident « démissionné » vendredi, avait été nommé à la barre.

On ne sait pas trop pourquoi M. Reviglio, qui souhaitait rester à son poste, n'a pas vu son mandat renouvelé. Socialiste, il avait la réputation de résister aux injonctions du parti. Mais, on en dit autant de son successeur. Polytechnicien, spécialiste de la chimie et du pétrole, M. Cagliari est entré en

a substantiellement accru la part des grandes filiales de l'ENI et, du capital privé dans l'IRI (33% deux ans plus tard, il était au conseil d'administration de la maison mère. Les spécialistes le décrivent comme un technicien hors pair et un gestionnaire rigoureux. A la tête d'un groupe qui contrôle la compagnie pétrolière nationale AGIP, de même qu'une bonne part du secteur chimique et textile et figure, selon Fortune, au dixième rang mondial des groupes pétrochimiques, il aura besoin de toutes

> An total, ces nominations, éminemment politiques, paraissent avoir également respecté, pour la seconde fois, des critères professionnels. En sera-t-il de même pour les dirigeants des filiales et des autres grands holdings publics? Pour l'instant, une chose est sûre : M. Franco Viezzoli, le très démocrate-chrétien, patron de l'ENEL - l'EDF local, qui fait preuve, selon M. Andreotti, d'une grande capacité, - restera à sa

SOCIAL

Pour sortir la convention médicale de l'impasse

M. Evin fait des propositions aux médecins

que, dans chaque département et pour chaque spécialité, 80% de l'activité des médecins libéraux soit réalisée aux tarifs fixés par la Sécurité sociale, sans dépassement d'honoraires. Cette proposition – avancée par le ministre qui a commencé, vendredi 3 novembre à recevoir les représentants syndicaux de la profession afin de sortir de l'impasse la négociation sur la signifie pas que quatre praticiens sur cinq devront obligatoirement appartenir au secteur I (stricte application des tarifs convention-

Il s'agit d'imposer aux médecins du secteur 2 (honoraires libres) qu'ils effectuent, en fonction de la porportion qu'ils représentent loca-lement, une part, variable, de leur activité en appliquant les tarifs de leurs confrères du secteur 1 (85 F pour une consultation à l'heure actuelle).

Cette formule diffère des propo-sitions mises en avant par les caisses nationales d'assurance-maladie (limiter à 40% le pourcentage de praticiens du secteur 2, les candidats devant déposer une

M. Claude Evin, ministre de la Le mécanisme envisagé par le solidarité et de la santé, souhaite ministre – qui constitue une - base de départ pour la négociation - a été plutôt bien accueilli par la CSMF.

Le ministre a confirmé que la proposition de l'assurance-malada (augmentation de 10 F avant la fin de l'année pois de 5 F avant mars 1991 pour la consultation; deux revalorisations de 5 F pour la visite) n'a pas été avalisée par le gouvernement. M. Evin, qui doit prochainement recevoir les trois caisses d'assurance-maladie, suggérera une reprise des négociations, suspendues depuis le 27 octobre, s cette série de contacts se révèle

En Angleterre

Privatisation totale de l'eau en décembre

Le gouvernement britannique a indiqué veadredi 3 novembre que les dix autorités régionales de l'eau de l'Angleterre et du Pays de Galles seraient totalement privati-sées en décembre prochain, dans le « prospectus » de lancement de l'offre: Le prix d'émission des titres ne sera annoncé que le 22 novembre prochain. Les souscripteurs devront investir au minimum 250 livres (près de 2500 F) dans l'une des dix sociétés et seront libres d'acheter des titres dans plusieurs sociétés. Ils devront verser 100 livres à la souscription et le solde en deux versements, en juillet 1990 et en juillet 1991. C'est le délai le plus important jamais fixé pour une privatisation, et il vise à encourager les petits porteurs à acheter des titres. Les institution nels devront acheter des titres dans l'ensemble des sociétés, et un sixième environ des actions seront proposées à des investisseurs étran-

La vente de ces dix autorités régionales, qui assurent les trois quarts de la distribution d'eas (le reste dépendant de vingt-neuf petites compagnies indépendantes privées), devrait rapporter de 5 à 7 milliards de livres au Trésor bri-

Le Monde

ENERGIE

Le prix du baril restant stable autour de 18 dollars

La production mondiale de pétrole s'approche de son record de 1979

Témoin de la vigueur de la reprise économique mondiale, la production de pétrole brut (hors pays de l'Est) a atteint en octobre, 54,3 millions de barils/jour, soit 1 million de barils/jour de plus que le mois précédent, estime l'Agence internationale de l'énergie dans son bulletin mensuel. Ce niveau est proche du record atteint au second semestre de 1979, au plus fort du second « choc » pétrolier déclenché par la révolution iranicane, qui avait entraîné un doublement des prix du brut (de 13 à 24 dollars par Le situation anjourd'hui est tou-

tefeis fort différente, puisque les prix du baril, en dépit d'une demande très soutenue, sont restés relativement stables, autour de 18 dollars pour la moyenne des bruts de l'OPEP. En effet, en dépit d'une forte hausse de sa production d'une forte hansse de sa production depuis deux ans, le cartel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole n'assure plus, aujourd'hui, que moins de la moitié de la production mondiale : 22,9 millions de barils/jour en octobre, sur un total de 54,3 millions (coit 42 %) alors que au lioss (soit 42 %), alors que, an quatrième trimestre de 1979, les treize pays de l'OPEP avaient fourni près des deux tiers du total, soit 32.1 millions de barils/jour sur une production globale de 54,5 mil-

L'OPEP est donc encore loin de produire à pleine capacité, comme c'était le cas à la fin de 1979, la

plupart des pays du golfe Persique, notamment l'Arabie saoudite, devant encore restreindre leur production afin de sontenir le mar-

La reprise de la demande mondiale, particulièrement vive dans la région pacifique (+ 5 % au troisième trimestre par rapport à l'an passé), n'en reste pas moins inquiétante à terme, puisque les capacités de production en dehors du Golfe étant presque toutes saturées le maintien des prix à un niveau modéré ne dépend plus désormais que de la volonté des pays modérés comme l'Arabie saondite, le Kowelt, etc, désireux de reconquérir leur part du marché avant d'imposer à nouveau des hausses de

Depuis 1986, la consommation, stimulée par la rechute des cours et par la reprise économique mon-diale, n'a cessé de progresser, passant de 46,8 millions de barils/jour en 1985 à 51,9 millions de barils/jour prévus en 1989, soit 11 % de plus en quatre ans. Phéno-mène inquiétant la baisse des prix a entraîné paralièlement une stagnation de la production hors OPEP autour de 28,8 millions de barils/jour, la hausse de l'extraction dans les pays en développement compensant tout juste la chute de la production américaine (de 10 % environ en quatre ans).

REPÈRES

AUTOMOBILE 4000 suppressions d'emplois

chez Chrysler

Le groupe Chrysler, troisième constructeur automobile améri-cain, a annoncé, le 3 novembre, le licenciement de 3 600 personnes dans deux de ses chaînes d'assemblage, ainsi que 400 sup-pressions de postes en raison de la fermeture d'une de ses unités de fabrication électronique. Ces mesures s'inscrivent dans le vaste plan de restructuration présenté il y a plusieurs semaines par le président du groupe, M. Les lacocca. Elles se justifient, selon un communiqué de Chrysler, « par la poursuite de la détérioration du marché nord-américain et par

l'agressivité de la concurrence ». Les ventes d'automobiles essemblées aux Etats-Unis par les trois grands constructeurs américains ont en outre reculé de 5.9 % à la fin octobre, comparé à la même période de 1988.

CRÉATION D'EMPLOIS 400 000 en 1989 selon l'UNEDIC

L'économie française devrait créer quelque 400 000 emplois en 1989, estime l'UNEDIC. Selon 'assurance-chômage, qui suit de très près l'évolution des effectifs salariés, 330 000 emplois nou-veaux ont été contabilisés depuis le début de l'année et la France devrait approcher son record de 1973 (403 000 emplois créés).

L'industrie est pour une bonne part à l'origine de ces performances. Depuis deux ans, elle connaît une croissance annuelle de

l'ordre de 5 %, mais ce n'est qu'en 1989 qu'elle a recommencé à générer des emplois : 50 000 postes de travail supplé-

mentaires devraient apparaître

LOGEMENTS Construction neuve

~ 2,8 %

Le nombre de logments mis en chantier, en France, au cours des douze derniers mois (d'octobre 1988 à septembre 1989) est de 326 100, en baisse de 2,8 % par rapport aux douze mois précédents. A fin août, la baisse en douze mois était de 1,8 %. La baisse à fin septembre masque une croissance de 8,4 % du nombre des logements en immeubles col-lectifs (149 000), et une baisse de 9,5 % des logements individuels (173 400). Il faut y ajouter la mise en chantier de 3 600 « équi-velents-logements » constitués de chambres de foyers et d'héberge-

CHOMAGE Stabilité

aux Etats-Unis

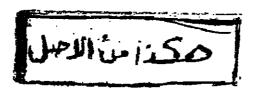
Le taux de chômage s'est maintenu en octobre à 5,3 % aux Etats-Unis, où 233000 emplois nouveaux ont été créés, soit légèrement plus qu'en septembre, selon le département du travail. Ce sont les services et les administretions qui ont le plus augmenté leurs effectifs (écoles, santé, transports et distribution notamment), tandis que l'industrie a vu fondre les siens pour le quatrième mois consécutif (13000 emplois de moins rien que dans l'automo-bile).

EN BREF

□ Fin des grèves affectant le transport sérien. — Les pompiers de l'aéroport d'Ajaccio ont décidé de reprendre le travail, le 3 novembre de l'aéroport d'Ajaccio ont décidé de reprendre le travail, le 3 novembre de l'accident bre, après avoir reçu l'assurance que les négociations sur leurs revendications salariales s'ouvri raient, le 6 novembre, avec la chambre de commerce d'Ajaccio. Soutenus par le Syndicat autonomiste des travailleurs corses (STC), les grévistes empêchaient, depuis le lundi 30 octobre, tout monvement d'avion sur l'aéropor de Campo-dell'Oro. D'autre part, le trafic devrait revenir progressi-vement à la normale au cours du week-end, après que les électroni-ciens de la sécurité aérienne des centres de contrôle d'Athis-Mons et d'Aix-en-Provence ont décidé de suspendre, le 3 novembre, leur grève de l'entretien des radars et des ordinateurs de la navigation aérienne. Leur préavis initial cou-rait jusqu'au 6 novembre au matin. Les électroniciens, qui réclament la parité avec les contrôleurs de la navigation aérienne, ont obtenu l'assurance qu'ils seraient reçus très rapidement par leur ministère de tutelle.

☐ Manifestation des biologistes le 6 novembre à Paris. – Le Centre national des biologistes (CNB) appelle les laboratoires d'analyses médicales à fermer leurs portes lundi 6 novembre et les biologistes à manifester à Paris davant le siège se réunira la commission de la nomenclature. Celle-ci doit prendre connaissance du nouveau pro-jet d'arrêté du ministère de la solidarité modifiant le mode de rémunération des actes de biologie.

□ 8 500 nouveaux lits pour la sta-tion de sports d'hiver de Valmorel. — Spie Batignolles et le Crédit agricole, qui possèdent respective-ment 65 % et 35 % de la station de sports d'hiver de Valmorel (Savoie), dans la Tarentaise, veu-lent ajouter 8 500 lits aux 10 000 existants dans cette station, déve-loppée depuis 1976 par des ban-ques et des caisses de retraite néer-landaixes. Si le feu vert est donné, en décembre, par le Comité des unités touristiques nouvelles (UTN), ils investiront 850 millions de francs pour agrandir la station et ses remontées mécaniques et créer sept hôtels. Valmorel est une station dont l'architecture pastiche rappelle agréablement les chalets d'autrefois, mais sa basse altitude ini vant un enneigement parfois





محدا من الاصل

BOURSE DE PARIS

OUR une fois le proverbe a menti : il n'y a pas en une troisième semaine de baisse. La Bourse de Paris a monté ces derniers jours. Mais elle a été, si l'on peut dire, sauvée par le gong. Cette semaine, au demeurant, avait commencé très fort. Après la lessive de demearant, avait commencé très fort. Après la lessive de la deuxième quinzaine d'octobre (près de 9% de baisse), et sur la foi saus doute du caractère excessif du phénomène, une très forte reprise technique se produisait lundi (+ 2,08%). Elle se prolongeait le lendemain (+ 0,8%), pour devenir, après la pause observée le jour de la Toussaint, quasiment imperceptible jeudi (+ 0,06%). A la veille du week-end, la tendance se renversait assez brutalement (- 0,45% dès l'ouverture). Le mouvement devait progressivement s'accentuer durant la majeure partie de la journée (- 1,45% vers 16 heures) avant de se ralentir. A la clôture, l'indice CAC-40 avait rattrapé une partie de son retard, mais accusait encore une baisse de 0,69%.

Bref. d'un vendredi à l'autre, son avance, portée à 3%

Bref, d'un vendredi à l'autre, son avance, portée à 3% environ le 31 octobre au soir, se réduisait à 2%. Un score, somme toute, très satisfaisant, mais qui laisse néanmoins un goût amer. Scindée en deux parties avec le chômage du 1° novembre, qui avait éloigné de la rue Vivienne hien des boursiers, cette semaine n'aurait pu être qu'un simple entracte. Ce qui s'est révélé exact au niveau des affaires, avec des volumes de transactions réduits d'au moins 30 %.

Il en a été cependant autrement au niveau des cours, dont l'évolution pose bien des interrogations. Un pre constat s'impose : traumatisé par les variations brutales de New-York, Paris avait la semaine précédente baissé de de New-York, Paris avait la semaine précédente baissé de façon excessive. Un tel comportement appelait nécessairement une réaction. La reprise technique a été d'autant plus marquée (3 % en deux jours) que Wall Street, dopé par la reprise des OPA, arrêtées à la suite de l'échec de la LBO sur United Airlines, corrigeait le tir en remontant à tonte allure. Les investisseurs du Nouvean Monde avaient d'autant plus de raison de retrouver le sourire que la dernière enquête du Conference Board (instint patronal d'études économiques) auprès des consommateurs était plutôt rassurante, avec une meilleure perception de l'environnement économique (28,2 % d'opizions favorables) qu'en septembre (27,1 %). D'antre part, la publication de l'indicateur avancé démontrait certes que la croissance américaine se ralentissait, mais aussi que le danger de récession n'était ralentissait, mais aussi que le danger de récession n'était pas encore en vue.

Trop vite et trop fort, une fois encore. Il est rapidement apparu des deux côtés de l'Atlantique que les uns et les autres avaient péché par excès d'optimisme.

Le tournant

Pour la « pythie du pilier sud », cette attente des statistiques « devient obsessionnelle ». « La Bourse, assure-t-elle, est comme les paysans trop occapés à écouter les bulletius météo. » Le fait est : à la veille du week-end, une certaine impatience régnait à nouveau sous les lambris dans l'attente de la publication du taux de chômage américain (pour octobre), censé donner une meilleur vision de la situation économique de l'antre côté de l'eau. A 14 h 30 le chiffre tombait : 5,3 %, comme en septembre. Conforme aux prévisions. Ce qui ne l'était pas, en revanche, c'était la création d'emplois (233 000 dans le secteur non agricole, contre 209 000). Les espoirs d'une détente des taux d'intérêt s'eavoièrent du même coup. Car, il faut bien le dire, la cherté du loyer de l'argent a empoisomé l'atmosphère en fin de semaine, avec, en particulier, les incertitudes sur la réévaluation du deutschemark qui l'entretiement. Les spécialistes en sont deutschemark qui l'entretiement. Les spécialistes en sont maintenant à peu près certains : le SME ne sera pas réaménagé avant février ou mars 1990. Jusque-là, les taux d'intérêt à court terme out toutes les chances de rester élevés et d'entretenir une morosité de mauvais aloi.

Une diminution d'activité

Qu'on le veuille ou nou, un cycle économique est en voie d'achèvement. La baisse des résultats des entreprises américaines pour le troisième trimestre en témoigne. De ce côté de l'Atlantique, malgré la confiance mise dans la persistance d'une croissance soutenne pour 1990, des signes apparaissent aussi, qui trahissent une diminution de l'activité. Taux élevé, expansion ralentie, alourdissement du MATIF et du marché obligataire : tous les ingrédients sont réunis pour favoriser la morosité sur les marchés financiers. Et qui dit morosité, dit abstention. Les opérateurs restent l'arme au pied, un comportement particulièrement remarquable. A trop durer, le phénomène risque d'être préjudiciable à la Bourse. La «pythie du piller sud» ne se dit pas trop inquiète. Paris a du ressort et la barre des 500 points de l'indice CAC (base 100 au 31 décembre 1981) pourrait constituer une zone de forte résistance. Le sentiment général n'en est pas moins baissier. Ce que nous a confirmé le responsable d'uze grande banque de la place. Et, quand le moral n'y est pas, il y a tout à redouter de la américaines pour le troisième trimestre en témoigne. De

Semaine du 30 octobre au 3 novembre

propagation du mal. Un sondage RES-Vie française réalisé en octobre auprès d'un échantillon de donneurs d'ordres (hanquiers, assureurs, agents de change) n'est pas très rassurant à cet égard. Il en ressort que 54,4 % des investisseurs croient à la haisse pour novembre (contre 26,3 % en septembre), le pourcentage des haussiers tombant de 40,6 % à 5,6 %. Plus inquictant, la moitié des baissiers évaluent entre 4 % et 8 % l'ampleur du mouvement de recul. Le commentateur de la charge l'Elle Philimme n'est nas beauconn plus optimiste. Selon du mouvement de recul. Le commentateur de la charge Didier Philippe n'est pas beaucoup plus optimiste. Selon lui, la situation technique est délicate, car les seniis de résistance à long terme du marché se situent à environ 1 % en desaous des niveaux actuels des indices SBF et CAC-40. «Si ceux-ci étaient enfoncés ces prochaîns jours, assure-t-il, une baisse supplémentaire d'environ 10 % serait tout à tait possible, alors qué dans le cas contraire un rebond du marché serait logique. » Cela étant, le consucentainen n'est pas loucièrement pessimiste, considérant la baisse du dollar comme un élément positif. Ce qui ne l'empèche pas de recommander la prodence. Chez James Capel, Bruno le Chevallier estime que le marché vient d'entrer dans une plasse de « guerre psychologique ». Une chose est certaine : plus que jamais ces prochaînes semaines les places finencières restent à l'écoute des bruits et rumeurs en provenance da front des ces prochaines semantes les piaces innencieres resteau à l'écoute des bruits et russeurs en provenance du front des statistiques et de New-York. En évoquant le «danger de destruction» que les programmes sur ordinaiteur fout peser sur Wall Street, le président du New York Stock Exchange n'a, en tout cas, pas pen contribué à introduire le doute dans les esprits. Et quand la confiance est ébranlée. Comme bien des grandes places, Paris est à un tourceur

Peu de grands événements se sont prodoits cette semaine. Peugeot a enfin publié ses résultats semestriels. Décevants de l'avis général, avec un hénéfice net de 4,5 milliards de francs (contre 4 milliards l'an dernier à pareille époque). De lourdes charges out, il est vrai, été comptabilisées (1,79 milliard de francs contre 270 milliard.

Paribas a officiellement lancé son OPA sur la Navigation mixte. Mais le moins que l'on puisse dire est que la situation devient confuse. Nul ne sait trop qui l'emportera de Michel François-Poncet ou de Marc Fournier. Tout dépendra du jeu des alliances ou des trahisons. La « Mixte » a reçu l'autorisation de porter sa participation dans Paribas à plus de 10 %. De sa deraière demeure, le « diable boiteux » doit en frétiller d'aise.

ANDRÉ DESSOT

Alimentation	2			Mines d'or, d	iamant	<u>s</u>	
	3-11-89		Diff.		3-11-89	I	λif
Béghin-Say	696	+	16	Anglo-American	153,50	+	1:
Bongrain	3 900	l÷	50	Amgold (1)	518		3
3SN	690	+	28	Buf. Gold M	90,50	+	٦,
Carrefour	3 351	+	131	Consd Gold Field	139,50	i-	
Zasimo	206,78	+	3,70	De Beers	89	+	
aromarché	3740	+	60	Drief. Cons	88,80	+	•
Juyenne et Gase.	920	 -	25	Gencor	146,60	-	- 1
Moët-Hennessy	4 850	+	259	Harmony	33	+	_
Nestlé	31 050	-	450	Randfontein	350	-	3
Occid. (Gle)	771 390	+	6	Sainte-Helena	51,50 239,50	+	2
Olida-Caby Pernod-Ricard	1 417	1	3 32	Western Deep	239,50	*	_
romodès	3765	Ľ	85	 Coupou·12 F. 			
A-Louis-Bouchon	1300	_	18				
ource Perrier	1 930	_	16	Matériel élec	triave		
aleurs dive	rses			services publi	CS	_	
	3-11-89		Diff.		3-11-89	Ľ	Di
ccor	. 790	+	5	CGE	442	l+	
rjomani		l÷	105	CSEE (ex-Signaux)	334,58	1-	2
lic	. 715	+	29	Générale des Esux .	2 014	(+	
is		I -	4	IBM	619	1	
XGIP	. 1 480	+	1	intertechnique	1 665 364.50	‡ ³	10
hab Méditerranée		1	5 3	Legrand			19
ssilor		I.	5	Leroy-Somer		I_ 1	_
arope 1			0.55	Lyonnaise des Eaux	467	l÷	3
roupe Cité		1=	16	Matra	392	+	
lachette		[+	5	Merlin-Gérin	4 200	[- 1	
IAVAS		+	10	Moulines	131,50	+	
'Air liquide		! —	3	PM Labinal	1 070	 -	2
.'Oréal	. 4 166	+	63	Radiotechnique		+	1
lavigation Mixte .			inch.	Schlemberger	261 911	+	1
lord-Est	. 189,98		2,98	SEB	612	1	i
aint-Gobain		1:	1	Siemens	1 778		i
anofi	. 988 . 1 080	(+	27 37	Thomson-CSF	178.90		i
škis Rossignol	.i 1 450	1-	31		س محدد	ΙΞ	

Faute d'avoir trouvé des repreneurs français

Indosuez cède ses activités en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie à la première banque australienne

Indosuez va céder le 1" janvier 1990 ses activités ban-caires en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie à la première banque australienne, Westpac Banking Corporation, ont indiqué vendredi 3 novembre les représentants de la banque française au cours d'une conférence de presse donnée simultanément à Nouméa et à Papeete.

Ce projet de cession a été motivé par la « difficulté croissante » qu'éprouvait indosuez à « gérer dans les meilleures bancaires à succursales multiples ». « Nous ne nous sommes pas adressés tout de suite à Westpac Banking, a commenté M. Jeancourt Galignani, président d'indosuez Nous nous sommes d'abord toumés vers plusieurs banques françaises qui n'ont pas été intéressées. »

Ce projet reste soumis à l'approbation des autorités montant total de la transaction n'a pas été précisé, le prix de ion n'étant arrêté qu'au vu du bilan 1989, M. Jeancourt annoncé que sa banque réalise avec cette cession un gain sept foissupérier à ses béné-

Westpac Banking est la première banque du Pacifique Sud et la trentième mondiale. Elle est très bien implantée dans l'ensemble des îles du Pacifique et bénéficie « d'une forte et ancienne tradition de banques à guichets ».

M. Jeancourt Galignani a estimé qu'il était bon que « une banque australienne s'intalle en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, pour le développedes échanges commerciaux entre la France et l'Australie. » entre les deux pays est une anomalie », a-t-il ajouté.

Indosuez était la plus ancienne banqua du territoire calédonien et avait fêté son centenaire cette année. Elle emploie trois cent vingt-huit personnes en Nouvelle-Calédonie dans vingt et une agences et deux cent cinquante personnes en Polynésia au sein de dix-neuf agences. Pacifique avec ses filiales Galignani a cependant d'Australie, Nouvelle-Zélande et Vanuatu. - (AFP, AP, Reu-

Banques, assurances			Bâtiment, tra	vaux p	ublics
	3-11-89	Diff.		3-11-89	Diff.
Bail Équipement Bançaire (Cie) Cetalem CCF CFF CFI Chargeurs SA Enrafrance Hénir (La) Locafrance Locafrance Locafrance	343 583 576 183 1 202 1 205 1 951 2 359 650 518 830 1 336 1 83,59	- 2 + 3 - 19 + 12 + 10 + 51 + 159 + 38 + 19 - 1 + 259	Anxil d'eutr	671 1 585 879 1 686 1 189 1 420 79,28 599 1 119	+ 12 + 11 + 39 inch. - 64 + 46 + 13 + 8,29 - 8 + 10 + 2,10
OFP Paribas	1 520 637	+ 19 + 28		3-11-89	Diff.
Paris, de réesc Prétabail Schneider Société générale Suez (Cie Fin.) UCB	435 1 130 820 475,10 385 247,59	+ 15 + 5 - 7 - 9,40 + 3,10 + 7,59	Alsni Avions Dassault-B. De Dietrich FACOM Fives-Lille	554 592 1 990 1 501 315	- 11 - 8 - 89 + 36 + 8
Filatures, text	iles		Marine Wendel Penhoët	452 455	+ 15 - 12
Agache (Fin.) BHV CFAO	3-11-89 1 579 845 679	Diff. + 29 - 5 + 54	Peugeot SA Sagem Saulnes-Châtillon Strafor Valeo Valeo Vallourec	818 1 469 338 1 131 759 456	inch. + 1 + 6 10 + 33 + 1
Damart DMC Galeries Lafayette La Redoute Nouvelles Galeries	3 769 526 2 080 3 670 762	- 19 + 18 - 30 + 49 + 12	Valeurs à reve ou indexé	enu fixe	<u> </u>
Printemps SCOA	653 51,50	- 37 + 1,50		3-11-89	·Diff.
Produits chim	iques		PME 10.6 % 1976 8.80 % 1977 10 % 1978	198,60 121 168,50	+ 0.25 - 0.05
	3-11-89	Diff.	9,80 % 1978 9 % 1979	100,15 98,68	- 0,18 - 8,62
Inst. Mérieux Labo. Bell. Roussel Uc BASF Bayer		+ 120 - 93 + 65 - 5 + 2	10,80 % 1979 16,20 % 1982 16 % 1982	103,10 101,09 103,59 3 706 99,88	+ 0,66

COURS

C	526 2 080 3 670 762	+ 18 - 30 + 49 + 12	Valeurs à revo ou indexé	enu fix	<u>e</u>
oduits chin	653 51,50 uiques	- 37 + 1,50	PME 10.6 % 1976 8.80 % 1977 10 % 1978	3-11-89 190,60 121 160.50	Diff. + 0.24 - 0.05
Mérieux Dell Sel Uc F Schst Chemic k Hydro	3-11-89 6 300 2 167 2 306 918 951 899 107,50 128,76	Diff. + 128 - 93 + 65 - 5 + 2 - 17 - 0,59 + 1,20	9,80 % 1978 9 % 1979 10,80 % 1979 16,20 % 1982 16 % 1982 CNE 3 % CNB bq. 5 000 F. CNB Partbas 5 000 F CNB 5 000 F	100,15 98,68 103,10 101,09 103,59 3 706 99,88 101,50 101,50	- 8,16 - 8,63 + 0,66 - 8,65 + 8,01 - 24 - 0,14
iotionnel 10	%. – C	_	TIF in pourcentage du	3 nov.	1989

Nombre de contrats : 88 601.

Mars 90

Déc. 89

ÉCHÉANCES

Juin 90

	_							_	
Premier	•••	~				_	<u> </u>		
+ haet		105,	62	10	5,66		105,82	-	
+ bas		105,	22	10	5,36		195,70		_
Dersier 105,34 105,36 105,70 -							-		
Compensatio	đ	105,	34	10	5,36		105,56		- .
LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)									
	3	0 oct.	31	oct.	l= no	7.	2 nov.	Т	3 nov.
RM	3	106 888	2 26	6 947			2 348 583	7	-
R. et obl. Actions .		491 122 265 999		2 289 2 063			7 150 994 282 809		-
Total	11	864 009	9 64	1 299			9 782 386	\mathbf{T}	
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)									
Francaises,	ì	21.1	12	1.9	•	1	122.4	ĺ	_ ′
Étrangères.	Ī	10,7		1,2			112,1	1	_
SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 30 décembre 1988)									
Tendance .	1	16,4	_	7,6			117,6	ı	- .
(base 100, 31 décembre 1981)									
Indice gén.	. 5						514,2	ı	513,8
(base 1000, 31 décembre 1987)									
Indice CAC 40.	11	304,99	181	9,51			1 820,58	į	1 806,33
l		OMF (base 1	100, 3	1 décer	abro	: 1981)		
Indice OMF 50.	4	193,21	49	9,72	١.	1	498,41	1	493,83
Indice OMF 50.		193,21	49	9,72		1	498,41	1	493,83

BP-France 132 + 2 Elf-Aquitaine 492 + 7 Esso 455 Exxon 286.80 + 16.89 Petrofine 1875 - 16 Primagaz 792 - 13		3-11-89	Diff.
Rayal Dutch	Elf-Aquitaino Esso Exxon Petrofias Primagez Royal Douch	492 455 286,80 1875 792 154 418.10	+ 7 + 5 + 10,80 - 16 - 13 - 2 + 5.10

Mines, cooute	houc	• .
outre-mer	• .	٠.
	3-11-89	Diff.
Géophysique Imétal	755 795	inch.
Michelin Métaleurop	162,90	+ 1,80
RTZZCI	51,75	+ 4,75
241	2,30	- 9,04

		ES VARIATIO OMADAIRES	
Valence	Hamato %	Valents	Baisec K
modisneyland NPCI	+ 10,3	Berger SA Fromagaries Bel Nonion et Cio	- 85 - 75 - 59
fajorette Kétalearup	+ 8,8	Sampiquet Annodat-Roy Lab. Roger-Bol.	- \$6 - \$2 - 45
stortochnique ocalizace younsise Eaux	+ 73 + 7 + 69	CSEE Concion Concets fr	- 43 - 4 - 39

Chargoian SA . SAT Min. Pro. Sal	+ 73 + 7 + 8 + 4 + 4 + 4 + 4 + 4 + 4 + 4 + 4 + 4 + 4	Annocht-Roy Lab. Roger-Bol. CSRE Concless Cimetes fr. GTM Entrope. Soderho UFB Locabail De Dietrick Cia ALSPI	- 52 - 43 - 39 - 39 - 37 - 37 - 37				
VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)							

	Nore de titres	Val. ca cap. (F)	
Navigation mixto	587 252	L113 298 776	ı
eqe Lotern plac	1 092 305	1 108 671 102	ı
eribes	1 119 379	699 243 057	ı
zero Disacyland	5 034 674	463 015 998	l
TERRETON SA	532 764	432 985 676	l
Joseph Languis	248 488	400 696 207	l
VMH Most Hen.	83 302	388 852 705	ŀ
eint-Gobern	521 155	315 868 149	١.
ivez financière	594 424	230 773 845	
SERTE (Gén.)	101 428	203 724 134	ı
ource Permer	97 305	191 810 726	
LF Aquinine	388 376	190 018 480	i
GE	406 168	180 713 128	ı
HOUSE SAPLC.	3 100 618	169 644 268	ı
(*) Da vendr 2 novembre inclus	edi 27 ocu	obre an jendi	

<u> </u>		
 _	<u></u>	 -
MARCHÉ LIBI	RE DE	L'OR
		
	Cours 27-10-89	Cours 2-11-20
· <u>-</u>	-	
Or fin Bidlo en berrel	75 000	76 150
~ (tillo on lingot) Pilice française (20 fr.)	74,955 - 481	76 350
© Plice (reposite (10 tr.)	252	499
Pièce suisse (20 fr.)	467	470
Pièce intine (20 tr.)	430	440
@ Plice tunisleme(20tr.)	430	422
Surrenia Elementa II	547 545	550 550
© Desi-conversio	448	441
Phico de 20 dollers	2 890	2 750
- 10 dollars	1 380	1 390
• - 5dollers	915	870
- 60 peecs	2 210 565	2 955 863
- 10 fores	460	883
● - Sroubles	314	312

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Une très forte reprise a en lieu cette Une très forte reprise a en lieu cette semaine, favorisée par la reprise des grandes manceuvres sur le finant des OPA, stoppées net après l'échec de la reprise d'UAL. Mais les inquiétudes suscitées par la situation économique et la tension sur les taux d'intérêt out tempéré les ardeurs des investisseurs. Avec le retour de l'effiritement, le marché new-yorkais a reperdu une partie du terrain acquis. Vendredi, l'indice des industrielles s'inscrivait à 2629,51 en progrès de 32,79 points. en progrès de 32,79 points.

L'annonce du lancement par Georgia Pacific d'une OPA de 3,18 mil-liards de dollars sur Great Northera Nekoosa a littéralement dopé le marché, en faisant espérer que les goundes opérations de rachats industriels, prin-cipal haussier ces derniers mois, n'étalent pes terminés. Mais en même n'étaient pas terminés. Mais en même temps, les assez mauvais résultats des entreprises pour le troissème trimettre ent ravivé les craintes de récession. Les chiffres du chômage publiés vendredit out un peu ressuré la communanté, sans toutefois permettre d'escompter un assouphissement des conditions du crédit, avec, oh, paradone, l'augmentation des créations d'emplois.

	Cours 27 oct.	Cours 3 mov.
Alcoe	68 3/4 43	69 3/8 43 1/2
Boeing	54.5/8 36.3/8	563/4 361/2
Du Pont de Nemours Easteman Kodak	1147/8 431/4	114 5/8 42 5/8
Ford	45 3/4	46 45 1/2
General Electric General Motors Goodyear	53 1/2 44 43 1/4	53.7/8 44.3/8 47.1/4
IBM ITT	100 571/2	98 1/4 58 1/2
Mobil Qil	56 1/8 66 1/4 41 5/8	56 68
Schlumberger Texaco UAL Corp. (es-Allegis)	51 3/4	41 3/4 52 1/2 184 1/2
Union Carbide USX	243/4 331/4	24 1/4 34-5/8
Westinghouse Xerox Corp	647/8 57 1/4	67 1/8 57 7/8

LONDRES Plas 4,3 %

Le London Stock Exchange a L'indice des 100 valeurs a progressé de 4,3 %, effaçant ainsi presque complète-ment ses pertes précédentes. Le redres-sement de Wall Street a teau un rôle non négligeable. Mais le véritable détonateur de la hansse a été l'OPA lancée par Ford sur Jagnar, à laquelle, on surprise, le gouvernement ne s'est pas opposé. Les runeurs de démission du ministre des transports, accusé par la presse de délit d'initié, out un instant rendu le marché nerveux.

Indices «FT» du 3 novembre : 100 valeurs, 2 173,1 (contre 2 082,1); 30 valeurs 1 746,4 (contre 1 678,5); fonds d'Etzt, 83,75 (contre 84,37) et mines d'ör, 231,5 (contre 209,5).

	Cours 27 oct	Cours 3 pov.
Bowater BP Charter Courtanks De Beens (*) Glaxo GUS ICI Resuces Shell Unitewer Violgers	424 235 469 348 13,25 13,50 15 16,90 898 415 630 289	431 298 467 352 14 13,50 15 10,84 900 423 640 219

(*) Endollers. FRANCFORT Faiblesse persistante

Toujours sous le coup du mini-krach de la mi-octobre, le marché allemand a eté sourd anx bonnes nouvelles, ignorant même la suppression de l'impôt de Bourse à compter du 1° janvier 1991. rant même la suppress Indices de 3 septembre : DAX-30, 1 449,9 (contre 1 462,93) : Commerz-bank, 1 812,1 (contre 1 838,2).

	Cours 27 oct.	Cours 3 nov.	
AEG RASF RASF Rayer Commercianik Dentschebank Hoechst Karstadt Mameaman Siemens	240,89 274,10 282 243 647 270,59 588 239,50 523,50	236,58 271,38 281,59 244 654,59 266,50 574 230	
Volkswagen	427	519,28 417	

TOKYO

Quatre séances seulement cette semaine, le marché nippon syant chêmé vendredi pour la Fête de la culture. D'une façon générale, les cours out peu varié. La seule informa-tion immercate de la seule information importante a été l'amonce de la prise de contrôle du groupe Rockfeller par Mitsubéshi Resta.

Indices dn 2 novembre : Nikkei, 35494,80 (contre 35527,29); Topix, 2 685,03 (contre 2 681,76).

	Comm. 27 oct	Cours 2 nov.
Ahar	795	790
Bridgestone	1 980	1 990
Candus	1 800	1 820
Puji Benk	3 260	3 180
Hondu Motors	1 880	1 850
Musushita Hectric	2 320	2 320
Missubishi Henvy	1 100	1 120
Sony Corn.	8 420	8 250
Toyota Motors	2 680	2 696



West na

Mile (p. Area

Mil marine

den ibligan

\$466.T.

the same of the sa

€Mar Sames y

* 4.2 mg

State of

Company of the second

ورواجها كالمتراوع

Sealing Page

a Rose to .

7-5-7

tara tara

5 200

العاد منوري

+4.

794

A

2.45

الماد والموسود

野洲南海山

distributed for the second

NI Walley

English Bally

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Incertitude persistante

Deux emprunteurs français ont sollicité le marché international des capitanx durant la semaine de la Toussaint. Leurs operations rendues publiques vendredi matin sont très intéressantes parce qu'elles révèlent chacune à sa manière les incertitudes de la situation actuelle.

La première, de 75 millions d'écus, est pour le compte de Thomson Brandt Internationel NV, un véhicule financier du groupe français dont Thomson SA garantit les obligations. Emis à 101,375 % du pair pour une durée d'un peu plus de deux ans, les titres sont rémunérés au taux facial de 10 %. Un tel rendement associé à une signature de cuelliés associé à une signature de qualité pour une période aussi brève est une assurance de réussite.
L'empressement de nombreuses banques internationales à rejoindre le groupe de direction de l'emprunt montre bien qu'un solide appétit existe pour ce genre de titres. Mais il ne s'agit que de particuliers. Les investisseurs insparticuliers. Les investisseurs institutionnels qui assistent à une montée incessante du niveau de l'intérêt en Europe ne manifestent l'intérêt en Europe ne manifestent pas le même enthousiasme immé-diat que la clientèle privée pour un rendement nominal anssi élevé (c'est le premir euro-emprant en écu à être assorti de coupons d'intérêt de 10% depuis celui de la Banque nationale de Hongrie, mi avant été offert en souscrip. qui avait été offert en souscrip tion durant l'été). Les grandes institutions se soucient davantage du montant global et 75 millions ne sont pas un gage de liquidité sur le marché secondaire. Quant aux conditions, même en tenant compte de l'ensemble des con-missions qui reviennent aux ban-ques, le rapport de 9,84% ne leur ques, le rapport de 9,84% ne leur apparaît pas particulièrement généreux. L'emprunt, placé sous la direction de Crédit lyonnais, fait l'objet d'un contrat d'échange, au terme duque! Thomson dispose de fonds en florins à taux variable, qui lui reviendront bien moins cher que s'il s'était adressé directement au marché néerlandais.

Tout autre est la seconde émission française, montée pour le

sion française, montée pour le compte d'Electricité de France. Elle porte sur 100 millions de dollars canadiens, un montant phuôt modique sur l'euromarché, mais qui, se greffant sur une souche de 150 milions de francs, atteint un volume susceptible de satisfaire volume susceptible de satisfaire dette, la trille de la transaction et les exigences des grands investisseurs institutionnels. Garanties du Trésor ces trois dernières par la République française, les

obligations EDF rapportent inté-rêt au taux de 9,75% durant dix ans. La nouvelle tranche a été préplacée par l'intermédiaire de Goldman Sachs International et de Paribas. Le produit de l'emprunt est « swappé » contre des fonds en dollars des Etats-Unis à taux variable à des conditions fort avantageuses pour l'emprunteur qui les substituers à un programme plus coûteux de billets de trésorerie.

En soi, l'émission de l'EDF n'était pas de nature à affecter le marché dans son ensemble. Elle a pourtant pris une importance toute particulière dans l'artente des dernières statistiques de l'emploi aux Etats-Unis, qui devaient être publiées vendredi après-midi. On sait que ces chif-fres ont décu tous ceux qui en espéraient une confirmation du ralentissement de l'économie anderes de l'économie au ricaine et, donc, une baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique. Nombreux étaient les spécialistes qui, jeudi et vendredi matin encore, tablaient dans cette optique sur une vive reprise, ces pro-chains jours, de l'activité primaire dans le compartiment de l'euro-dollar. On trouvait alors en Elec-tricité de France un candidat de

Vers une réouverture de l'eurocouronne norvégienne

nué d'être dominé par les emprunteurs japonais dont la présence est de plus en plus voyante. Il a aussi été marqué par une recrudescence de débiteurs scandinaves, la Toussaint n'étant pas un jour férié dans leurs pays d'origine. Une transaction nou-velle très intéressante a été montée en Norvège pour le compte d'un établissement public, qui bénéficie de la garantie du royanne. Norges Kommunalbank a émis, mardi 31 octobre, un emprunt de 1 miliard de conronnes norvégiennes qui représente la plus grande opération obligataire lancée dans cette monnaie par un débiteur autre que le Trésor d'Oslo. Les titres, émis au pair, seront rémunérés au taux facial de 10,125 % l'an, durant trois aux. Ces conditions apparaissent très erigués si on les com-pare aux rendements que procu-rent d'autres titres norvégiens. Mais considérant la qualité de la années, on est en droit de leur

rêve. Les emprunteurs de ce gabarit sont devenus très rares et les grands gestionnaires de fonds ne demandent qu'à leur prêter.

Prenant prétexte des difficultés actuelles du marché des emprunts en france français, certaines eurobanques voyaient. déjà EDF renoncer à une partie de son pro-gramme d'émission inscrit au calendrier national (pour quelque 3,5 milliards de francs) et le remplacer par une grande émission en dollars. Déjà certains enviga-geaient comment allait être mon-tée la transaction de swap qui aurait permis à l'emprunteur de

disposer finalement de fonds en francs, ce qui a toujours été son objectif.

Dans quelle mesure s'est-il agi d'une confusion avec l'opération en dollars canadiens qui était en préparation? Dans quelle mesure s'est-il agi de mure enfortletien? s'est-il agi de pure spéculation? Il est difficile d'en faire le partage. Mais ce qu'on retiendra de ces rumeurs relatives à EDF, c'est la façon dont elles ont traduit, et la concurrence acharnée des euro-banques pour l'obtention de man-dats, et l'instabilité d'un marché qui continue à se donner pour repères la publication de statisti-ques malaisées à interpréter.

Par ailleurs, le marché a contiprédire un bon accueil. Pour trois quarts de son montant, l'opération est destinée à se placer à l'étran ger. Cela ne fait que six mois peine que les non-résidents sont autorisés à investir en couronnes norvégiennes. D'un point de vue technique, l'emprunt appartient au marché national des capitaux Son groupe de direction placé sous la conduite de Union Bank of Norway est cependant tout à fait international. Mais, à la diffé rence d'un euro-emprunt, les pré teurs ne pourront pas disposer physiquement de titres imprimés. Le marché des euro-obligations

en couronnes norvégiennes ne devrait cependant pas tarder à rouvrir ses portes, pour peu que les responsables de ce pays arrivent à convaincre les investisseurs de la solidité de leur monnaic; liée à un panier de devises et des succès qu'ils ont remportés sur l'inflation. La montée des prix en Norvège ne devrait pas dépasser 4 % cette année, soit un taux inférieur à celui de la moyenne des pays de l'OCDE.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Une belle confusion

Le dollar est-il fort ou faible? L'économie américaine est-elle ou n'est-elle pes en décélération? Le système monétaire européen va-t-il rester stable ou un réajuste-ment est-il à prévoir? Voilà toute une série de questions auxquelles les observateurs sont bien en peine de répondre, tant les signaux sont brouillés et les chiffres incertains. Le dollar? La semaine der-

nière, tont le monde le voyait fléchir, en liaison avec un ralentissement de la conjoncture aux Etats-Unis, qui ternirait un peu le reflet de l'Amérique. Mais l'annonce d'une stabilité du chô-mage remet en question le net ralentissement, bien que les don-nées fournies soient imprécises, les créations d'emplois, en hausse de 15%, étant observées à 90% dans les services et à 10% dans la blir, lentement mais surement, production. Quelle expansion, vis-à-vis du dollar et des monnaies donc, et dans quels secteurs?

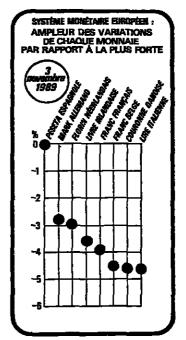
Le système monétaire euro-péen? L'annonce, par le chance-lier Kohl, qu'il était opposé à toute réévaluation du deutsche-

mark, après un entretien avec M. François Mitterrand, a calmé la spéculation sur un réajustement du SME, qui commençait à se développer à la veille de chaque week-end. Mais pour combien de temps, se demandent les opérateurs, et à quel prix? Celui d'une tension prolongée des taux d'intéret en France, sans aul doute. La livre sterling est restée faible, perdant encore un peu de terrain sur la semaine dernière, mais les pressions sur la devise britannique se sont un peu atténuées après le discours inaugural du nouveau chancelier de l'Echiquier, M. John Major. Il a expliqué que l'instrument essentiel de lutte contre l'inflation était le maniement des taux d'intérêt et le maintien d'une monnaie forte.

Le yen a continué de s'affajeuropéennes. Il a encore perdu 2 centimes à Paris, où le franc s'est réévalué de 13 % en neuf mois par rapport à la devise nip-

Sur le marché de l'or, quelques - touches - sont actuellement observées, notamment sur le marché à terme de New-York (COMEX). Depuis le 15 septembre 1989, le cours de l'once de 31,1 F est passé de 355 dollars à 375 dollars environ, avec des transactions parfois très animées. Certains spécialistes estiment que l'URSS, avide de devises, désire que les cours montent pour valoriser sa production. D'autres mettent en avant le fait que les compagnies de réassurance japonaises viennent d'être autorisées à placer en or 3% de leurs réserves, ce qui n'est pas mince.

F. R.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 30 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

								_
PLACE	Uwre	S E.U.	franc français	Franc Suisse	D. merk	Franc beige	Plorie	Lire Italiense
	1,5700		15,9846	61,8238	54,2446	2,5826	48,0538	0,9738
Mine-York .	1,5788		16,0308	62,2471	54,4366	2.5927	48,2160	0,0740
	9,8219	6,2560	-	386.76	339,35	16,1570	300,62	4,6187
Perie	9,8435	6,2380		381.29	339,58	16,1732	300,77	4,6156
	2,5395	1,6175	25,853	ľ	81,741	4,1774	77,7271	1,1942
Zarich	2,5351	1,6965	25,7534		87,4524	4,1852	77,4590	1,1887
	2,8943	1,8435	29,4681	113,97	•	4,7611	88,5872	1_3610
Franciert	2,8988	1,8370	29,4485	114.35	,	4,7628	83,5728	1,3592
	68,7984	38,72	6,1892	23,9382	21,0035		18,6864	1,8586
Brussiles	69,8636	38,57	6,1831	24,0887	29,9942	_	18,5969	2,8559
	3,2671	2,6816	337,64	128,65	112,88	5,3745		1,5363
Attactordec	3,2737	2,0748	332,48	129,10	112,98	5,3773		1,5346
Nie	2126,56	1354,50	216,51	837.40	734,74	34,9819	650,29	
	2132,66	1351,50	216,66	841,27	735,71	35,8482	651,64	_
	224,98	143,30	22,9858	\$3,5935	71,7325	3,7909	68,8611	0,1658
Takyo	224.31	142.15	22,7878	88,4843	77,3816	3,6855	68,5391	1,1852

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 3 novembre, 4,3657 F contre 4,3883 F le vendredi 27 octobre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La Berezina!

Le MATIF en déroute, l'adjudication du Trésor en pleine décote, le marché allemand des obligations fortement dégradé, et le moral des opérateurs à zéro : « C'est la Berezina ! », gémissait l'un d'entre eux. Ainsi, la légère amélioration que les marchés européens, notamment français, avaient connuE la semaine dernière a fait place à un noir pessimisme, sous le double impact de la reprise des taux erët en Allemagne et de la sta bilité du chômage aux Etats-Unis,

qui éloigne la possibilité d'une baisse des taux là-bas. Sans doute, personne ne se fait plus d'illusion maintenant sur la détermination de la Banque fédérale d'Allemagne en matière de lutte contre l'inflation. Sa politique de relèvement continu des taux d'intérêt, depuis le début de l'année, en témoigne, mais, après l'augmentation d'un point complet de ses tanz directeurs le 5 octobre dernier, on pouvait tabler sur un répit. Point du tout : les taux à long

terme ont repris leur ascension outre-Rhin, ladite Bundesbank ayant émis le dernier emprunt fédéral à 7,09 %, déjà décoté le len-demain de son émission, puisqu'à la veille du week-end les rendements des emprunts d'Etat allemands nnaient de 7,17% à 7,23%, en passe de rattraper le loyer de l'argent au jour le jour, qui valait 7 7/8 % environ.

En Aliemagne, on n'aime pas une inversion de la courbe des taux, qui vient d'apparaître, et qui a toujours été inconnue ou exceptionnelle. En outre, les résultats des appels d'offres de la Bundesbank

pas «bons»: de 7,90 % à 8,10 %. Cet alourdissement de l'hypothèque allemande déprimait déjà le marché français, envoyait au-dessous de 106 le cours de l'échéance. Mais il restait un espoir, celui d'une diminution des taux aux Etats-Unis, à la faveur d'un ralentissement de l'expansion, qui ferait pendant au durcissement allemand.

péenne, tombait sur les écrans l'annonce d'une stabilité des chiffres du chômage américain et d'une augmentation de 15 % des créations d'emplois, ce qui n'indique pas un ralentissement.

Du coup, les milieux financiers internationaux en conclusient que la Réserve fédérale de Washington n'était pas près d'assouplir sa politique et les rendements des emmonts d'Etat américains se tendaient, celui de trente ans remontant à 7,93 %, après une chute à 7,87 %, an plus bas depuis le printemps de 1987.

A Paris, sur le MATIF, les cours réagissaient fort mal à ces mauvaises nouvelles, tombant à 105,40 à la veille du week-end, dans une véritable psychose baissière. Le repli des cours commençait dès le mardi, les spécialistes en valeur du Trésor commencant à se convrir. c'est-à-dire à vendre par avance, en prévision d'une hausse de rende-ments à l'adjudication d'obligations assimilables du Trésor jeudi. Ce fut bien le cas : le Trésor a dû payer 8,96 %, en moyenne, sur dix ans, contre 8,82 % il y a un mois, et pour ses prises en pension ne sont 9,05 % à quinze ans, contre 8,58 %

il v a deux mois, se contentant de ver un peu plus de 7 milliards de francs, le bas de la fourchette.

Comme en octobre, la demande finale des investisseurs a été assez réduite, et les spécialistes en valeurs du Trésor ont du se dévouer. Espérons qu'ils se sont bien couverts, car le lendemain. vendredi, le rendement de l'OAT dix ans sur le marché secondaire Las! Vendredi 3 novembre, en ou gris, montait à 9,05 % et celui début d'après-midi, heure euro- de l'OAT quinze ans à 9,11 %, ce ou gris, montait à 9,05 % et celui qui décotait d'autant l'adjudication

Les « zinzins » ne sout pas pressés

toute fraîche : désespérant !

Quant au loyer de l'argent à court terme, il s'est installé au-dessus de 10 % au jour le jour, atteignant 10 1/4 % en un an. A moyen terme, il s'inscrit à 9,9 % sur deux ans et à 9,50 % sur cinq ans (BTAN). Les pronostics sont pessimistes, fondés sur un raisonnement très simple : on les taux américains baissent, on les taux allemands et français montent. Comme aux Etats-Unis aucun fiéchissement n'est en vue, on en tire aisément les conclusions sur la tendance à venir à Paris. Déjà, on y trouve des rendements à 9.50 % 9,60 % sur des obligations de première catégorie, et ceux qui vont se présenter sur le marché les prochaines semaines, le Crédit national, dit-on, et toujours la Caisse autonome de refinancement, vont sentir leur douleur.

Il convient toutefois d'appeler l'attention sur une situation un peu particulière. Depuis le début de 'automne, les investisseurs institutionnels, qui ont besoin d'acheter on de souscrire des obligations nonr leurs activités propres - placements correspondant aux contrats d'assurance sur la vie et à la constitution des retraites, - sont restés sur la réserve. Attendant une nouvelle hausse des rendements à long terme, ils se contentaient de placer leurs disponibilités sur le marché à court terme, nettement plus avantageux en raison de l'inversion des courbes de taux (court terme plus cher que le long terme). D'ici à la fin de l'année, toutefois, ils devraient combler leur retard, ce qui pourre constituer un soutien pour les cours des emprunts. Mais, dans l'immédiat, les « zinzins », comme on les appelle familière-

MATIÈRES PREMIÈRES

Sucres et Denrées s'engagent dans le pétrole iranien

Une fois n'est pas coutume, l'événement sur les marchés de matières premières n'a pas été cette semaine le fait d'un produit Denrées. La firme française instal-lée en haut des Champs-Elysées, généralement avare d'informations, a rompu avec son habitude pour annoncer la signature d'un gros contrat. Dans le sucre, dont elle est le premier négociant mondial? Pas du tont. Dans le cacao, où elle s'est signalée ces derniers mois per son duel avec l'américain Phibro pour la commercialisation de l'énorme récolte ivoirienne? Pas davantage. Sucres et Denrées vient de parachever son entrée dans le monde du pétrole en faisant de sa filiale Marimpex, basée à Hambourg, le premier acheteur privé du brut ira-

Soucieux de diversifier sa palette d'intervention au-delà des traditionnels sucre-cacao-café, le groupe, fondé en 1952 par Maurice Varsano, et à présent dirigé par son fils Serge, a fait ses premières armes dans le pétrole à partir de 1987. C'est en décembre 1988 que

PRODUITS	COURS DU 3-11
Cuivre h. g. (Louiss)	1 670 (- 48)
Trois mois	Livres/mane
Aleminium (Lodre)	1 692 (45)
Trois mois	Livres/some
Nickel (Lodes)	9 750 (~ 125)
Tres mois	Dollars/tonne
Sucre (Pais)	2 455 (+ 65)
Décembro	Franct/tonne
Cafe (Lookes) *	791 (+ 8)
Novembro	Livres/touse
Caeso (Nes-York)	964 (= 9)
Décembre	Dollars/mone
Bié (Chego)	405,2 (+ 6,80)
Décembre	Cents/ocissean
Malis (Chicago)	240 (- 1,60)
Décembre	Centi/boisseaa
Soja (Chicago)	183,68 (+ 0,8)
Décembre	Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la

plus voyante, lorsque Sucden Kerry International (SKI), filiale à 70% de Sucres et Denréea, et la firme malaysienne KUOK out pris une participation de 17.5% dans Marimpex, affaibli et endetté (pour quelque 59 millions de dol-lars) à la suite de positions défavorables sur le marché.

Cet investissement, porté en juin à 66,6%, a permis à «Sucres» de prendre le contrôle d'une firme présente dans le négoce, le stockage et la distribution des produits pétroliers, premier négociant indé-pendant de pétrole brut en RFA, et très bien introduite auprès des autorités iraniennes. Le 20 août, un contrat commercial fut ainsi signé entre Marimpex et la NIOC (National Iranian Oil Company), ferme sur 300 000 barils jour, soit un baril sur sept exportés par la République islamique.

Restait à mettre en place le crédit de préfinancement de 800 millions de dollars - le plus important jamais ouvert sur l'Iran et dans le domaine pétrolier - pour que l'accord du 20 soût devienne effectif. C'est chose faite depuis le 3 novembre. Le contrat, dont la durée d'exécution porte sur dixhuit mois, représente un chiffre d'affaires de l'ordre de 2,6 milliards de francs. Il repose sur un crédit ouvert par un groupe de ban-ques françaises et internationales conduit par le Crédit lyonnais.

Au siège du groupe, on ne cache pas vouloir faire désormais du pétrole « le produit le plus prioritaire », selon l'expression de M. Jean-Jacques Alphandery, le patron de SKI et nouveau président de Marimpex. « Nous trans-posons sur le pétrole ce que nous savons sur le sucre», poursuit-il, avec l'espoir de réaliser une forte percée dans un bref délai, plus vite que pour le cacao».

En France, le groupe s'est arrogé cette année une part de marché de 30 % pour les importations de produits pétroliers. Grâce aux actifs. 260 000 tonnes, dont un a été venda pour couvrir une partie des dettes, - et grâce surtout aux capacités de distribution de la société allemande, Sucres et Den-rées arrive armé dans un monde dominé par les grandes compagnies pétrolières. La firme française devrait d'emblée peser d'un poids plus lourd que les concurrents de sa catégorie, à savoir les traders Phi-bro et Marc Rich. Présent sur les marchés de Rotterdam et New-York, elle envisage d'ouvrir au plus vite une antenne pétrolière à Singapour, même si sa priorité reste, en matière de distribution, circons-

Cette stratégie de diversification menée par Sucres et Denrées ne s'arrête pas au pétrole puisqu'en 1989 le groupe a fait ses premiers pas dans le coton du Pakistan, exporté vers Hongkong et le Japon. Si le groupe estime avoir atteint son développement maximum dans le sucre et le cacao, il table sur une expansion du café, en particulier de la variété robusta. Son implantation récente en Asie pourrait aussi lui donner cavie de rebondir

crite à l'Europe.

ÉRIC FOTTORINO

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements: 45-55-91-82, paste 4330

Dow Jones relève son OPA sur Telerate

Le groupe Dow Jones, éditeur du Wall Street Journal, a accepté de relever d'une cen-taine de millions de dollars son offre d'achat sur le tiers du capital de Telerate, fournisseur d'informations financières, qu'il ne possédait pas encore. Aux termes de l'accord de principa conclutentre les deux firmes, Dow Jones va offrir 21 dollars par action Telerate contre 18 dollars précédemment, soit un total de 672 millions de dollars contre 576 milions pour les 33 % du

Un comité d'administrateurs de Telerate avait rejeté, le 11 octobre dernier, la précédente offre de Dow Jones en l'estimant insuffisante.

La nouvelle offre de Dow Jones reste soumise à un accord de fusion définitif et à l'approbation des conseils d'administration des deux sociétés.

L'annonce du relèvement de l'OPA de Dow Jones a entraîné un hausse du titre Telerate, qui gagnait 1,25 doi-lar à 20,75 dollars en début d'après midi à Wall Street.

Malgré les initiatives de MM. Mitterrand et Gorbatchev

Les restrictions budgétaires freinent la coopération spatiale franco-soviétique

Une centaine de spécialistes et de responsables français et soviétiques ont débattu, pendant une semaine à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), des modalités de la coopération spatiale entre les deux pays.

Ces vingt-sixièmes entretiens annuels, qui se sont conclus, vendredi 3 novembre, par la signature d'un protocole d'accord, ont porté notamment sur les préparatifs des futures missions martiennes et sur le vol d'un cosmonaute fran-

La commission des finances du Soviet suprême examine actuelleannée un éclat particulier. La coopément le budget spatial soviétique. Les ration spatiale franco-soviétique a pris un aspect plus spectaculaire et députés, qui - économies obligent étaient fermement décidés à procéder nel après les conversations entre à des réductions drastiques, semblent MM. François Mitterrand et Mikhail revenus à des meilleurs séntiments, a Gorbatchev sur ce sujet, à Moscou le 25 novembre 1988, à la veille du estimé M. Vladimir Kotelnikov, président du comité Intercosmos de départ du cosmonaute Jean-Loup Chrétien pour un vol de vingt-six l'Académie des sciences d'URSS. « l'espère qu'il n'y aura pas de res-trictions sur le budget civil, ou jours à bord de la station Mir. Et le juillet 1989, kars de la visite de qu'elles ne seront pas trop impor-tantes, a-t-il déclaré. En revanche, M. Gorbatchev à Paris, la signature d'un protocole a entériné le principe notre budget spatial militaire sera probablement fortement réduit en raison de l'évolution de la situation d'un nouveau voi franco-soviétique pour 1992. politique mondiale. » Malgré cet optimisme relatif, il est difficile pour Le prix les Soviétiques de s'engager ferme-ment sur des échéances précises avant le vote de leurs députés. Et

du «ticket»

L'accord final pour cette mission d'une durée de quatorze jours devrait intervenir le mois prochain. « Nous avons beaucoup progressé, mais il reste un certain nombre de modalités à préciser », a déclaré M. Jean-Marie délégation soviétique, ont pris soin de se cantonner dans des généralités lors Luton. Notamment le prix du «tic-ket»: les Soviétiques font désormais payer le séjour en orbite par les pays intéressés. Tarif officiel : 10 millions de dollars la semaine. La France devrait obtenir une réduction importante, en raison de l'intérêt scientifi-

cais à bord de la station orbitale Mir prévu pour 1992. Au cours de ces entretiens, la France et cinq autres pays ont déposé leur candidature à la direction générale de l'Agence spatiale européenne (ESA), qui sers vacante le 1º octobre 1990, après le départ de l'actuel directeur générai, M. Reimar Lust (RFA). M. Jean-Marie Luton (quarante-sept ans), directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES), devrait être le candidat français.

annuel, qui a lieu alternativement en que que présentent pour les Soviéti-France et en URSS, revêtait cette ques les expériences technologiques et médicales qu'elle propose pour ce vol. Mais les négociations semblem particulièrement âpres.

Les responsables soviétiques son restés également très évasifs sur la mission « Mars 94». Les discussions entre techniciens sont pourtant allées très loin et les modalités de cette expédition interplanétaire sont pratiquement fixées, indique-t-on officiellement du côté français. Deux sondes lancées en 1994 devraient lâcher chacone sur Mars deux ou trois petites stations météo, deux ou trois « pénétrateurs - capables d'analyser sur place la composition du sol martien et un ballon de fabrication française équipé de caméras, d'une station météo et de plusieurs autres instruments scientifiques pour l'étude de l'atmosphère et du sol de la planète (le Monde du mercredi 1ª novembre). Cette mission ne devrait pas être remise en cause, mais si des restrictions budgétaires trop sévères étaient imposées par le Soviet suprême, elle pourrait être repoussée

En dépit des incertitudes financières, la volonté de coopération spatiale entre les deux pays reste forte. par MM. Mitterrand et Gorbatchev, es projets s'inscrivent désormais dans la perspective d'un plan décennal. Au programme, l'étude scientifique de l'espace (astronomie et missions interplanétaires), la météorologie et l'étude de l'environnement terrestre à l'aide de satellites, les télécommun cations spatiales, la biologie, la méde-cine spatiale et les vols habités.

La prochaine manifestation concrète de cette coopération devrait être le lancement, le 1º décembre, du satellite soviétique d'astronomie Grana, qui emporterait le télescope français Sigma. Un engin d'une tonne, trois mètres cinquante de hauteur et un mêtre vingt de diamètre, destiné à l'étude des rayonnements gamma émis lors des événements vio-lents dans l'évolution des étoiles et

des galaxies. JEAN-PAUL DUFOUR

La composition du Comité d'évaluation de la recherche

La composition du Comité national d'évaluation de la recherc (CNER) a été adoptée, jeudi 2 novembre au conseil des ministres, sur proposition du ministre de la recherche et de la technologie. Ont été nommés :

- MM. Jean-Pierre Causse (directeur général adjoint chargé de la recherche à Saint-Gobain), Michel Demazure (président de la Société mathématique de France). Pierre Joliot (directeur du département de biologie à l'Ecole normale supérieure) et Gaston Meyniel (directeur du Centre de lutte contre le cancer de Clermont-Ferrand), au titre des représenque et technique.

 — M^{mo} Danièle Blondel (professeur en sciences sociales à l'université Paris-IX Dauphine, MM. Jacques Dondoux (président de l'Institut de recherches économiques et sociales sur les télécommiicstions), Guy Paillotin (administrateur général adjoint du Commissariat à l'énergie atomi-que) et Jacques Stem (ancien président de Buil) an titre des person nalités qualifiées choisies en raison de leur compétence dans les domaines économique, social, culturel, scientifique et technique.

 M. Jean-François Thery, en qualité de membre du Conseil d'Etat. - M. Roland Morin, en qualité de membre de la Cour des

Créé par décret en conseil des ministres le 9 mai 1989, le CNER, présidé par M. Guy Paillotin, aura pour mission d'apprécier la mise en œuvre et les résultats de la politique nationale de recherche et de développement technologique définie par le gouvernement.

La chancellerie demande un rapport sur le tribunal de grande instance de Paris

Le ministère de la justice a demandé un rapport « circonstan-cié » à la direction des services judiciaires sur les - anomaltes graves - dénoncées par un député dans le fonctionnement du tribunal de grande instance (TGI) de Paris. qui statuerait en matière de noniement de loyer alors qu'il n'en a Das la compétence.

Cette demande fait suite à une question écrite de M. Guy Malan-dain, député socialiste des Yve-lines, posée le 31 octobre an garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange.

Selon le député, le TGI se prononcerait sur des expulsions de locataires et des paiements d'arriérés de loyer, alors que ces affaires sont du ressort du tribunal d'instance du domicile des locataires concernés. - La procédure serait expéditive, les dossiers non analysés, des huissiers feraient fonction d'avocat », ajoute

M. Malandain. Dans son numéro du 18 octobre, le Canard enchaîné avait publié un article intitulé : « Le tribunal de Paris ne marche pas très droit », dans lequel il était indiqué que « cent cinquante jugements illégoux sont rendus chaque semaine (les lundis, mercredis et jeudis de 9 heures à midi) au Palois de justice de Paris. tice de Paris ».

Un ancien député socialiste porte plainte pour ingérence contre M. Jacques Médecin

Après les perquisitions qui vien-nent d'être opérées, non seulement an siège d'associations qu'il préside (le Monde du 1° novembre), mais aussi dans son appartement de fonction de maire de Nice, M. Jacques Médecin, président (RPR) du conseil général des Alpes-Maritimes, a qualifié, vendredi 3 novembre, de « calcul fait par ses adversaires » politiques, e démocratiquement battus à cha-que élection, l'exploitation faite » de la plainte pour ingérence dépo-sée contre lui par M. Jean-Hugues Colonns, ancien député et premier secrétaire de la fédération socia-

liste des Alpes-Maritimes. Cette plainte s'appuie sur le fait que, jusqu'en juillet dernier, M. Médecin détenait la quasitotalité des parts de la SEGAT, société éditrice d'Action Nice Côte d'Azur, magazine essentielle-ment financé par la publicité et les annonces, et qui a bénéficié des budgets publicitaires des associations para-municipales dirigées par M. Médecin, elles-mêmes subven-tionnées par la ville de Nice. En confondant ses intérêts privés d'éditeur avec les intérêts publics de la ville dont il a la charge, le maire se serait ainsi rendu compa-ble du délit d'ingérence.

Dans un communiqué remis à l'AFP, M. Médecin indique : « M. Coloma avait déjà utilisé la même argumentation en dépos un recours devant le tribunal administratif contre mon élection agninistratif courre mon election Dans rendu l. 21 juin dernier, le même tribuna' (...) devait débouter le plaignant, estimant que ma présence à la tête de la SEGAT était non effective et non rémunératrice. Actuellemen l'affaire est devant le Conseil d'État, à la demande de M. Colonna.

» En ce qui concerne l'éventuel délit d'ingérence qui m'est repro-ché par M. Colonna, ajoute M. Médecin, je tiens à préciser que l'affaire est entre les mains de la justice et qu'il n'est pas dans mes habitudes de me permettre de prononcer la moindre remarque sur la procédure engagée, et ce tant que le parquet de Grenoble (1) n'aura pas remis sa décision. >

(1) M. Médecin étant officier municipal, l'instruction de l'affaire ne pouvait être confiée à un magistrat de sa circonscription. C'est M. Pierre Bérard, conseiller à la cour d'appel de Grenoble, qui a été chargé du dossier et qui, à ce titre, a ordonné les perqui-

Le conflit de l'Agence centrale de presse

L'Etat ne veut pas « se substituer aux parties concernées »

A la veille du conseil d'administration prévu samedi 4 novembre, qui doit décider du sort de la seconde agence de presse française, les syndicats de l'Agence centrale de presse ont été reçus au ministère la communication par M∞ Catherine Tasca.

Tout en soulignant son attached'informations », celle-ci a indiqué que le gouvernement « n'entend pos se substituer aux parties intéressées », actionnaires de l'agence et journaux clients. Pour Mm Tasca, il serait prématuré que le gouvernement prenne des initia-tives, mais il pourra en revanche intervenir ultérieurement pour favoriser une solution de reprise, en garantissant par exemple un accord on en prenant des mesures d'accompagnement, comme des abonnements supplémentaires pour les administrations.

Même si certains députés socialistes semblent plus désireux que le gouvernement d'intervenir, la balle est donc complètement dans le camo des actionnaires actuels et des organisations de la presse. Le désengagement de M. Maxwell ne fait plus de doute - même si ses modalités ne sont pas précis Acceptera-t-il par exemple d'apu-rer le passif de l'agence avant de passer la main? Dans l'attente, les autres actionnaires observent nour l'instant un silence prudent sur leurs intentions et les dirigeants de la Fédération nationale de la presse française ont annulé vendredi un rendez-vous avec l'intersyndicale de l'ACP. Celle-ci s'étonne du mutisme des patrons de presse et a lancé une pétition nationale sur le

thème du pluralisme. Pour sa part, le Livre CGT l'ACP, pour la défense au pluralisme et le simple respect du droit des gens ». « Une fois de plus, le requin de la communication Moxwell démontre son intolérance, écrit le Livre CGT, sa brutale décision illustre parfaitement les dévolements auxquels sont prêts à se livrer dans l'Europe de 1993 les quelques grands groupes de presse apatrides pour lesquels seuls les intérêts financiers comptent. »

D Maxwell et Murdoch dans la presse hongroise. - L'homme de presse britannique M. Robert Maxweil vient d'acheter une participawell vient d'acherer une participa-tion de 40 % dans le journal du gouvernement hongrois Magyar Hirlap. Des actionnaires hongrois (groupe de presse Pallas, salariés du journal et banques et entre-prises hongroises) détiendront les 60 % restant d'une socjété commune d'exploitation. Le journal cessera d'être l'organe officiel du gouvernement, et sera modernisé avec l'aide des capitanx de M. Maxwell, L'éternel rival de M. Maxwell, M. Rupert Mardoch, M. Maxwell, M. Rupert Pauracea, s'intéresse aussi à la Hongrie : il négocie actuellement un accord avec le quotidien Mai Nap (journal indépendant du soir, tirant à 80 000 exemplaires) et le magazine Reform, le plus populaire de zine Reform, le plus populaire de Hongrie, avec ses 380 000 exem-plaires hebdomadaires.

Typhon dans le golfe de Thailande

Un navire américain a coulé avec une centaine de personnes à bord

and April a real.

Page Service

and the second

et et

of Committee of the Committee of

e ser la le la la

12- 14 A 14 A

Service of the last

7 (*) ·

The second second

শ্বিদ্ধ দুৰু

 $\mathcal{L}(\omega) = (\omega_{\mathbf{k}})_{\mathbf{k}} + (\omega_{\mathbf{k}})_{\mathbf{k}} + (\omega_{\mathbf{k}})_{\mathbf{k}}$

Y

Mark to the

Garage and Mark

Strategy of the strategy of

1 to ...

TRANSFER SERVICE

14 a ----

The same of the same of

Though the Fidency .

The Contract of

 $p \not = ^{(4)^{-4} \operatorname{col} k \cdot (4^{n})}$

** 10 ~ .

The second second

The section of

74 (.... = F...

The state of the s

***** 1 ...

The state of the s

1 1 m No. on

T. . .

7 * - -

4.31

Un navire d'exploitation de gisements de gaz a confé dans le golfe de Thatlande où son épave a été indiqué des responsables des opérations de secours à Bangkok. Le Sea-Crest avait quatre-vingtdix-sept personnes à bord au moment du nanfrage. Il semble que certaines d'entre elles aient survecu. Seion le ministère thallandais des communications, la tem-pête, décienchée par un typhon baptisé « Gay », risque d'avoir également provoqué le naufrage de plusieurs bateaux de pêche, avec, au total, quelque cent marins portés disparas.

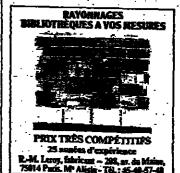
Le contact avait été rompu depnis jeudi en début d'après-midi avec le Sez-Crest, un navire appartenant à la société de Los Angeles, Unocal. Le bateau était alors assailli par des vents soufflant à quelque 120 kilomètres-heure et par des vagues hautes de 10 mètres. Un cargo thailandais semble également avoir sombré, avec une quinzaine d'hommes d'équipage à bord, dans la tempête qui sévit sur le golfe de Thaflande depuis quelques jours. - (AFP.)

Une équipe européenne de télévision retenne en Chine

Marie Jaoul avait obtenu des antorités chinoises la permission de partir sur les traces d'Alexandra David-Neel, la célèbre exploratrice du Tibet, morte en 1969, à l'âge de cent un ans. Son équipe a tourné pendant l'été dans les provinces du Sachuan, du Gansu et du Qinghai, à l'ouest de la Chine. Le film est une coproduction des télévisions française (TF1), ouest-allemande (WDR) et britannique (Channel 4).

En dépit des autorisations accordées par le ministre du tourisme de la République populaire de Chine et par l'armée rouge, Pékin a saisi les cent cinquante-quatre bobines tournées, et les membres de l'équipe ont du rester sur place six semaines supplémentaires.

La réalisatrice, forte de son contrat, a jugé ce procédé inaccep-table. Une demande d'explication a été adressée aux autorités chinoises par des diplomates français, ouestallemands et britanniques.



L'ESSENTIEL

Il y a dix ans, les Américains otages

M. Kotelnikov comme M. Oleg Fir-

suk, directeur adjoint de la société

Glavcosmos, les deux chess de la

de la conférence de presse qui a suivi

Cette réserve n'a pas empêché les

discussions d'être fructueuses au

niveau technique. Ce rendez-vous

la clôture des entretiens de Saint-

Jean-de-Laz.

- 15 12 45 48 B 15 14 44 14

à Téhéran 2

L'Ethiopie renoue avec Israël

Satisfaction à Jérusalem après le rétablissement des relations diplomatiques3

Manifestation à Sofia Des écologistes ont défilé aux cris de « Démocratie » 4

20 4 10 0 Diese

Budget de l'éducation adopté

Grâce à l'abstention des communistes6

démissionne de son mandat de député L'ancien président de la République

M. Giscard d'Estaing

M. Rocard et le social Le premier ministre cherche à er son image après le confli

choisit l'Europe et l'Auvergne . . . 7

Livres politiques Le cas Brasillach, par André Laurens

AZIN SOCKETIEN SAN

Colloque

sur la sécurité intérieure La fin de la guerre entre la majorité et l'opposition 8

L'honneur de McEnroe

L'ancien champion du monde a battu Michael Chang en quart de finale de l'Open de tennis de Paris-

CULTURE *

Dialogue Picasso-Braque

Deux monstres sacrés face à face pendant sept ans. L'exposition de New-York raconte, montre tout sur ce dialogue passionnant, avant de venir, en partie, à Bâle. Mais

Lorin Maazel au Châtelet

Lorin Mazzel va diriger Fidelio au Châtelet pour Giorgio Strehler. Puis il repartira pour les Etats-Unis. Mais il a annulé ses engagements avec

REGIONS ***

Le réveil du Sud aveyronnais Les transformations de Saint-Georges-de-Luzençon au pied du

plateau du Larzac 12 ECONOMIE ***

Tension sur les taux européens

La non-réévaluation du mark va entraîner une nouvelle baisse des taux d'intérêt en RFA et en França 13

Indosuez se retire de Nouvelle-Calédonie

La banque française cède à l'austra-lien Westpac Banking Corporation ses activités en Polynésie et en

Services	
Abonnements	
Carnet	
Mots croisés	

Télévision 13 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

Spectacles 10

Le numéro du « Monde » daté 4 novembre 1989 a été tiré à 517 504 exemplaires

Le gouvernement satisfait de l'avis du CSA sur les quotas dont la plupart pourront certaine-

Réagissant à l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les décrets précisant les quotas de production et de diffusion télévisée (le Monde du 3 novembre), le minis-tre délégué à la communication, M= Catherine Tasca, « note avec une grande satisfaction » que CSA et gouvernement « sont en accord profond sur les objectifs de ces textes = qui visem à « favoriser la production d'œuvres d'expression originale française et d'origine européenne, et assurer la présence majoritaire à l'écran de ces œuvres ». Mª Tasca estime que l'avis du CSA « comporte de nombreuses suggestions pertinentes

De son côté, la Chambre syndicale de producteurs de films s'étonne que certaines des obligations proposées par le CSA soient en net recul par rapport à la déréglementation en vigueur ». Elle demande donc an gouvernement de maintenir les mesures de soutien an cinéma, et de · refuser tout alignement sur la régle tion laxiste prévue dans la direc-tive européenne Télévision sans

ment être prises en compte par le gouvernement pour améliorer le dispositif prévu ».

CAMBODGE: M. Koncimer et le retour des Khmers rouges. -Jugeant les Khmers rouges « parmi les plus grands massacreurs de l'Histoire », le docteur Bernard Kouchner a estimé, le vendredi 3 novembre à France-Imer, que leur « retour sur la scène politi-que » était une « grande tragé-die ». S'exprimant « à titre person-nel », le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire a envisagé la possibi-lité d'envoyer des « brigades inter-nationales contre les Khmers rouges . « Je serais content d'en ètre », 24-il dit.

□ NICARAGUA: Annulation des entretiens gouvernement-« con-tras ». — Les dirigeants de la Contra ont déclaré, vendredi 3 novembre, ne pas être en mesure de participer lundi et mardi aux entretiens prévas avec le gouverne-ment de Managua au siège new-yorkais des Nations unies. Dans une lettre adressée à l'ONU et à l'Organisation des Etats américains, ils déclarent ne pas disposer de suffisamment de temps pour préparer la réunion et dem que celle-ci soit reportée au 13 novembre. - (Reuter.)